

**Préfecture de région Rhône-Alpes**



**Rapport d'évaluation stratégique  
environnementale du PO Rhône-  
Alpes  
Décembre 2006**

Evaluation stratégique environnementale du  
programme européen FEDER 2007-2013 de la région  
Rhône-Alpes



## **Rapport d'évaluation stratégique environnementale du PO Rhône- Alpes Décembre 2006**

---

Evaluation stratégique environnementale du  
programme européen FEDER 2007-2013 de la  
région Rhône-Alpes



Tour Polygone  
265, avenue des Etats du Languedoc  
F-34000 MONTPELLIER  
[www.edater.fr](http://www.edater.fr)

Tél. : 04 67 02 29 02  
Fax : 04 67 79 56 76  
[miellet@edater.fr](mailto:miellet@edater.fr)  
[rulliere@edater.fr](mailto:rulliere@edater.fr)

# Sommaire

<b>1</b>	<b>RESUME NON TECHNIQUE : LES ENSEIGNEMENTS DE L'EVALUATION .....</b>	<b>6</b>
1.1	La méthodologie d'évaluation et les critères d'intégration des préoccupations environnementales .....	6
1.2	Le contenu du rapport environnemental .....	6
1.3	L'état initial de l'environnement .....	8
1.4	Les effets prévisibles du PO sur l'environnement .....	10
1.5	Les critères pour la réduction des effets négatifs .....	11
1.6	Le dispositif de suivi .....	14
1.7	La synthèse de la consultation du public .....	14
<b>2</b>	<b>DESCRIPTION DU PROCESSUS D'EVALUATION : ITERATION ET INTERACTION .....</b>	<b>16</b>
2.1	Ce qu'est l'évaluation stratégique environnementale : la valeur ajoutée de la démarche .....	16
2.2	Ce que n'est pas l'évaluation stratégique environnementale .....	17
2.3	Logique d'organisation pour la conduite de l'évaluation .....	17
2.4	Les limites de l'évaluation .....	19
<b>3</b>	<b>PRESENTATION DU PO DANS SON CONTEXTE .....</b>	<b>20</b>
3.1	Synthèse de la Stratégie régionale du PO Rhône-Alpes (extraits du PO Rhône-Alpes) .....	20
3.2	L'arbre d'objectifs du PO Rhône-Alpes .....	22
3.3	Les liens du PO FEDER Rhône-Alpes avec d'autres plans ou programmes régionaux .....	24
3.4	Objectifs réglementaires de protection de l'environnement susceptibles d'être pertinents pour le PO Rhône-Alpes .....	27
<b>4</b>	<b>ANALYSE DE LA PERTINENCE ET DE LA COHERENCE DES OBJECTIFS DU PO AU REGARD DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX REGIONAUX .....</b>	<b>32</b>
4.1	Synthèse des enjeux environnementaux de la région Rhône-Alpes .....	32
4.2	La prise en compte des enjeux environnementaux régionaux dans le PO .....	36
<b>5</b>	<b>LES EFFETS NOTABLES PROBABLES DU PO SUR L'ENVIRONNEMENT ET LES PROPOSITIONS POUR RENFORCER LEUR CARACTERE POSITIF OU REDUIRE LEUR CARACTERE NEGATIF .....</b>	<b>43</b>
5.1	Synthèse .....	43
5.2	Analyse détaillée des incidences environnementales .....	50
5.3	Analyse des incidences par mesure .....	55
5.4	Les mesures de réduction d'impact, meilleure garantie de prise en compte effective de l'environnement .....	73
<b>6</b>	<b>DESCRIPTION DES MESURES DE SUIVI ENVISAGEES .....</b>	<b>76</b>
6.1	Cadrage .....	76

6.2	Analyse de la pertinence des indicateurs environnementaux sélectionnés.....	76
6.3	La quantification des impacts attendus.....	82
6.4	L'organisation du suivi et de l'évaluation environnementale du programme .....	82
<b>7</b>	<b>SYNTHESE DE LA CONSULTATION DU PUBLIC.....</b>	<b>84</b>
7.1	Cadrage de l'exercice.....	84
7.2	Les résultats de la consultation.....	84
7.3	Les enseignements de la consultation.....	86
<b>1</b>	<b>ANNEXES .....</b>	<b>87</b>
1.1	Annexe 1 : Les exigences réglementaires relatives au contenu du rapport environnemental .....	87
1.2	Annexe 2 :Le processus de décision .....	87
1.3	Annexe 3 : Tableau détaillé des enjeux du Profil Environnemental Régional.....	93
1.4	Annexe 4 : Méthode d'analyse de la pertinence du PO au regard des enjeux du PER .....	98
1.5	Annexe 5 : Liste des questions utilisées pour l'appréciation des incidences du PO Rhône-Alpes .....	104

## Avertissement

En accord avec les commanditaires de l'évaluation, le présent rapport est établi sur la base d'un projet de Programme Opérationnel en date du 25 octobre (version IV) envoyée à EDATER le 26 octobre.

Même si le cadre et sa décomposition semblent définitifs, cette version contient encore un certain nombre de points en cours de rédaction ou de validation au 26/10/2006.

Il a été complété des chapitres 6 « description des indicateurs de suivi » et 7 « synthèse de la consultation du public » sur la base de documents fournis par le partenariat le 04/12/2006.

En outre, l'évaluateur a pris en compte la majorité des suggestions d'amélioration du rapport environnemental émises par l'autorité environnementale dans son avis environnemental.

# 1 Résumé non technique : les enseignements de l'évaluation

---

## 1.1 La méthodologie d'évaluation et les critères d'intégration des préoccupations environnementales

La France et la Commission européenne ont décidé de soumettre le Programme Opérationnel du FEDER (Fond Européen de Développement Régional) à une évaluation environnementale stratégique répondant aux enjeux environnementaux régionaux.

L'ambition de celle-ci est « **d'assurer un niveau élevé de protection de l'environnement**, et de contribuer à l'intégration de considérations environnementales dans l'élaboration et l'adoption de ces programmes en vue de **promouvoir un développement durable** ».

La préparation de ce programme s'accompagne donc d'une **démarche d'évaluation environnementale**.

Le parti pris de la région Rhône-Alpes a été de l'engager **dès la conception du programme** traduisant ainsi sa volonté de concevoir un programme « durable » où cohabitent environnement, compétitivité économique et équité sociale et territoriale.

L'évaluation environnementale est conçue comme un processus d'amélioration de la qualité du programme au moment de sa rédaction puis en cours de mise en œuvre. Si la conception est correcte et intègre dès la réflexion amont la prise en compte des principaux enjeux environnementaux régionaux elle permet de réduire les incidences négatives sur l'environnement à l'issue de la rédaction du Programme Opérationnel.

Cette évaluation est le résultat d'un processus de travail itératif entre l'évaluateur, l'autorité de gestion et l'autorité environnementale tant sur la méthode que sur le contenu. Pour rester pragmatique, un nombre restreint de critères d'appréciation ont été retenus. L'exercice d'évaluation des incidences potentielles sur l'environnement du projet de PO se veut d'abord et avant tout une « démarche de synthèse à un stade où la localisation ou la nature des travaux ne sont pas encore connus avec précision ».

La mesure des incidences sur l'environnement et les mesures à envisager pour les éviter sont adaptées au degré de précision du projet de Programme Opérationnel mis à la disposition de l'évaluateur. A ce stade, on mesure donc les « effets notables probables de la mise en œuvre du Programme Opérationnel ». C'est ultérieurement et de manière plus précise que chacun des projets devront s'inscrire dans le cadre réglementaire des études d'impact, incidence sur l'eau, étude de risques, documents d'urbanisme, etc. selon les cas. **L'évaluation stratégique environnementale doit donc être bien comprise comme une des pièces du puzzle devant concourir à une meilleure prise en compte environnementale dans le vaste paysage de l'intervention publique.**

**L'un des résultats essentiels de cette réflexion croisée est que le PO, non seulement prévoit un nombre important de mesures environnementales, mais privilégie une intégration plus forte des préoccupations environnementales sur l'ensemble des axes dans une réelle perspective de développement durable.**

## 1.2 Le contenu du rapport environnemental

Le rapport environnemental reprend, dans un ordre différent, la liste de points énoncés tant dans la directive 2001/42/CEE que dans l'article R. 122-20 du Code de l'environnement.

Certains points sont reformulés, d'autres sont regroupés et traités au sein d'un même chapitre. Le rapport contient cependant globalement l'ensemble des rubriques exigées.

On note cependant que certains points sont peu détaillés pour plusieurs raisons qui ont été validées par l'autorité environnementale :

- Le point c) « les caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière notable ». S'agissant d'un programme non zoné et d'intervention multisectorielle, l'identification a priori des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le PO apparaît en effet hasardeuse.
- Le point d) « les problèmes environnementaux liés au plan ou au programme, en particulier ceux qui concernent les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux directives 79/409/CEE et 92/43/CEE. » Une partie des informations est déjà fournie dans le traitement du point b) « les aspects pertinents de la situation environnementale (...) ». Ceci étant, ce point est peu détaillé car cette demande spécifique n'est pas adaptée à la nature et à la finalité particulières du PO « compétitivité régionale et emploi », programme très général et non zoné.
- Le point h) « déclaration résumant les raisons pour lesquelles les autres solutions envisagées n'ont pas été sélectionnées » de l'annexe I de la directive. Ce point est traité par un logigramme reprenant les recommandations de l'évaluateur et leur prise en compte dans le PO afin de retranscrire la démarche itérative d'élaboration du PO.

## 1.3 L'état initial de l'environnement

L'état initial de l'environnement a été décrit dans le profil environnemental régional. Il comporte des enjeux stratégiques thématiques et des enjeux stratégiques transversaux.

### 1.3.1 Un bilan général des principaux points forts, faiblesses, menaces et opportunités en matière environnementale en Rhône-Alpes

#### **Biodiversité et milieux naturels :**

Rhône-Alpes est une région d'une remarquable richesse du point de vue de la biodiversité et des milieux naturels, qu'il s'agisse d'espaces emblématiques ou de « nature ordinaire ».

Mais ce patrimoine, qui contribue à la forte attractivité de la région, est menacé par la croissance urbaine et le développement des infrastructures qui peuvent, s'ils ne sont pas maîtrisés, remettre en cause les continuités écologiques et le bon fonctionnement des écosystèmes.

La pression touristique ainsi que l'intensification ou, à l'inverse, la déprise agricole, contribuent également à la détérioration de milieux naturels.

#### **Ressources naturelles :**

Si elles sont globalement abondantes, les ressources en eau en Rhône-Alpes sont fragiles compte tenu des multiples usages dont elles font l'objet (hydroélectricité, agriculture, industrie, tourisme...), de leur répartition inégale sur le territoire régionale et des sécheresses récurrentes.

Les objectifs ambitieux de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) constituent une opportunité pour poursuivre les efforts déjà engagés pour une gestion concertée raisonnée de la ressource.

La forêt rhônalpine représente 37% du territoire régional. Si les difficultés d'exploitation constituent un obstacle à sa valorisation et donc à sa bonne gestion, ses réelles fonctions de protection pour les risques naturels et la ressource en eau représentent un atout à valoriser.

Le potentiel de développement des énergies renouvelables est important en Rhône-Alpes (éolien, bois, solaire). Pour pouvoir s'exprimer, ce potentiel nécessite des interventions en amont, notamment afin de faciliter l'acceptabilité sociale des projets (réflexion territoriale pour l'éolien) ou d'organiser les filières d'approvisionnement (bois-énergie).

#### **Pollutions et qualité des milieux :**

La qualité générale des eaux de la région est moyenne et des perturbations significatives d'origines variées, ponctuelles ou diffuses, persistent. Les nappes souterraines sont, de par leur localisation et leur forte inertie, particulièrement vulnérables aux pollutions.

Les objectifs ambitieux de la DCE constituent une opportunité pour poursuivre les efforts déjà engagés dans le cadre des démarches concertées.

La longue histoire industrielle de Rhône-Alpes a laissé ses traces dans les paysages et les sols de la région. Rhône-Alpes est ainsi la première région de France pour le nombre de sites pollués ou potentiellement pollués. La pression foncière favorise la réhabilitation des sites localisés en zone urbaine.

Face à la saturation de certains sites d'élimination des déchets et à la mauvaise acceptabilité sociale de l'implantation de nouveaux centres de traitement, l'effort doit porter sur la réduction de la production de déchets à la source et à la diminution de leur nocivité.



La qualité de l'air et les nuisances sonores en Rhône-Alpes sont celles d'une région dotée de grandes agglomérations, marquée par une forte activité industrielle et maillée par de grandes infrastructures de transport. La demande sociale pour réduire ces nuisances est d'autant plus forte que la région est renommée pour sa qualité de vie.

#### **Risques et Sécurité :**

90% des communes de Rhône-Alpes sont concernés par un ou plusieurs risques naturels. La moitié le sont par le risque inondation. Les risques industriels et technologiques sont également très présents en Rhône-Alpes (nombreux établissements classés Seveso). Le développement d'une culture du risque auprès des élus et de la population contribue à réduire la vulnérabilité (biens et personnes exposés à l'aléa).

#### **Cadre de vie et patrimoine:**

La région Rhône-Alpes est caractérisée par une grande variété de paysages et un grand nombre de sites remarquables à l'origine de son attractivité touristique. Mais un manque de maîtrise dans le développement des infrastructures, de l'urbanisation et de la fréquentation touristique pourrait conduire à une banalisation des paysages et à une dégradation des sites.

### **1.3.2 Trois enjeux transversaux primordiaux pour l'avenir de la région**

A l'issue de cette analyse multicritères des enjeux, le caractère central des **trois principaux enjeux** suivants a nettement émergé des travaux d'élaboration du profil Environnemental Régional :

- **Privilégier un développement économe en espace**
- **Diversifier les modes de transport et maîtriser les infrastructures**
- **Accroître la mobilisation des acteurs publics et de leur relais et la sensibilisation de la population et des acteurs économiques**

Les deux premiers enjeux transversaux sont au centre des interactions entre la plupart des enjeux thématiques. En particulier, leur amélioration est une condition nécessaire à l'amélioration de la plupart des autres enjeux.

Le troisième enjeu transversal relatif à la mobilisation des acteurs locaux et à la sensibilisation de la population et des acteurs économiques apparaît également essentiel pour une prise en compte effective de tous les enjeux thématiques :

- pour assurer la pérennité et l'ancrage des politiques environnementales en complément des outils techniques et réglementaires existants (enjeu de gouvernance).
- pour sensibiliser et inciter les citoyens et acteurs économiques à des comportements plus respectueux de l'environnement.

## 1.4 Les effets prévisibles du PO sur l'environnement

Le rédactionnel du programme prend bien en compte l'environnement, mais des incertitudes a priori demeurent du fait de son caractère global.

Les principales incidences identifiées dans le travail d'évaluation environnementale sont rappelées ci-dessous.

Elles sont présentées regroupées selon les 5 grands domaines environnementaux du Profil Environnemental Régional complété par le domaine de la santé.

Les 5 grands domaines et dimensions environnementales	Les incidences globales du PO sur ces dimensions
<b>Développement économique et pressions anthropiques sur l'environnement</b>	<p><b>Plusieurs mesures peuvent avoir des effets positifs sur :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-la réduction de la vulnérabilité aux risques</li> <li>-la diversification des modes de transports (transport fluvial, encouragement aux transports doux à la multimodalité)</li> <li>-un développement économe en espace (gestion de l'espace et promotion de démarches de développement durable)</li> <li>-réhabilitation de sites/sols pollués (réhabilitation de quartiers urbains dégradés et de friches industrielles)</li> </ul> <p><b>Mais d'autres mesures doivent être encadrées de mesures de réduction d'impact :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-le soutien aux entreprises et aux territoires notamment par le choix de l'implantation de nouvelles entreprises ou la nature des projets aidés</li> <li>-le tourisme et le captage de nouvelles clientèles ou le développement de nouvelles destinations touristiques pour la protection des espaces remarquables et atouts environnementaux</li> <li>-le développement de transports et d'énergies renouvelables notamment respectueux de la qualité paysagère</li> </ul>
<b>Espaces naturels</b>	<p><b>Des actions en faveur de la préservation et de la valorisation des espaces naturels peuvent être positives :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-à condition que le tourisme « durable » intègre bien la dimension environnementale</li> <li>-à condition que le développement de la filière-bois construction s'intègre prioritairement dans le cadre de chartes forestières</li> </ul>
<b>Eau et ressources aquatiques</b>	L'axe III Plan Rhône, particularité du PO Rhône-Alpes doit permettre de réduire les tensions des usages sur l'eau et de préserver et valoriser les ressources en eau à condition que les actions soient bien coordonnées et concertées (notamment avec le PO interrégional Rhône).
<b>Air, énergie, effet de serre</b>	<p>C'est l'une des priorités du PO Rhône-Alpes est c'est particulièrement sur ce thème que des impacts positifs sont très attendus.</p> <p>Toutefois, des actions d'ampleur en matière d'infrastructures de transport propres ne doivent pas être attendues. La mesure est essentiellement une mesure de sensibilisation et de promotion de démarches innovantes et expérimentales.</p>
<b>Mobilisation et sensibilisation à la culture environnementale</b>	Cette préoccupation est transversale aux mesures du PO. Pour plus de visibilité, il semblerait opportun de mieux afficher cette ambition dans la stratégie générale. L'innovation, point fort d'action du PO doit aussi être favorisée du point de vue environnemental.
<b>Santé</b>	Il n'y a pas de mesures particulières prévues pour agir en faveur de la santé (il ne s'agit pas des priorités du FEDER). Cependant, plusieurs mesures peuvent avoir un effet positif sur la santé : mesures de réduction des gaz à effet de serre, mesures de maîtrise des risques naturels. Toutefois, le soutien à l'innovation technologique peut comporter des risques pour la santé dont il conviendra de tenir compte (risques technologiques : nucléaire, hydroélectricité, transports de matières dangereuses, produits chimiques, etc.)

## 1.5 Les critères pour la réduction des effets négatifs

La mise en œuvre de critères de conditionnalité environnementale sera la meilleure garantie d'atteindre les objectifs fixés dans le respect de l'environnement, que ce soit en matière de biodiversité, de maîtrise des pollutions ou des ressources naturelles aussi bien que la mise en œuvre d'énergies nouvelles, de transports alternatifs, etc.

Certains critères comme la meilleure identification des enjeux environnementaux dans les objectifs des mesures ont été intégrés pour partie dès la rédaction du Programme Opérationnel (effet positif de l'évaluation).

Cependant ils ne suffisent pas et **nous recommandons la mise au point de critères d'attribution des aides pour analyser les engagements des porteurs de projets.**

**Ces critères devront se traduire dans le DOMO (DOCUMENT de Mise en Œuvre) qui permettra la mise en œuvre opérationnelle du Programme. Ils devront surtout être mis en application au moment de l'instruction des dossiers.**

En s'attachant à la prise en compte du retour d'expérience des précédents programmes, il convient toutefois **d'adapter le niveau d'exigence à la taille des porteurs de projets** afin que ceux-ci soient en possibilité d'y faire face. Une mutualisation de certains procédés (accès aux énergies renouvelables, collecte des déchets par exemple) peut grandement aider à faire avancer les petites entreprises vers les pratiques du développement durable.

### Mesures de réduction d'impact proposées par l'évaluateur

Regroupement de fiches thématiques	Amélioration ou mesures de réduction d'impact proposées par l'évaluateur
<b>Axe 1 : Innovation et économie de la connaissance</b>	
<b>Soutenir l'innovation technologique au profit des entreprises rhônalpines</b>	<p>A ce stade, il convient surtout d'attirer l'attention sur la nécessité d'évaluation économique et environnementale des projets qui découleront de cette mesure, afin de s'assurer de la fiabilité des filières imaginées.</p> <p>Il s'agira d'aider <b>en priorité</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>les projets de recherche et d'innovation qui intègrent des critères de développement durable</b> (« label développement durable » » qu'il conviendra de construire et de définir de manière précise. Ce travail devra être effectué par les partenaires).</li> <li>• Les documents de <b>promotion de l'innovation qui intègrent la dimension environnementale</b></li> </ul>
<b>Anticiper les mutations pour accompagner le développement des PME/TPE</b>	<p>Afin de renforcer l'impact positif de ces mesures sur l'environnement, il sera nécessaire d'accompagner <b>prioritairement les projets respectant des critères de conditionnalité environnementale</b> suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>soutien au management environnemental</b> dans le développement de l'entreprise comme critère d'innovation organisationnelle et environnementale (démarches de certification, formations...)</li> <li>• <b>critères d'éco conditionnalité dans le choix de l'implantation des entreprises</b>, localisation des entreprises dans des friches réhabilitées, des zones déjà urbanisées ou à proximité de pôles multimodaux.</li> <li>• <b>exclusion de localisations de projet d'implantation en zone inondable ou en milieu sensible</b></li> <li>• <b>démarches fédératives ou actions collectives envisagées par filière, thématique ou territoire favorisant une meilleure gestion de l'énergie ou des déchets</b>, par exemple, ou optimisant les coûts pour une gestion collective,</li> <li>• les projets inscrits dans les <b>Plans de déplacement urbains (PDU)</b>.</li> </ul>

Axe 2 : Développement durable des territoires	
Favoriser durablement le développement des territoires	<p>1-Le développement durable des territoires doit bien intégrer l'environnement et le social. Un effort doit être porté au choix de sites intégrant l'environnement et une démarche de planification des espaces d'accueil des entreprises.</p> <p>2- Si l'objectif de développement d'expériences pilotes de « <u>tourisme durable</u> » peuvent être positives pour l'environnement, le fait d'initier de nouvelles destinations touristiques, faute de critères d'éco conditionnalité clairement précisés, peuvent avoir à la fois des effets positifs comme négatifs sur l'environnement.</p> <p>Il conviendra de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>s'assurer que le développement économique en zones rurales se fait dans le respect des milieux naturels et des paysages</b></li> <li>• <b>privilégier les projets s'inscrivant dans des démarches d'Agenda 21 ou de projet de territoires</b></li> <li>• <b>préciser la définition du tourisme durable</b></li> <li>• <b>recommander des études prospectives permettant de mesurer les impacts du développement d'une nouvelle destination touristique (accroissement du trafic de véhicules, accroissement de la pression des déchets, etc.) comme préalables au financement des projets.</b></li> </ul>
Renforcer l'attractivité du cadre de vie et de l'environnement	<p><b><u>1- Vers des comportements et des actes éco-responsables</u></b></p> <p>Les effets favorables des énergies renouvelables sont démontrées, et des études de faisabilité sont généralement proposées pour estimer leur rentabilité. Par ailleurs les schémas départementaux et les Zones de développement de l'éolien (ZDE) devraient contribuer à contraindre le développement anarchique actuel des éoliennes.</p> <p><b><u>2- Soutenir la valorisation de la filière bois construction</u></b></p> <p>Il conviendra :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>de veiller à ce qu'une exploitation forestière intensive, un enrésinement plus fort n'entraîne pas, notamment, une plus forte banalisation des paysages ou des risques accrus notamment concernant les risques naturels (incendies de forêt par exemple).</b></li> <li>• <b>de soutenir prioritairement les projets s'inscrivant dans le cadre de chartes forestières</b></li> </ul> <p><b><u>3- Prévenir les risques naturels et technologiques</u></b></p> <p>La prise en compte des risques naturels et technologiques est a priori positive pour l'environnement sous réserves d'une prise en compte globale incluant la dimension de prévention et de réduction de la vulnérabilité et non uniquement de protection.</p> <p>L'impact environnemental sera d'autant plus assuré dans le long terme que l'on <b>s'assurera d'une mise en œuvre intégrant la dimension de la culture du risque auprès des populations.</b></p> <p><b><u>4- Revitalisation des quartiers : rénovation urbaine et développement social</u></b></p> <p>La revitalisation urbaine peut avoir des incidences positives sur l'environnement. Pour s'en assurer sur le long terme, la mise en œuvre de critères de conditionnalité environnementale sera fortement souhaitable :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>soutenir l'accompagnement en conseil, compte tenu de la complexité des problématiques urbaines.</b></li> <li>• <b>prévoir la valorisation des déchets qui résulteront notamment des opérations de démolition</b></li> <li>• <b>encourager les projets promouvant une moindre consommation d'espace.</b></li> </ul> <p><b><u>5-La réhabilitation de friches</u></b> ne peut qu'aller dans le sens d'une incidence positive sur l'environnement. Pour des effets cumulés en faveur d'une consommation d'espace économe, il s'agira :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>d'encourager les articulations entre cette mesure et les mesures de soutien aux</b></li> </ul>

**entreprises pour favoriser leur implantation dans des friches réhabilitées plutôt que dans de nouvelles zones d'activité.**

### Axe 3 : Accessibilité : transports et TIC

<b>TIC</b>	<p>Afin de renforcer l'impact positif de cette mesure sur l'environnement, les aides peuvent être conditionnées prioritairement à certains engagements des porteurs de projets vis-à-vis de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>démarches fédératives et collectives envisagées par filière, thématique ou territoire peuvent favoriser une meilleure gestion de l'énergie ou des déchets</b> (notamment les déchets électriques et électroménagers issus de l'activité des TIC)</li> </ul>
<b>Transports</b>	<p>Les nouvelles infrastructures, même si elles sont à l'origine d'améliorations pour l'environnement (contournement, ferroutage, ...) risquent d'affecter des territoires sensibles.</p> <p>Il convient de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>prendre en compte dans la méthode de conception des projets les risques énoncés ci-dessus</b></li> <li>• <b>privilégier les projets s'inscrivant dans les PDU, les schémas régionaux des transports</b></li> </ul>

### Axe 4 : Plan Rhône

<b>Promouvoir la culture rhodanienne, son patrimoine, son identité</b>	<p>A ce stade incidences potentielles plutôt positives sur l'environnement.</p> <p>Cependant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>il convient de s'assurer que la réappropriation du fleuve notamment par le biais des activités de loisirs se fasse dans le respect des milieux naturels et des paysages.</b></li> </ul>
<b>Qualité des eaux et partage de la ressource, biodiversité</b>	<p>A ce stade incidences potentielles plutôt positives sur l'environnement.</p>
<b>Gérer la demande exponentielle de déplacements de la vallée du Rhône</b>	<p>Le développement du transport fluvial a des incidences a priori positives sur l'environnement notamment du fait de la réduction d'émissions polluantes et des effets induits liés à la décongestion de l'axe autoroutier du sillon rhodanien.</p> <p>Il convient toutefois de noter que le PO prévoit aussi, logiquement, le développement des infrastructures de navigation d'une part mais aussi de déchargement.</p> <p>Afin d'optimiser les incidences positives sur l'environnement il convient cependant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>s'assurer que les travaux liés aux infrastructures fluviales et maritimes intègrent la dimension environnementale : respects des milieux naturels, gestions des déchets notamment</b></li> </ul>
<b>Assurer à partir du fleuve et de ses berges le développement d'un tourisme de qualité</b>	<p>La création d'activités par le développement d'un tourisme de qualité doit s'intégrer dans des critères de qualité notamment environnementale clairement affichée.</p> <p>Le développement d'activités structurantes le long du fleuve doit se faire dans le respect des équilibres des milieux terrestres et fluviaux (notamment des espaces protégés).</p> <p>On devra notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>s'assurer que le développement des infrastructures visant à accroître l'attractivité du territoire se fera dans des cadres structurés de gestion de la fréquentation et de réduction de ses effets éventuellement négatifs sur les milieux concernés.</b></li> </ul>

## 1.6 Le dispositif de suivi

**Pour la période 2007-2013, la Commission européenne recommande la mise en place d'une démarche d'évaluation en continu.** L'évaluation fait partie intégrante des modalités de pilotage et de gestion du programme au fur et à mesure de son avancement. Elle est mobilisée aux moments jugés opportuns par les décideurs afin d'éclairer des questions considérées comme stratégiques dans la région concernée, selon son contexte spécifique.

**Le but est de rapprocher l'évaluation de l'action, d'en faire un outil plus stratégique.**

Dans un tel contexte, **la mise au point du dispositif de suivi-évaluation est essentielle, tout particulièrement le choix et le suivi des indicateurs.**

Les indicateurs constituent un moyen nécessaire pour apprécier l'évolution, les tendances du programme. Ils ont deux objectifs :

- suivre la mise en œuvre financière et physique du programme,
- permettre une évaluation des impacts du programme.

**8 indicateurs stratégiques d'impact et 2 indicateurs de contexte ont été retenus.** Ils ont été élaborés dans le cadre d'un groupe de travail « indicateurs » auquel ont été conviés les différents partenaires (Etat, Région). La DIREN, la DRAF, l'ADEME, la DRIRE ont contribué à la sélection de ces indicateurs ainsi qu'à la quantification des impacts à atteindre. Ils sont en lien avec les enjeux du profil Environnemental Régional ce qui assure une cohérence aux différents dispositifs de suivi. Nous constatons une bonne couverture des principaux impacts stratégiques du programme à suivre (sélection d'indicateurs environnementaux mais aussi d'indicateurs « développement durable » transversaux au programme) ainsi qu'une cohérence entre les indicateurs retenus et ceux recommandés par la Commission européenne. Certaines précisions seront toutefois à faire (la quantification notamment n'est pas terminée).

**Il conviendra cependant de définir les moyens et les logiques d'organisation du suivi afin de s'assurer de sa pérennité mais surtout de son utilité du point de vue du pilotage du programme.** L'avis environnemental insiste en effet sur l'importance du suivi de la mise en œuvre, notamment des critères d'éco-conditionnalité.

## 1.7 La synthèse de la consultation du public

Dans le cadre de la transposition de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001, il a été organisé une consultation du public sur le programme opérationnel du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) 2007-2013 pour la région Rhône-Alpes.

Conformément à la directive, cette consultation a été annoncée par voix de presse, à raison de deux journaux par département. Les documents consultables étaient mis à disposition du public avec un registre pour la formulation des observations, dans chacune des préfectures de département. En outre, afin de donner une plus forte audition à la consultation, la région Rhône-Alpes a choisi d'utiliser Internet pour diffuser les documents et de proposer un questionnaire élaboré lors d'une réunion de travail réunissant l'autorité environnementale, l'autorité de gestion et l'évaluateur.

Sur les huit départements concernés, seul un questionnaire papier a été recueilli dans le département de l'Ain.

Notons que la page d'Actualités du site Internet de la DIREN contenant l'annonce de la consultation du public a été visitée 871 fois dans la période du 30 octobre au 30 novembre. 153 questionnaires ont été ouverts et 18 questionnaires renseignés.

Compte tenu du faible nombre de retours de la consultation, de leur caractère parfois anecdotique ou du fait que les suggestions apportées par les répondants au questionnaire ont déjà été appréhendées soit dans le PO, le rapport environnemental ou l'avis environnemental, des modifications au PO ne semblent donc pas requises.

Les enseignements à tirer de cette consultation sont donc très limités :

- **Le PO mobilise peu les citoyens** malgré l'information faite sur la consultation. Toutefois, les 871 consultations de la page Internet consacrée à la consultation ainsi que l'ouverture du questionnaire par près de 153 personnes semblent démontrer un intérêt, même si elles ne sont suivies d'aucune observation.
- Les quelques personnes qui se sont exprimées ont évoqué leur intérêt pour l'information et la consultation du public. Toutefois, les réponses apportées, au caractère souvent général, montrent le **caractère inadapté du type de consultation retenu. Si l'écoute du public et plus particulièrement des associations est une demande des citoyens, elle semble devoir passer par davantage de « simplicité », « de pédagogie » et de « lisibilité tout public »**. En outre, les réponses aux questions indiquent un intérêt plus poussé pour les questions de la mise en œuvre du programme (quelle application ? quels effets de l'évaluation environnementale pour les bénéficiaires du programme ? etc.) La mise en consultation de documents conséquents au caractère technique assez poussé (un programme opérationnel, un rapport d'évaluation environnemental de plus de 100 pages au caractère très technique) doit sans doute être interrogée sur sa pertinence. Force est de constater que cela risque de ne pas améliorer l'image d'une Europe jugée, à tort ou à raison, trop technocratique.
- **Les prochaines consultations devraient tenir compte de cette « difficulté de communication »** pour rendre les programmes plus attractifs pour les citoyens et les futurs porteurs de projets, en ayant recours à une présentation et un langage davantage « grand public ». La consultation du public doit relever d'une véritable démarche élaborée de communication.

## 2 Description du processus d'évaluation : itération et interaction

---

### 2.1 Ce qu'est l'évaluation stratégique environnementale : la valeur ajoutée de la démarche

#### 2.1.1 Valeur ajoutée et innovation

L'évaluation stratégique environnementale doit permettre d'évaluer l'impact environnemental du programme opérationnel FEDER avant que celui-ci soit adopté. **Il s'agit de garantir l'intégration des considérations environnementales dans toutes les interventions liées à la préparation et à la mise en œuvre des fonds structurels.**

La réalisation d'une évaluation environnementale au titre de l'application de la Directive 2001/42/CE récemment transcrite en droit français est une innovation par rapport à l'ancienne génération de programmes et une avancée pour une meilleure prise en compte de l'environnement dès l'amont du programme.

La Directive pose en effet le principe que « tous les plans et programmes susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, et qui fixent le cadre de décisions ultérieures d'autorisation d'aménagements et d'ouvrages, doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale préalable à leur adoption. » (p.2).

Cette approche doit permettre :

- une meilleure prise en compte de l'environnement dès la conception du programme,
- une anticipation des incidences environnementales éventuelles,
- la recherche d'améliorations des actions envisagées,
- la définition de mesures correctrices ou alternatives ;
- les mesures de conditionnalité pour le choix des opérations.

L'évaluation doit être conçue comme un processus d'amélioration de la qualité du programme « chemin faisant ». Ainsi, elle permet de réduire les incidences notables négatives sur l'environnement à l'issue de la rédaction.

En outre, il nous paraît important que cet exercice concoure à une appropriation du plus grand nombre des services impliqués dans la future mise en œuvre du Programme opérationnel. L'évaluation stratégique environnementale (ESE) se caractérise pour se faire par une forte interaction entre l'évaluateur, l'autorité environnementale et les rédacteurs du programme.

A noter que le présent rapport environnemental<sup>1</sup> présente les résultats de l'évaluation et accompagne (avec l'avis de l'autorité environnementale) la mise en consultation du PO par le public ce qui constitue une innovation en matière de transparence d'élaboration de politiques publiques de ce type.

---

<sup>1</sup> Voir détail des attendus en annexe



## 2.2 Ce que n'est pas l'évaluation stratégique environnementale

La démarche d'évaluation environnementale est une démarche nouvelle. Cette innovation, on l'a souligné, est facteur de valeur ajoutée pour une meilleure prise en compte de l'environnement, mais elle n'en comporte pas moins des limites qu'il convient d'avoir à l'esprit.

La nouveauté de l'exercice sur ce type de programmes, relève d'une démarche **en partie expérimentale**.

Comme le rappelle circulaire de la Direction des études économiques de l'évaluation environnementale du MEDD du 12 avril 2006 : « **Le rapport environnemental n'est pas la description des incidences sur l'environnement de chacun des projets. L'exercice d'évaluation des incidences potentielles sur l'environnement du projet de PO se veut d'abord et avant tout une « démarche de synthèse à un stade où la localisation ou la nature des travaux ne sont pas encore connus avec précision ».**

**La mesure des incidences sur l'environnement et les mesures à envisager pour les éviter sont donc adaptées au degré de précision du projet de PO mis à la disposition de l'évaluateur<sup>2</sup>.**

A ce stade, on mesure donc les « effets notables probables de la mise en œuvre du Programme Opérationnel ». On ne pourra donc attendre de l'évaluation stratégique environnementale qu'elle ait un contenu très précis. Il est par exemple difficile de spatialiser les incidences environnementales à prévoir.

C'est ultérieurement et de manière plus précise que chacun des projets devront s'inscrire dans le cadre réglementaire des études d'impact, incidence sur l'eau, étude de risques, documents d'urbanisme, etc. selon les cas.

L'évaluation stratégique environnemental doit donc être bien comprise comme une des pièces du puzzle devant concourir à une meilleure prise en compte environnementale dans le vaste paysage de l'intervention publique.

## 2.3 Logique d'organisation pour la conduite de l'évaluation

L'évaluation environnementale n'est pas conçue comme un processus distant de la réalisation des documents du programme.

Une des valeurs ajoutées de cette démarche réside dans les échanges issus des réunions de cadrage initial (*scoping*) réalisée avec l'autorité environnementale. Par la suite les réactions de l'évaluateur ont été faites en continu dans le cadre de l'élaboration du PO (cf. détail ci-dessous).

Dans l'esprit des recommandations de la Commission et de la DIACT ainsi que du cahier des charges régional, la démarche retenue a été itérative et interactive avec l'autorité environnementale.

Une traçabilité des échanges a été organisée. Elle atteste de l'importante interaction assurée entre l'évaluateur, les services de la Préfecture ainsi qu'avec la DIREN, autorité environnementale.

Il est impossible de retracer l'ensemble des contacts quasi-quotidiens par moment.

C'est pourquoi deux outils ont été proposés :

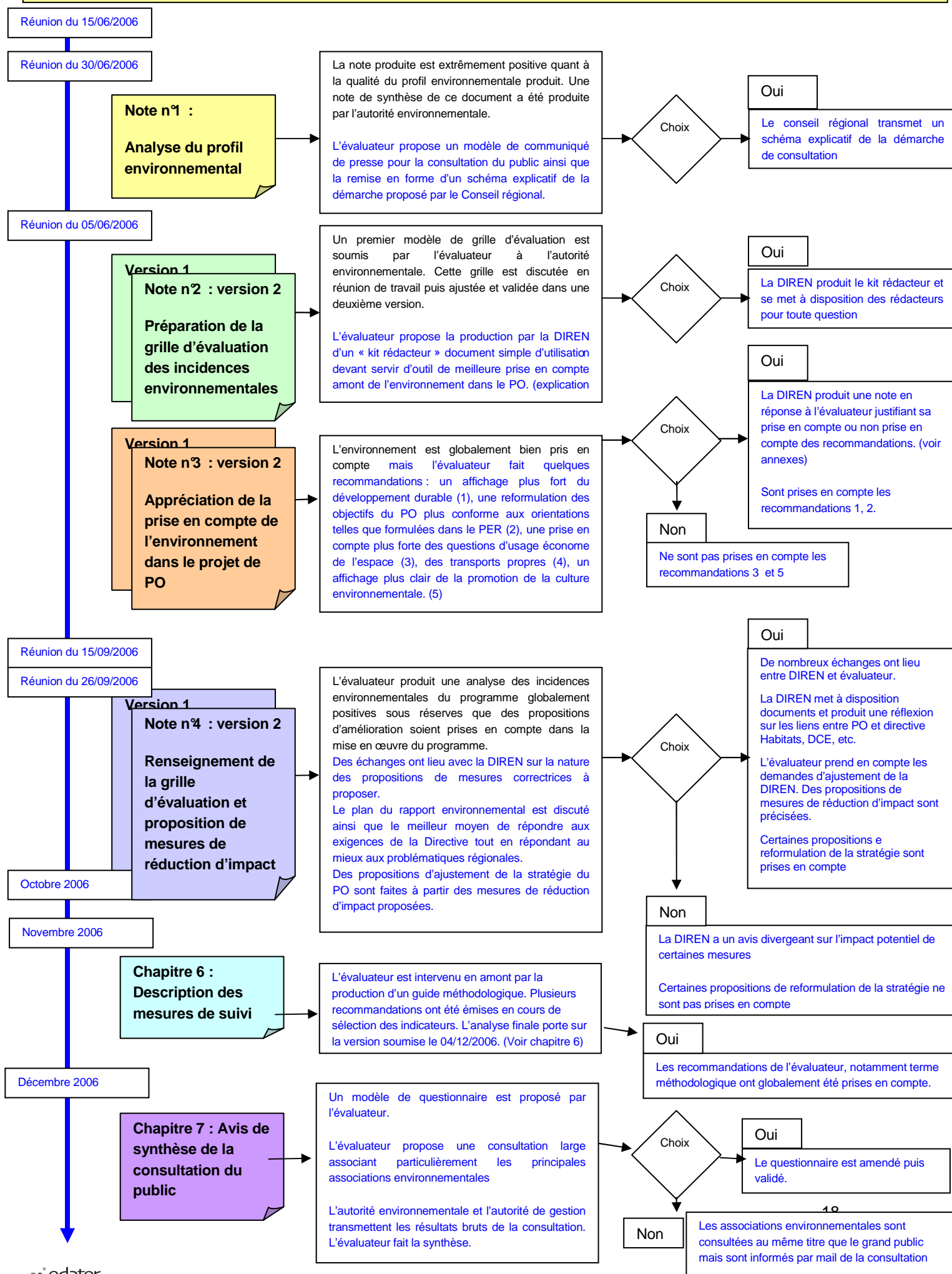
- **un tableau de bord détaillé des échanges** figurant en annexe du présent rapport ;
- **un logigramme du processus d'itération** reprenant les principales étapes présenté page suivante. Il présente les points clés des échanges ainsi que les propositions faites par l'évaluateur et les décisions prises par les rédacteurs du PO.

---

<sup>2</sup> PO version du 26 octobre 2006

# Logigramme du processus d'évaluation

## Quelle prise en compte des recommandations de l'évaluateur concernant l'environnement



## 2.4 Les limites de l'évaluation

L'évaluation stratégique environnementale d'un programme comme le PO Rhône Alpes est une nouveauté.

Sa principale difficulté réside dans le fait qu'il ne s'agit pas d'une évaluation de projets mais bien plus « d'objectifs ».

Au stade de rédaction d'un PO le travail d'évaluation reste en partie « théorique » car il anticipe des logiques de mises en œuvre que ne seront décrites avec précision que dans le Document de Mise en Œuvre (DOMO).

De ce fait, l'analyse des incidences reste parfois ambiguë car certains objectifs peuvent avoir des incidences soit positives soit négatives en fonction des caractéristiques de sélection des projets par exemple.

**Le cahier des charges national s'est avéré un cadre de travail intéressant, mais qu'il nous a semblé nécessaire de le faire évoluer tout en respectant les attendus réglementaires de l'évaluation.**

Les ajustements ont porté sur :

- une plus grande adaptation au contexte régional (notamment par la prise en compte des enjeux et des domaines du Profil Environnemental Régional plutôt que des catégories générale du cahier des charges) permettant d'améliorer le lien entre l'évaluation et les problématiques régionales ;
- une simplification, voire l'abandon de certains critères (en accord avec l'autorité environnementale lors de séances de *scoping*) de caractérisation des incidences issus de méthodologie d'évaluation de projet et manifestement inadaptés à l'évaluation d'objectifs telle qu'elle est nécessairement faite dans un PO régional.

A ce propos il a été jugé inutile de multiplier les grilles de critères amenant (après différents essais) à un volume d'information répétitif et dont la valeur ajoutée (au niveau d'un PO) a été jugée faible.

Un logique de présentation des incidences et des mesures de réduction d'impact proposées par fiche a été préférée dans une optique de réutilisation possible dans un guide de procédure ultérieur à destination des services.

Au niveau d'appréhension de la méthode des différentes des parties prenantes de l'évaluation, et compte tenu des moyens et du temps disponible, il nous semble que l'évaluation environnementale est avant tout un excellent outil d'amélioration de la qualité de la prise en compte de l'environnement en cours de rédaction du programme (ce qui, nous semble-t-il, a été le cas en région Rhône Alpes) et ce d'autant plus qu'il est conçu en lien direct avec l'évaluation ex-ante.

La base des informations disponibles dans cette évaluation et les mesures de réduction d'impact proposées doivent servir de base au travail de traduction opérationnelle dans le Document de Mise en Œuvre à venir.

Dans le cas d'exercices de ce type ultérieurs, il n'est pas certain qu'il faille viser des niveaux de rédaction plus fin du PO mais plutôt permettre le déroulement de l'ESE dans des calendriers plus allongés permettant une meilleure appropriation collective des enjeux environnementaux et des réponses à y apporter.

**Par ailleurs, l'ESE a mis en exergue l'intérêt de disposer d'un Profil Environnemental Régional de qualité qui s'est avéré une base de travail extrêmement utile.** On peut cependant regretter que les enjeux n'aient pas été, dans ce document, hiérarchisés et déclinés en objectifs précis ce qui aurait permis d'affiner l'évaluation et l'apport du PO à l'atteinte de ces objectifs.

En conclusion, il nous semblerait intéressant d'affiner à l'avenir la méthode ne serait-ce qu'en en changeant l'intitulé qui reste encore trop orienté « évaluation environnementale de projet » et qu'il faudrait rendre plus compatible encore avec de l'évaluation d'objectifs de niveaux stratégiques ou opérationnels.

## 3 Présentation du PO dans son contexte

---

### 3.1 Synthèse de la Stratégie régionale du PO Rhône-Alpes (extraits du PO Rhône-Alpes)

La région Rhône-Alpes dispose de nombreux atouts : sa position géographique, sa démographie dynamique, son économie diversifiée et performante, son environnement scientifique et technologique reconnu, son patrimoine naturel et culturel d'une grande richesse et, d'une façon générale, sa grande diversité.

En matière d'innovation et d'économie de la connaissance, Rhône-Alpes possède un potentiel de croissance certain. Elle dispose de domaines d'excellence reconnus (pôles de compétitivité, clusters, pôles de recherche et d'enseignement supérieur...) qui lui confèrent un caractère compétitif. Néanmoins, des disparités perdurent. Celles-ci sont d'ordre sectoriel et géographique. Le développement des TIC et la promotion de nouveaux usages, par exemple, seront des leviers importants pour renforcer la compétitivité et l'attractivité des territoires.

Le patrimoine rhônalpin, qu'il soit naturel ou culturel, participe également au rayonnement de la région : diversité des espaces, richesse patrimoniale et culturelle... La protection et l'amélioration de ce patrimoine contribueront au développement et au maintien des populations, des activités dans tous les secteurs de l'économie, y compris le tourisme, en assurant la conservation des ressources indispensables à son existence.

Les spécificités territoriales impliquent la recherche d'une cohésion d'ensemble. La diversité des territoires suppose que les espaces fragiles soient intégrés dans la dynamique des espaces de croissance et que des partenariats de proximité soient favorisés. Ainsi une attention particulière sera portée à l'équité et aux solidarités territoriales intégrant la diversité des territoires rhônalpins.

Le diagnostic a mis en évidence que, pour être compétitive, Rhône Alpes devra concilier une double exigence : d'une part, assurer la croissance de son économie en s'appuyant sur ses domaines d'excellence ; d'autre part, mener une stratégie active de lutte contre le déséquilibre territorial en respectant des objectifs de cohésion sociale et de protection de son environnement.

Les secteurs ruraux et de montagne présentent des enjeux spécifiques qui devront être pris en compte pour contribuer à leur développement durable.

Par ailleurs, le diagnostic a également rappelé les enjeux pour les territoires urbains et périurbains dans lesquels les problématiques du développement économique, du développement durable et de la cohésion sociale se posent avec acuité. Une approche globale et intégrée des enjeux est souhaitable pour ces territoires.

Enfin, les principes exposés dans la contribution de Rhône Alpes au CRSN doivent guider les choix :

- la valeur ajoutée communautaire
- l'équité et la solidarité territoriales
- l'emploi et la cohésion sociale, placés au centre des préoccupations publiques
- le développement durable et l'innovation comme dynamiques structurant le développement de notre Région
- l'anticipation des mutations sociales, agricoles, économiques, environnementales
- la logique de projet et notamment l'ingénierie territoriale

L'articulation des divers fonds européens doit pouvoir contribuer au respect de ces principes. Cependant les enjeux liés à l'emploi et à l'agriculture sont abordés en priorité dans le cadre des Programmes Opérationnels FSE et FEADER.

Pour Rhône-Alpes, les objectifs sont donc les suivants :

➤ **dans le domaine de l'innovation et des mutations économiques**

- améliorer la position de Rhône-Alpes aux niveaux européen et international dans ses domaines d'excellence.
- renforcer la compétitivité des entreprises et des filières, dans les territoires, en anticipant et accompagnant le processus des mutations

➤ **dans la recherche d'un développement équilibré du territoire rhônalpin**

- prendre en compte les dynamiques de développement propres à chaque territoire, notamment pour garantir dans les zones urbaines la solidarité entre « la ville qui gagne » et la « ville qui souffre », et pour faire émerger, dans les zones rurales ou de montagne, des projets innovants et structurants
- améliorer l'accès des entreprises, des populations aux services notamment dans les zones sensibles ou enclavées, des solutions étant à trouver pour répondre à la question des déplacements
- garantir une co-construction (solidarité) entre les territoires, s'appuyant sur la dynamique entre zones urbaines et rurales et la renforçant
- faciliter le déplacement de tous les rhônalpins, y compris des personnes souffrant de handicap

Cette stratégie doit permettre de répondre aux objectifs fixés aux sommets de Lisbonne et de Göteborg ; elle fait également écho aux ambitions partagées par l'ensemble du partenariat en Rhône-Alpes :

➤ **sur l'innovation, appréhendée dans son sens le plus large (technologique, stratégique, sociale, organisationnelle, commerciale...), comme ressort qui impulse les démarches et actions**

➤ **sur l'équité et les solidarités territoriales intégrant la diversité des territoires rhônalpins,**

➤ **sur le développement durable, comme vecteur du changement qui structure le développement de Rhône-Alpes**

➤ **sur l'emploi et la cohésion sociale, en complément des actions qui seront conduites au titre du volet régional du programme opérationnel national FSE**

Ainsi, le partenariat a fait le choix d'établir une stratégie régionale d'innovation, ouverte à tous les champs de l'économie, du social et de l'environnement.

Le thème de l'innovation constitue un enjeu majeur de ce Programme Opérationnel. Il se retrouve de manière transversale dans chacun des axes prioritaires. L'ensemble des projets sera donc analysé au travers du prisme de l'innovation entendue dans son sens le plus large.

De même l'environnement représente un autre enjeu essentiel. La volonté du partenariat de placer ce thème de manière transversale au cœur de la stratégie a permis de concevoir un programme véritablement orienté sur le développement durable permettant ainsi de renforcer les synergies entre croissance durable, protection de l'environnement et attractivité des territoires.

En outre, le diagnostic a rappelé l'approche globale voulue par le partenariat dans l'élaboration du Plan Rhône dont l'objectif général est de permettre la mise en œuvre d'un plan de développement durable pour le

fleuve Rhône et ses affluents. C'est pourquoi un axe prioritaire lui est dédié au sein du Programme Opérationnel 2007-2013.

Pour répondre aux différents enjeux mis en exergue par le diagnostic, le programme opérationnel FEDER 2007-2013 propose de concentrer les ressources autour de trois grandes orientations :

- **Priorité I** Améliorer l'économie de la connaissance et de l'innovation pour accroître le rayonnement de Rhône-Alpes aux niveaux européen et international
- **Priorité II** Assurer le développement durable de tous les territoires rhônalpins en misant sur leurs potentiels pour renforcer leur attractivité
- **Priorité III** Mettre en œuvre un véritable plan de développement durable pour le fleuve Rhône et ses affluents (Plan Rhône)

## 3.2 L'arbre d'objectifs du PO Rhône-Alpes

Le cahier des charges prévoit l'établissement d'un **arbre d'objectifs du programme**. Celui-ci est présenté page suivante. **Il retranscrit en arborescence la stratégie générale du PO à la date du 25 octobre 2006. Cette configuration est susceptible de modifications de détail.**

Sur le plan formel, la note de la DIACT adressée aux autorités de gestion (note du 29 mai 2006) indique que la stratégie du PO se décline obligatoirement en objectifs spécifiques correspondant en fait à des **axes prioritaires**. En revanche, il n'est plus obligatoire de préciser sous forme de mesures le détail de ces axes. Toutefois les principaux domaines d'intervention et les types d'actions envisagés doivent être indiqués.

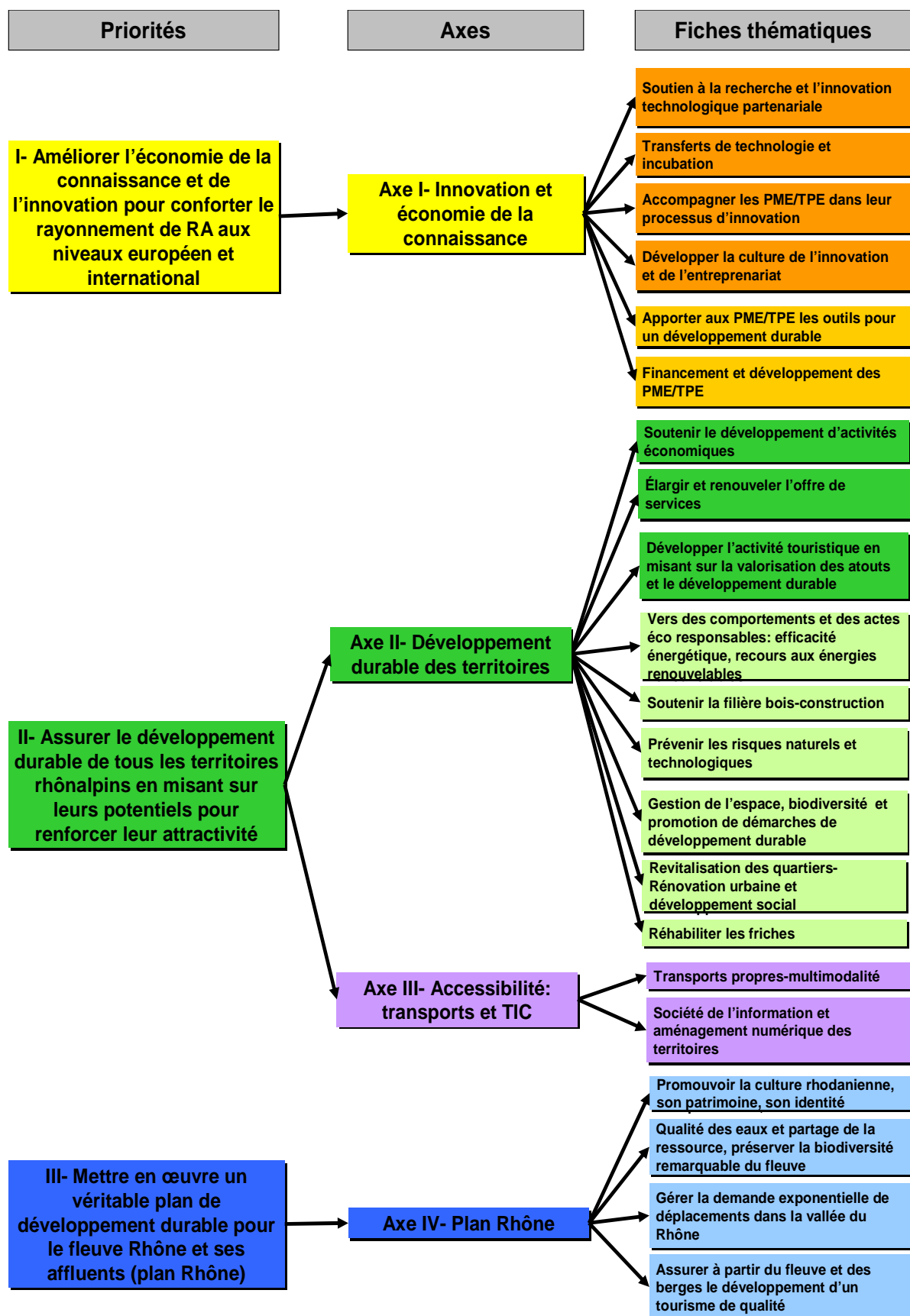
Dans le projet de PO Rhône-Alpes, la stratégie régionale présente :

- **Trois priorités,**
  - **4 axes prioritaires**<sup>3</sup> (I, II, III, IV) faisant l'objet d'une déclinaison en :
    - **21 fiches thématiques** : domaines d'intervention dont le nombre est encore susceptible de modifications (au 25/10/2006).

---

<sup>3</sup> On peut compter 5 axes si on compte l'axe « assistance technique ».

# Arbre d'objectifs du PO Rhône-Alpes



### 3.3 Les liens du PO FEDER Rhône-Alpes avec d'autres plans ou programmes régionaux

**Nota:** L'analyse a été menée en l'état des documents fournis à l'évaluateur au 26 octobre 2006 : le FEADER et le FSE sont à l'état de maquette globale, le CPER n'a pas été validé, le POI interrégional Rhône est en cours de première discussion. La CIMA (le CPER interrégional pour le Massif des Alpes) et le PO Interrégional Massif des Alpes sont également en cours d'élaboration.

**Le niveau de précision d'analyse des documents ne permet pas une analyse approfondie des cohérences et liens entre programmes.**

Notons toutefois que cette vérification de cohérence entre le PO Rhône-Alpes et le POI Massif des Alpes sera d'autant plus importante que le POI va également proposer des mesures « risques », « tourisme », « transport », « énergies » sur un territoire où pourra également intervenir le PO régional. La ligne de partage entre les deux programmes nécessitera d'être bien définie et la cohérence environnementale assurée.

Parmi les liens du PO FEDER avec d'autres plans ou programmes régionaux, il serait utile d'ajouter le PRSE (Plan Régional Santé Environnement) et d'étudier la cohérence ces 2 documents d'orientations stratégiques.

L'analyse de la cohérence externe du Programme opérationnel compétitivité régionale et emploi (FEDER) est conduite par rapport aux programmes suivants (dans l'état de leur avancement au 26 octobre 2006) :

- le PO FSE régional,
- le PO FEADER,
- le Contrat de Projet Etat-Région (CPER),
- le PO interrégional Rhône.

Le PO FEDER, on l'a déjà souligné, intègre très fortement la prise en compte de l'environnement et du développement durable dans son programme. Comparativement aux autres esquisses de programmes analysées (à l'exception du POI Plan Rhône), le PO FEDER est le programme qui prend en compte la question de l'environnement de manière la plus forte et la plus intégrée.

#### **Préservation de l'environnement**

Le CPER intervient de manière complémentaire en se centrant sur les zones de montagne par le soutien à la « préservation et la valorisation des ressources naturelles de la montagne ».

Le FEADER s'intéresse plus spécifiquement aux mesures agro-environnementales (agriculture biologique, Natura 2000), le soutien aux races menacées ou soutien aux investissements non productifs (grands prédateurs).

#### **Friches**

Le CPER et le FEDER agissent de manière convergente pour la réhabilitation des friches en apportant leur soutien à l'EPORA (CPER : Axe 1.6 ; FEDER : Réhabiliter les friches).

Nous attirons l'attention sur la nécessité de veiller aux complémentarités au moment de la mise en œuvre.

#### **Energie**

Le soutien au plan régional de lutte contre le réchauffement climatique sera soutenu dans le cadre du CPER (Axe 2.3). Le FEDER intervient également de manière convergente sur ce thème par sa mesure intitulée « Vers des comportements et des actes éco-responsables : efficacité énergétique, énergies renouvelables ».

La possibilité d'avoir des indicateurs de suivi concerté faciliterait une appréciation plus globale.



## Bois

La filière bois-construction fait l'objet d'une mesure spécifique dans le projet de PO FEDER. De manière complémentaire, le FEADER intervient également sur les territoires forestiers. Le programme du FEADER précise la ligne de partage entre les deux programmes : le FEDER finance des aides à l'utilisation de la biomasse forestière et promeut la sensibilisation de la population tandis que le FEADER se centre sur les aides aux entreprises de sylviculture et les actions en forêt de type RTM et DFCI.

## Risques

Le FEDER rend possible une action de prévention des risques naturels. Il s'articule avec le PO interrégional Plan Rhône qui intervient pour sa part sur la dimension interrégionale de la prévention et de la réduction des inondations. L'articulation entre les opérations de nature régionale portées dans le PO régional et les opérations du POI Plan Rhône devra être recherchée.

Le FEADER intervient également sur ce sujet pour la protection de la forêt contre les risques d'incendies. Dans le cadre du FEADER, sur la problématique pollution diffuse par les pesticides et nitrates ou gestion quantitative de la ressource, des actions collectives avec la profession agricole pourraient être utilement accompagnées pour aider à la mise en œuvre d'une agriculture plus durable. Le CPER n'est pas concerné.

Thème	PO FEDER	CPER	FEADER	FSE	POI Rhône
<b>Préservation de l'environnement</b>	Axe 2 : FT Gestion de l'espace, biodiversité et promotion des démarches de développement durable FT Le thème de l'environnement est très intégré au PO	Axe 2 : Préservation et valorisation des ressources naturelles de la montagne	214-Mesures agro-environnementales 214-Agriculture biologique 214-Races menacées 323- mesure qui intègre le soutien à l'élaboration et à l'animation des DOCOB natura 2000 tous milieux et le soutien aux contrats de gestion natura 2000 hors milieux agricoles et forestiers.	Non disponible	
<b>Friches</b>	FT Réhabiliter les friches	Axe 1.6 : Réhabiliter les friches industrielles par le soutien à l'EPORA			
<b>Energie</b>	Axe IIB : Lutter contre le réchauffement climatique FT Efficacité énergétique, recours aux énergies renouvelables	Axe 2.3 Soutien au plan de lutte contre le réchauffement climatique : énergies renouvelables, HQE, projets structurants transports			
<b>Bois</b>	FT: soutenir la valorisation de la filière bois construction		Axe 1 : 123-Sylviculture : mécanisation 221-Boisement de terres agricoles Axe 2 : 226-Protection de la forêt contre les incendies 227-Soutien aux investissements non productifs en forêt et sites NATURA 2000 227-Travaux dans les forêts avec le rôle de protection		
<b>Risques</b>	FT Prévenir les risques naturels et technologiques	La mise en sécurité des ruines de Séchillienne, le RTM et la DFCI prévues dans le grands projet « Montagne »	226-Protection de la forêt contre les incendies		I-Réduire les inondations II-Réduire la vulnérabilité III-Savoir mieux vivre avec le risque

<b>PO FEDER</b> <b>Thème</b>	<b>CPER</b>	<b>FEADER</b>	<b>FSE</b>	<b>POI Rhône</b>	<b>Commentaire</b>
<b>Environnement, énergie, risques</b>	Bonne cohérence sous réserves des conditions de mise en oeuvre	Bonne cohérence sous réserves des conditions de mise en oeuvre	Non disponible	Bonne cohérence sous réserves des conditions de mise en oeuvre	Le FEDER est le principal programme porteur dans ce domaine en complémentarité avec le CPER et le FEADER (en particulier pour la question bois construction)

## 3.4 Objectifs réglementaires de protection de l'environnement susceptibles d'être pertinents pour le PO Rhône-Alpes

### 3.4.1 Le cadrage réglementaire général

Le PO et les projets qui en découleront sont soumis à la réglementation en vigueur concernant l'environnement. Ils s'inscrivent dans un cadre réglementaire fourni avec lequel ils doivent être en cohérence.

Ces cadres sont complexes. Afin de conserver une lecture à l'échelle du PO seuls les objectifs généraux et les points clés de ces articulations sont proposés ci-dessous.

#### Les stratégies de Lisbonne et de Göteborg

##### Objectifs généraux

Les Conseils Européens de Lisbonne et Göteborg ont fixé un objectif stratégique visant à faire de l'Union «l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici à 2010, capable **d'une croissance économique durable** accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale ».

##### Objectifs en matière environnementale

Le Conseil européen de Göteborg des 15 et 16 juin 2001 a ajouté une dimension environnementale à ces objectifs. En outre, il s'agira de poursuivre l'objectif de développement durable et de stimuler les synergies entre les dimensions économique, sociale et environnementale. Il a notamment souligné le changement d'approche en matière d'élaboration des politiques. Il s'agit « **d'examiner de manière coordonnée les conséquences économiques, sociales et environnementales de toutes les politiques** et d'en tenir compte dans les processus de décision ».

##### Contribution du PO aux objectifs environnementaux du programme

Le PO de la région Rhône-Alpes a été structuré autour de ces objectifs stratégiques et a notamment pris en compte la protection de l'environnement dans l'élaboration de son programme via l'évaluation stratégique environnementale. Le PO Rhône-Alpes a intégré l'objectif de développement durable et la recherche de synergies entre dimensions économique, sociale, environnementale au cœur de sa stratégie.

#### Le Cadre de Référence Stratégique National

##### Objectifs généraux

Pour la période 2007-2013, les autorités françaises doivent, conformément aux règlements communautaires sur la politique de cohésion (processus de Lisbonne-Göteborg), établir un cadre de référence stratégique national pour l'intervention des Fonds structurels (FEDER et FSE).

##### Objectifs en matière environnementale

Parmi les 5 priorités retenues, la priorité 4 vise à protéger l'environnement et prévenir les risques dans une perspective de développement durable et la priorité 5 de développer les modes de transports alternatifs à la route pour les particuliers et les activités économiques.

##### Contribution du PO aux objectifs environnementaux du programme

Le PO de la région Rhône-Alpes s'inscrit dans les priorités énoncées dans le CRSN via notamment ses objectifs de développement durable des territoires et notamment de mesures de lutte contre le réchauffement climatique promouvant les transports propres et la multi modalité, le renforcement de l'attractivité du cadre de vie et de l'environnement ayant pour but de réduire les risques ou de réhabiliter les friches ou les zones urbaines dégradées.

### 3.4.2 Cadrage réglementaire en matière strictement environnementale

#### Le protocole de Kyoto et le Plan Climat national

##### Objectifs généraux du Protocole de Kyoto

Face à l'augmentation de la concentration de l'atmosphère en gaz à effet de serre, la communauté internationale a signé en 1997 le protocole de Kyoto, qui vise à réduire les émissions globales de 39 pays industrialisés, dits de l'annexe B, de 5,2 % sur la période 2008-2012 par rapport à 1990, année de référence. L'objectif français est la stabilisation des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990. Le protocole entrera en vigueur en 2008. Il est précédé en Europe depuis 2005 par un système d'échanges de quotas entre les principaux émetteurs des pays de l'Union.

##### Objectifs généraux du Plan Climat national

Le Plan Climat 2004 est le plan d'actions du Gouvernement pour être à la hauteur du défi majeur que constitue le changement climatique, dès 2010 en respectant l'objectif du protocole de Kyoto, voire en le dépassant légèrement. Afin de correspondre au mieux aux réalités de terrain, le Plan Climat encourage la réalisation de Plans Climat Territoriaux (PCT), à l'échelle des régions, départements, communes ou communautés de communes. La plupart des secteurs émetteurs sont concernés par l'établissement des PCT, principalement les bâtiments, les transports, les déchets et l'agriculture.

##### Contribution du PO aux objectifs environnementaux du protocole et plan

Cette question est prise en compte dans le PO de la région Rhône-Alpes par le biais des transports alternatifs, de l'encouragement à l'élaboration de plans de déplacements, du recours aux énergies propres ou de l'incitation à des programmes de recherche sur ces problématiques. Il a également la possibilité de s'inscrire dans le cadre du plan régional pour la qualité de l'air, des plans de protection de l'atmosphère (PPA), des plans de déplacements urbains des agglomérations. A noter toutefois que la contribution des effets du PO au protocole de Kyoto et aux engagements nationaux en la matière n'est pas rappelée explicitement.

Nota : la contribution des effets du PO au protocole de Kyoto et aux engagements nationaux en la matière n'est pas rappelée explicitement au niveau des indicateurs en tonne de carbone évitée car ce calcul n'est pas demandé dans le cadre des ESE de CPER mais mené dans le cadre des ESE CPER.

#### La directive cadre sur l'eau et la DERU

##### Objectifs généraux DCE

La directive cadre sur l'eau du 23 octobre 2000 a pour objectif d'établir un cadre communautaire pour la protection des eaux en vue de prévenir et de réduire leur pollution, de promouvoir leur utilisation durable, de protéger leur environnement, d'améliorer l'état des écosystèmes aquatiques et d'atténuer les effets des inondations et des sécheresses.

La directive cadre sur l'eau (DCE) du 2 décembre 2000 fixe comme objectif d'atteindre le « bon état » pour 2015, pour les milieux aquatiques naturels y compris les eaux souterraines. Elle se fonde pour cela sur des critères physico-chimiques et géomorphologiques, mais aussi et surtout biologiques.

##### Objectifs sectoriels dont la DERU

La directive sur les eaux résiduaires urbaines (DERU) du 21 mai 1991 prévoit la mise en conformité des systèmes de traitement des agglomérations. Un échéancier a été fixé, basé sur des critères de taille des agglomérations et de vulnérabilité des milieux récepteurs (31 décembre 1998 pour les rejets d'agglomération de plus de 10 000 équivalents-habitants en zone sensible et 31 décembre 2000 pour les rejets de plus de 15 000 équivalents-habitants).

##### Objectifs nationaux

##### Objectifs DCE

En France, la mise en application de la Directive Cadre sur l'Eau en France a débuté par l'élaboration en 2004 de l'état des lieux dans chacun des bassins hydrographiques. À l'issue de cette évaluation technique et économique, chaque comité de bassin doit identifier, en concertation avec les acteurs de l'eau et les services de l'État, les objectifs à prescrire

pour 2015. Le préfet coordonnateur de bassin doit veiller à la conformité de la démarche au regard des prescriptions de la directive. Il doit établir, en liaison avec le comité de bassin, le programme de mesures qui complète le SDAGE avec des mesures réglementaires, contractuelles ou incitatives. Le comité de bassin assure le suivi de la mise en œuvre du SDAGE et du programme d'actions.

#### **Objectifs des directives sectorielles dont la DERU**

Les directives sectorielles comprenant certes la DERU mais aussi les directives « zones vulnérables nitrate », « baignade » et « eau potable ». L'ensemble de ces directives font partie du registre des zones dites protégées de la DCE.

#### **Contribution du PO aux objectifs environnementaux du programme**

Le PO identifie au sein de l'axe IV Plan Rhône une fiche thématique dédiée à la qualité des eaux et partage de la ressource en ligne avec des objectifs de biodiversité. Il y est fait explicitement mention de la nécessité de s'inscrire dans les préconisations du SDAGE et de la DCE.

Concernant la cohérence du PO avec la DERU, les règlements FEDER n'incitent certes pas au financement d'infrastructures d'assainissement mais ne les excluent pas non plus. En fait, c'est une décision régionale d'exclure ce type d'investissements pour des raisons budgétaires qui est à l'origine de l'absence de cette thématique du PO.

### **Les directives Oiseaux sauvages et Habitats**

#### **Objectifs généraux de la Directive Oiseaux sauvages**

La directive 79/409 concernant la conservation des oiseaux sauvages, ainsi que ses directives modificatives, visent à protéger, gérer et réguler toutes les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen des États membres.

#### **Objectifs généraux de la Directive Habitats et du réseau Natura 2000**

Consciente de la vulnérabilité de son patrimoine naturel, l'Union européenne s'est donnée les moyens de le préserver en adoptant la directive du 21 mai 1992, dite directive « Habitats », qui complète celle du 2 avril 1979, dite directive « Oiseaux ». Ces deux directives ont pour objet la conservation d'espèces et d'espaces qui sont énumérés dans leurs annexes.

La directive « Habitats », vise à contribuer au maintien de la biodiversité dans les États membres en définissant un cadre commun pour la conservation des plantes et des animaux sauvages et des habitats d'intérêt communautaire. La directive met en place un réseau écologique européen dénommé "Natura 2000". Ce réseau est constitué de "zones spéciales de conservation" désignées par les États membres conformément aux dispositions de la directive, ainsi que de zones de protection spéciale instaurées en vertu de la directive 79/409/CEE concernant la conservation des oiseaux sauvages.

L'originalité de Natura 2000 est de mettre en œuvre une gestion écologique des milieux remarquables en respectant les nécessités économiques, sociales et culturelles ou les particularités régionales et locales. L'objectif n'est donc pas de faire des « sanctuaires de nature » où toute activité humaine serait réglementée. Au contraire, par l'octroi d'aides financières nationales et européennes, il s'agit de favoriser des modes d'exploitation traditionnels et extensifs ou de nouvelles pratiques innovantes contribuant à l'entretien et à la préservation de ces milieux.

Les projets ayant des incidences notables sur des sites abritant des habitats ou espèces prioritaires ne pourront être autorisés que pour des motifs de sécurité, de santé publique ou des motifs environnementaux, ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public après avis de la Commission européenne.

### **Contribution du PO aux objectifs environnementaux des directives**

Ces préoccupations sont contenues dans les axes prioritaires 2 et 3 et notamment de la fiche thématique « gestion de l'espace, biodiversité et promotion de démarches de développement durable » ou de la mesure de l'axe 4 : promouvoir la culture rhodanienne, son patrimoine et son identité qui vise à la « préservation de la biodiversité, de la qualité des eaux et de la ressource en eau ». S'il n'est pas fait mention explicite aux contributions du PO au réseau Natura 2000, c'est parce que la ligne de partage sur ce sujet entre FEDER et FEADER est très claire : l'élaboration des DOCOB, leur animation et les contrats de gestion Natura 2000 sont soutenus pour tous les types de milieux par le FEADER. Notons toutefois les risques d'incidences des mesures du PO sur le réseau Natura 2000 car les mesures de l'axe 2 visant à améliorer la culture de l'évaluation environnementale (choix de sites pour le développement économique, planification des zones d'accueil des entreprises, promotion d'un tourisme durable intégrant l'environnement, planification du développement des éoliennes, démarches intégrées PLU, SCOT...) sont de nature à faciliter la préservation du bon état du réseau Natura 2000 (en cohérence avec l'article 6 de la directive Habitats).

A noter que les objectifs ne faisant pas l'objet de localisation précise il n'est pas possible à ce stade d'évaluer les incidences sur les zones à proprement parler. Ce travail sera à faire au moment de la mise en œuvre opérationnelle des opérations.

### 3.4.3 Le cadrage réglementaire régionalisé : l'importance du PER

Si la prise en compte du cadre réglementaire général est effective dans le PO de la région Rhône-Alpes, elle présente toutefois un niveau de pertinence limité au niveau d'un programme stratégique. Toutefois, l'attention a été attirée sur le fait que les aspects réglementaires devront être pris en compte au niveau des projets, le moment venu, dans le cadre du dispositif de suivi.

On peut aussi rappeler que le profil environnemental régional (PER) mentionne des objectifs de référence d'ordre réglementaire auquel il conviendra de se reporter au moment de l'instruction des projets.

Pour chaque chapitre thématique de diagnostic du PER, en effet, les objectifs de référence (textes réglementaires ou incitatifs de niveaux international, communautaire, national, régional ou local) renvoient, non seulement aux aspects réglementaires majeurs, mais aussi aux incitations ou possibilités d'assistance et de conseil.

Le profil environnemental régional (particulièrement complet), est un outil majeur pour l'évaluation, et notamment dans le cas présent pour une évaluation en continu, en constituant un cadre de référence synthétique et opérationnel à l'échelle d'un territoire donné.

## 4 Analyse de la pertinence et de la cohérence des objectifs du PO au regard des enjeux environnementaux régionaux

---

### 4.1 Synthèse des enjeux environnementaux de la région Rhône-Alpes

Un diagnostic environnemental détaillé, partagé et actualisé de la région Rhône-Alpes est fourni par le profil environnemental régional actualisé en mars 2006 (disponible dans sa version numérique sur le site Internet de la DIREN Rhône Alpes). Ce document présente la situation de l'environnement et ses tendances d'évolution à travers une analyse de 16 domaines environnementaux.

Afin d'améliorer la lisibilité de ce diagnostic, une synthèse par grande dimension environnementale mettant en avant les points saillants a été proposée par l'autorité environnementale dont les principaux éléments sont repris ci-dessous.

#### 4.1.1 Synthèse des enjeux environnementaux régionaux selon une typologie nationale par grands domaines

##### **Biodiversité et milieux naturels :**

Rhône-Alpes est une région d'une remarquable richesse du point de vue de la biodiversité et des milieux naturels, qu'il s'agisse d'espaces emblématiques ou de « nature ordinaire ».

Mais ce patrimoine, qui contribue à la forte attractivité de la région, est menacé par la croissance urbaine et le développement des infrastructures qui peuvent remettre en cause les continuités écologiques et le bon fonctionnement des écosystèmes.

La pression touristique ainsi que l'intensification ou, à l'inverse, la déprise agricole, contribuent également à la détérioration de milieux naturels.

##### **Ressources naturelles :**

Si elles sont globalement abondantes, les ressources en eau en Rhône-Alpes sont fragiles compte tenu des multiples usages dont elles font l'objet (hydroélectricité, agriculture, industrie, tourisme...), de leur répartition inégale sur le territoire régionale et des sécheresses récurrentes.

Les objectifs ambitieux de la DCE constituent une opportunité pour poursuivre les efforts déjà engagés pour une gestion concertée raisonnée de la ressource.

La région Rhône-Alpes est marquée par un étalement urbain et une extension des infrastructures de transport consommateurs d'espace et conduisant au mitage et au cloisonnement des territoires ruraux.

La forêt rhônalpine représente 37% du territoire régional. Si les difficultés d'exploitation constituent un obstacle à sa valorisation et donc à sa bonne gestion, ses réelles fonctions de protection pour les risques naturels et la ressource en eau représentent un atout à valoriser.

Le potentiel de développement des énergies renouvelables est important en Rhône-Alpes (éolien, bois, solaire). Pour pouvoir s'exprimer, ce potentiel nécessite des interventions en amont, notamment afin de faciliter l'acceptabilité sociale des projets (réflexion territoriale pour l'éolien) ou d'organiser les filières d'approvisionnement (bois-énergie).



### **Pollutions et qualité des milieux :**

La qualité générale des eaux de la région est moyenne et des perturbations significatives d'origines variées, ponctuelles ou diffuses, persistent. Les nappes souterraines sont de par leur localisation et leur forte inertie particulièrement vulnérables aux pollutions.

Les objectifs ambitieux de la DCE constituent une opportunité pour poursuivre les efforts déjà engagés dans le cadre des démarches concertées.

La longue histoire industrielle de Rhône-Alpes a laissé ses traces dans les paysages et les sols de la région. Rhône-Alpes est ainsi la première région de France pour le nombre de sites pollués ou potentiellement pollués. La pression foncière favorise la réhabilitation des sites localisés en zone urbaine.

Face à la saturation de certains sites d'élimination des déchets et à la mauvaise acceptabilité sociale de l'implantation de nouveaux centres de traitement, l'effort doit porter sur la réduction de la production de déchets à la source et à la diminution de leur nocivité.

La qualité de l'air et les nuisances sonores en Rhône-Alpes sont celles d'une région dotée de grandes agglomérations, marquée par une forte activité industrielle et maillée par de grandes infrastructures de transport. La demande sociale pour réduire ces nuisances est d'autant plus forte que la région est renommée pour sa qualité de vie.

### **Risques et Sécurité :**

90% des communes de Rhône-Alpes sont concernés par un ou plusieurs risques naturels. La moitié le sont par le risque inondation. Les risques industriels et technologiques sont également très présents en Rhône-Alpes (nombreux établissements classés Seveso). Le développement d'une culture du risque auprès des élus et de la population contribue à réduire la vulnérabilité (biens et personnes exposés à l'aléa).

### **Cadre de vie et patrimoine:**

Rhône-Alpes est caractérisé par une grande variété de paysages et un grand nombre de sites remarquables à l'origine de son attractivité touristique. Mais un manque de maîtrise dans le développement des infrastructures, de l'urbanisation et de la fréquentation touristique pourrait conduire à une banalisation des paysages et à une dégradation des sites.

## **4.1.2 Les 17 enjeux environnementaux régionaux et les orientations stratégiques associées**

Le découpage de l'environnement en dimensions et domaines est une méthode qui s'est avérée pertinente pour établir un diagnostic exhaustif tout en évitant les redondances dans l'analyse.

En revanche, la formulation des enjeux ne pouvait pas respecter strictement ce compartimentage de l'environnement. En effet, bien des enjeux environnementaux sont multi thématiques et transversaux.

**Aussi, le PER Rhône-Alpes contient 17 enjeux régionaux qui ne sont pas présentés par dimensions et domaines environnementaux mais sont regroupés suivant les 5 catégories suivantes :**

- Dynamisme économique et pressions anthropiques
- Espaces naturels
- Eau et milieux aquatiques
- Qualité de l'air, énergie et effet de serre
- Culture environnementale et action locale

La première catégorie regroupe l'ensemble des problématiques environnementales attachées au dynamisme économique de la région, au développement de l'urbanisation et des transports qu'il induit. Les enjeux des trois catégories suivantes expriment la richesse mais aussi la fragilité des ressources naturelles régionales, ainsi que les menaces qui pèsent sur elles. Enfin les enjeux de la cinquième catégorie reflètent la question transversale de la mobilisation et de l'implication des acteurs, essentielle pour la réussite et la pérennité des politiques environnementales.

Les enjeux de chaque catégorie sont présentés et explicités dans le tableau qui suit. Pour chaque enjeu sont également présentées les orientations stratégiques associées, c'est à dire les leviers essentiels à actionner pour y répondre.

**Seules les orientations stratégiques du PER en rapport avec des possibilités de financement FEDER et FSE figurent dans le tableau.**

Ainsi, les orientations stratégiques du PER correspondant spécifiquement à des missions ou prérogatives des pouvoirs publics - par exemple : soutenir la réalisation des plans de déplacement urbains, finaliser les PPR, maîtriser l'urbanisation autour des sites à risque et des canalisations de transport de matières dangereuses, ... - ou correspondant par nature au champ d'intervention du FEADER - par exemple : favoriser le maintien des surfaces agricoles périurbaines respectueuses de l'environnement, renforcer les actions de prévention et de maîtrise des pollutions diffuses d'origine agricole - n'ont pas été reprises ici.

Enfin, les orientations stratégiques répondent souvent à plusieurs enjeux. Dans un souci de clarté, seules sont présentées pour chaque enjeu les orientations stratégiques se rattachant principalement à cet enjeu.

Dans un souci de cohérence avec le choix de la DIREN de retenir 17 enjeux spécifiques à la région Rhône-Alpes regroupés en 5 catégories adaptées des codifications « classiques », l'évaluateur a fait le choix de conserver cette classification qu'il juge parfaitement pertinente.

Néanmoins, dans le souci de permettre une analyse homogénéisée au niveau national au communautaire des productions régionales, l'évaluateur propose le tableau de correspondance entre codifications types et régionales.

Par ailleurs l'enjeu de la santé a été ajouté même s'il ne figurait pas sous cette forme dans le PER afin de rester compatible avec les attendus.

**Tableau de correspondance entre catégories régionales d'enjeux et codification classique**

Catégories de regroupement proposées dans le PER Rhône Alpes	Enjeux régionaux spécifiques de la région Rhône Alpes	Codification par grands domaines et dimensions environnementales types
<b>Dynamisme économique et pressions anthropiques</b>	E1- Vers un développement économe en espace	<b>Cadre de vie et patrimoine naturel</b> (pollutions des sols et risques, santé des populations)
	E2- Un équilibre à préserver entre l'attractivité touristique et les atouts environnementaux	
	E3- Diversification des modes de transport et maîtrise des infrastructures	
	E4 et 5 - Maîtrise de l'exposition aux risques naturels et technologiques	
	E6- surveillance et réhabilitation des sites/sols pollués	
	E7- Prévention et innovation dans la gestion des déchets	
<b>Espaces naturels</b>	E8- Lutte contre la banalisation et le cloisonnement territoires ruraux	<b>Biodiversité et milieux naturels (qualité des milieux et gestion des ressources naturelles)</b>
	E9- Maintien des espaces remarquables	
	E10- Valorisation de la multifonctionnalité de la forêt	
<b>Eau et milieux aquatiques</b>	E11- Reconquête des milieux aquatiques	<b>Ressources naturelles : Eau</b>
	E12- Gestion des tensions sur usages de l'eau	
<b>Qualité de l'air, énergie et effet de serre</b>	E13- Amélioration de la qualité de l'air	<b>Ressources naturelles : Air</b>
	E14- Maîtrise de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre	
	E15- Promotion des énergies renouvelables	
<b>Culture environnementale et action locale</b>	E16- Mobilisation acteurs publics locaux et de leurs relais	<b>Thème transversal</b>
	E17- sensibilisation de la population et des acteurs économiques	
<b>Santé</b>	Non représenté sous la forme d'un enjeu dans le PER	<b>Santé</b>

Réalisation EDATER 2006

## 4.2 La prise en compte des enjeux environnementaux régionaux dans le PO

**L'analyse de la prise en compte des enjeux environnementaux du PER dans le PO a été effectuée de manière itérative avec l'autorité environnementale d'une part et les rédacteurs du PO d'autre part.** Une première note a en effet été produite par EDATER en juillet 2006 sur l'avant-projet de PO mis alors à disposition puis sur les différentes versions de PO. L'autorité environnementale a pris en compte les analyses de l'évaluateur par retour de notes et échanges avec l'évaluateur et a justifié la prise en compte ou la non prise en compte des recommandations énoncées par l'évaluateur.

### 4.2.1 Analyse de la pertinence des thèmes retenus dans le PO au regard des enjeux identifiés dans le diagnostic régional

#### 4.2.1.1 Méthode mobilisée pour la mesure de la prise en compte des enjeux du PER dans le PO

La méthode est détaillée en annexes (annexes 4). La prise en compte des enjeux du PER dans le PO a été figurée dans une grille d'analyse sous forme de couleurs dégradées. La logique est la suivante : plus les orientations du PER sont prises en compte dans le PO plus la grille est colorée. On a constaté de juillet à octobre 2006, que la grille d'analyse était de plus en plus colorée, témoignant ainsi d'une prise en compte plus forte des enjeux environnementaux au fur et à mesure de la rédaction du PO.

#### 4.2.1.2 Une bonne couverture des enjeux environnementaux identifiés dans le PER

Le projet de PO ne comporte pas d'axe dédié à l'environnement (priorité 4 du CRSN). Ce choix paraît pertinent. En effet, il ne reflète pas pour autant un désintérêt pour cette thématique, bien au contraire.

**La thématique de l'environnement est en effet très présente mais répond à la volonté d'intégrer l'environnement dans l'orientation même des mesures en privilégiant ainsi le développement durable.** C'est bien la prise en compte de l'environnement au sein des projets économiques, urbains, de transport, d'énergie... qui constitue l'enjeu majeur.

La prise en compte des préoccupations environnementales en forte cohérence avec l'ensemble du programme se matérialise ainsi de trois manières :

- l'existence de fiches thématiques au sein des différents axes qui soulignent les liens et les cohérences recherchées par exemple entre énergies renouvelable, recherche et innovation, ou encore entre attractivité des espaces urbains et gestion alternative de transport ou gestion économe du foncier, ....
- l'intégration de préoccupations environnementales dans des fiches thématiques dédiées à d'autres thèmes (urbain, tourisme, transport, TIC, ...) soit en orientant le type d'actions envisagé, soit en introduisant des critères de réduction d'impact.
- la mise en avant d'une ou plusieurs mesures dédiées à l'environnement : « vers des comportements et des actes éco-responsables » ou « gestion de l'espace et biodiversité » etc.

**Nous avons suggéré toutefois de valoriser davantage dès l'introduction de la stratégie de parti pris fort d'intégration de l'environnement au cœur du programme pour améliorer sa prise en compte et concevoir un programme véritablement orienté sur le développement durable.**

***Cette recommandation a été prise en compte dans la dernière version du PO (25-10-06).***

#### 4.2.1.3 ...Mais des niveaux de prise en compte variables

Si quasiment l'ensemble des enjeux identifiés dans le PER est bien pris en compte dans le PO, la hiérarchie des priorités a pu en être modifiée.

Ainsi les trois thèmes transversaux prioritaires du PER sont-ils bien pris en compte mais une place particulière est faite à la question de la sensibilisation/mobilisation des acteurs.

En outre, la question de la maîtrise des énergies, des émissions de gaz à effet de serre ainsi que celle de la maîtrise des risques viennent au premier plan. La question de l'eau prend également une forte importance via l'axe Plan Rhône.

- **L'enjeu mobilisation des acteurs publics et de leur relais et sensibilisation de la population et des acteurs économiques est ainsi un thème repris de manière transversale au PO**

Nous avons suggéré, pour une plus forte lisibilité de l'enjeu, qu'il ne soit pas « dispersé » dans différents objectifs du PO. L'autorité environnementale a reconnu que si le propre de cet enjeu était justement d'être transversal, une présentation explicite dans l'introduction de la stratégie régionale, dans un paragraphe distinct, de cet enjeu et de la façon dont il a été « ventilé » dans le programme serait de nature à rendre plus visible sa prise en compte dans le PO.

- **L'enjeu de la qualité de l'air, de la maîtrise des énergies et de la réduction des gaz à effet de serre**

Cet enjeu n'a pas été identifié parmi les 3 principaux enjeux régionaux du PER. Toutefois, cet enjeu est très important et il **recoupe également de manière transversale la question de la consommation économe d'espace ou celle de la diversification des modes de transports** (les deux enjeux prioritaires identifiés en région). Priorité identifiée au niveau du CRSN, sa forte prise en compte dans le PO FEDER est donc parfaitement pertinente. Nous avons fait remarquer que le PO ne reprenait pas clairement en termes d'actions concrètes l'enjeu du PER « diversifier les modes de transports et la maîtrise des infrastructures ».

L'autorité environnementale reconnaît la pertinence de la remarque mais considère que les faibles disponibilités du FEDER ne permettent pas l'expression d'objectifs ambitieux comme la mise en place de nouveaux réseaux de transports collectifs performants et donc susceptibles de modifier significativement les habitudes individuelles pour les trajets domicile-travail.

Cet apparent manque d'ambition traduit en fait un souci de cohérence pour le PO entre bonne adéquation ressources/objectifs.

- **L'enjeu de l'eau et des milieux aquatiques est bien pris en compte via un axe Plan Rhône**

#### 4.2.1.4 La prise en compte d'un nombre important d'enjeux environnementaux au niveau des fiches thématiques

Le tableau présenté précédemment montre une bonne prise en compte globale des enjeux suivants au niveau des fiches thématiques :

- Développement de l'activité touristique en misant sur la valorisation des atouts et le développement durable, (enjeu PER 2, un équilibre à préserver entre attractivité touristique et atouts environnementaux)
- Vers des comportements et des actes éco-responsables : efficacité énergétique, recours aux énergies renouvelables, (enjeux PER 13, 14, 15 : qualité de l'air, énergies et effet de serre)
- Transports propres et multimodalité (enjeu PER 3 : diversification des modes de transport)
- Prévenir les risques naturels et technologiques (enjeu PER 4 et 5 : maîtrise de l'exposition aux risques naturels et technologiques)

- Gestion de l'espace et promotion de démarches de développement durable (enjeu PER 1 : vers un développement économe en espace)
- Réhabiliter les friches, rénovation urbaine (enjeu PER 6 : surveillance, réhabilitation des sites/sols pollués)
- Qualité des eaux et partage de la ressource, préserver la biodiversité remarquable du fleuve (enjeu du PER 11)

En outre, comme cela avait été recommandé par l'évaluateur, les orientations stratégiques telles que formulées dans le détail du PER sont globalement reprises dans l'énoncé des actions prévues.

#### 4.2.2 Tendances évolutives de l'environnement sans le PO

Dans le cadre de cette évaluation, il est pertinent de se poser la question du scénario « au fil de l'eau ». Quelle serait la tendance évolutive de l'environnement sans le PO ?

La réponse à cette question, comme pour l'évaluation stratégique elle-même, est incertaine compte tenu du niveau de programmation, au stade d'objectifs plus que de projets précisés.

On peut donc penser que les tendances évolutives de l'environnement, sans le PO, seraient « potentiellement positives ou négatives » selon la nature des projets qui seront mis en œuvre et surtout selon la manière dont ils le seront.

Sans le PO, un certain nombre d'actions concernant des orientations nouvelles de la recherche, la problématique énergétique ou la biodiversité, par exemple, ne seraient sans doute pas mises en œuvre, faute de financement. Ce serait donc un « manque à gagner », en somme une évolution négative dans la mesure où l'on n'apporte pas d'amélioration à la situation présente.

Inversement, le PO peut permettre de remédier à des situations déficientes (recherche, énergie) ou de dégradation (biodiversité, paysages), pour autant que sa mise en œuvre s'appuie sur un dispositif rigoureux de conditionnalités environnementales (de façon évidemment variable selon les mesures, comme il a été souligné par l'évaluation stratégique environnementale) et à son suivi.

Nous nous sommes prêtés au jeu des scénarios pour deux des principaux enjeux identifiés dans le profil environnemental comme majeurs pour l'avenir de la région.

La méthode retenue s'appuie sur la description de l'état actuel des enjeux considérés et des tendances évolutives constatées en l'état actuel de l'environnement dans le Profil Environnemental Régional et les tendances évolutives probables en absence de toute intervention et plus particulièrement en absence de programme FEDER.

La description du scénario est un exercice délicat et le niveau d'informations disponible ne permet que des positions assez tranchées visant essentiellement à faire prendre conscience de scénarios du pire ou du mieux sachant indépendamment d'une réalité à l'évidence plus complexe.

## Enjeu global du PER : Vers un développement économe en espace

Etat actuel (PER)	Tendances évolutives (PER)	Scénarios prévisibles avec ou sans le PO
<p>La pression urbaine, qu'il s'agisse du développement de l'habitat ou des zones d'activités, induit une consommation d'espaces à la périphérie des zones urbaines et des grandes infrastructures. La demande croissante de la population pour un environnement de qualité, ainsi que le prix du foncier et la facilité des transports, contribuent à cet éloignement des centres-villes. Ce phénomène fragilise l'agriculture périurbaine. Il entraîne une banalisation et un morcellement des paysages et des milieux dans des espaces d'autant plus menacés qu'ils ne sont pas spécifiquement protégés. Il implique également une augmentation des déplacements individuels, contribuant à la pollution de l'air et à l'effet de serre.</p> <p>Ce type de développement n'est pas durable, en ce sens qu'il met en jeu le patrimoine des générations futures.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Fragilisation de l'agriculture périurbaine</li> <li>- développement des conflits d'usage</li> <li>-Banalisation et morcellement des paysages</li> <li>-Etalement urbain</li> <li>-Augmentation de la pollution de l'air et de l'effet de serre</li> </ul>	<p><b>Exemples de scénarios positifs ou négatifs selon le mode de mise en œuvre du PO et l'importance prise par certaines mesures :</b></p> <p><b>Scénario négatif :</b></p> <p>Le soutien aux entreprises se fait hors du cadre d'un développement environnemental durable. En effet, l'apparition de nouvelles zones d'activité se fait sans prise en compte amont de l'environnement dans le choix du site et d'aménagement avec pour effet la détérioration des paysages mais aussi des conditions de déplacement en milieu périurbain.</p> <p>Le concept de tourisme « durable » est trop flou : son développement risque d'accroître les clientèles sans préservation de la biodiversité et par la banalisation de l'espace.</p> <p>La mise en place de mesures de réduction d'impact doit permettre de rendre les incidences de ces mesures soit neutres soit même positives pour l'environnement.</p> <p><b>Scénario positif :</b></p> <p>Le soutien aux entreprises et au tourisme se fait dans le respect du développement environnemental durable. Des mesures de réduction d'impact garantissent une prise en compte des espaces remarquables. Des plans de déplacements économes d'espaces sont mis en œuvre. Le développement du télétravail permet de limiter les déplacements inutiles.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Des comportements et des actes éco-responsables sont plus importants.</li> <li>-Les transports propres et la multimodalité sont plus importants</li> <li>-L'espace est mieux géré grâce à la promotion de démarches de développement durable</li> <li>-la réhabilitation de friches permet l'implantation d'entreprises permet d'éviter l'étalement urbain.</li> </ul> <p>D'une manière générale les investissements privilégient les opérations s'inscrivant dans des plans et schémas locaux conçus partenarialement.</p>



### Enjeu global du PER : Diversification des modes de transport et maîtrise des infrastructures

Etat actuel (PER)	Tendances évolutives (PER)	Scénarios prévisibles avec ou sans le PO
<p>Rhône-Alpes est un carrefour de voies de communication de premier plan. Le trafic de transit est conjugué à un trafic de proximité intense dans les zones à forte densité urbaine. Le trafic de proximité est accentué par le phénomène d'étalement urbain cité précédemment, l'étalement urbain étant lui-même favorisé par la qualité de la desserte. Cette intensité des trafics et la densité des infrastructures liées génèrent de nombreuses atteintes à l'environnement et la santé : pollution de l'air, consommation énergétique et contribution à l'effet de serre, risques liés aux transports de matières dangereuses (en particulier en zone urbaine), nuisances dues au bruit, cloisonnement des espaces (effet de coupure) par les infrastructures linéaires.</p>	<p>-Intensification du trafic</p> <p>- pollution de l'air, consommation énergétique et contribution à l'effet de serre, risques liés aux transports de matières dangereuses (en particulier en zone urbaine), nuisances dues au bruit, cloisonnement des espaces (effet de coupure) par les infrastructures linéaires.</p>	<p><b>Exemples de scénarios positifs ou négatifs selon le mode de mise en œuvre du PO et l'importance prise par certaines mesures :</b></p> <p><b>Scénario négatif :</b></p> <p>Le PO prévoit le soutien à la diversification des modes de transports. Toutefois, les nouvelles infrastructures de transports risquent d'affecter des territoires sensibles si elles ne prennent pas en compte des recommandations suivantes</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• prendre en compte dans la méthode de conception des projets les risques énoncés ci-dessus</li> <li>• privilégier les projets s'inscrivant dans les PDU, les schémas régionaux des transports</li> </ul> <p>D'une façon globale les aménagements sont conçus dans des logiques déconnectées et n'intègrent que peu l'intermodalité</p> <p><b>Scénario positif :</b></p> <p>Le PO prévoit différentes actions en faveur de la diversification des modes de transports et la maîtrise des infrastructures dont les effets positifs peuvent être cumulés:</p> <p>-L'axe 3, accessibilité : encourage le développement des transports propres et la multimodalité</p> <p>-L'axe 4 comprenant des actions en faveur du développement du transport fluvial,</p> <p>Les nouvelles infrastructures de transports ne risquent pas d'affecter des territoires sensibles grâce à la prise en compte des recommandations suivantes</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• prendre en compte dans la méthode de conception des projets les risques énoncés ci-dessus</li> <li>• privilégier les projets s'inscrivant dans les PDU, les schémas régionaux des transports</li> </ul>

### Enjeu global du PER : Mobilisation et sensibilisation de la population à l'environnement

Etat actuel (PER)	Tendances évolutives (PER)	Scénarios prévisibles avec ou sans le PO
<p>La population et les acteurs économiques régionaux apparaissent globalement sensibilisés aux enjeux d'environnement. Mais les comportements des particuliers à cet égard relèvent encore souvent du NIMBY et l'écocitoyenneté reste encore à concrétiser bien que de plus en plus d'expériences locales se développent, notamment à l'initiative de collectivités. L'implication des particuliers et des acteurs économiques passe non seulement par la prise de conscience de leur responsabilité environnementale, mais aussi par l'intérêt qu'ils en retireront (rentabilité, reconnaissance, qualité de vie, de service, de produit, ...).</p>	<p>La sensibilisation et l'incitation des citoyens et acteurs économiques à des comportements plus respectueux de l'environnement sont la condition essentielle de réussite des politiques environnementales. Les principaux « relais » à mobiliser sont les collectivités locales, associations, syndicats professionnels, chambres consulaires.</p>	<p>Le PO doit avoir une action particulièrement positive sur ce point par les différentes mesures visant à sensibiliser et inciter les citoyens et leurs relais vers des « comportements éco-responsables ».</p> <p>Cette priorité est prise en compte de manière transversale dans le PO. Elle ne permet directement d'établir des scénarios.</p>

## 5 Les effets notables probables du PO sur l'environnement et les propositions pour renforcer leur caractère positif ou réduire leur caractère négatif

---

### 5.1 Synthèse

L'exercice d'évaluation des incidences potentielles sur l'environnement du projet de PO Rhône-Alpes se veut une « démarche de synthèse à un stade où la localisation ou la nature des travaux ne sont pas encore connus avec précision »<sup>4</sup>. La mesure des incidences sur l'environnement et les mesures à envisager pour les améliorer lorsqu'elles sont potentiellement positives ou neutres ou pour les éviter lorsqu'elles peuvent être négatives, sont adaptées au degré de précision du projet de PO mis à la disposition de l'évaluateur.

L'évaluation stratégique environnementale est donc effectuée au niveau de chacune des mesures (fiches thématiques) de tous les axes, ce qui lui donne un caractère exhaustif mais assez global. Cette évaluation est effectuée sur la base du document : Programme Opérationnel « compétitivité régionale et emploi » FEDER datée du 25 octobre 2006.

Globalement, on constate une **bonne prise en compte des préoccupations environnementales dans le rédactionnel du PO**.

Pour autant, le fait que les préconisations du profil environnemental régional aient été bien prises en compte ne dispensera pas de procéder ultérieurement aux évaluations nécessaires des projets, non définis à ce stade. Celles-ci devront s'inscrire dans le cadre réglementaire des **études d'impact, incidence sur l'eau, étude de risques, documents d'urbanisme**, etc. La **démarche sera d'autant plus performante si l'instruction des projets se fait avec une culture d'anticipation plutôt que de rattrapage**<sup>5</sup>, ce qui suppose une sensibilisation et une formation des services instructeurs, notamment en ce qui concerne les critères de conditionnalité environnementale.

A ce stade, il conviendra donc de prendre en compte le caractère d'incertitude de certains éléments d'appréciation *a priori* d'incidences « potentiellement positives, neutres, ou négatives » d'un programme stratégique.

Une partie de la concrétisation des incidences positives relevées tient à la qualité du dispositif de conditionnalités environnementales mis en œuvre (de façon évidemment variable selon les mesures) et à son suivi.

---

<sup>4</sup> Extraits de la circulaire de la Direction des études économiques de l'évaluation environnementale du MEDD du 12 avril 2006.

<sup>5</sup> Il convient de souligner que cette démarche s'applique aussi bien aux services instructeurs qu'aux porteurs de plans, programmes ou projets

### 5.1.1 Synthèse des incidences par axe

#### Axe 1 : Innovation et économie de la connaissance

##### Mesures consacrées au soutien à la recherche et à l'innovation technologique

###### **Appréciation globale :**

Les mesures consacrées au soutien à la recherche et à l'innovation technologique ont une incidence sur l'environnement que l'on peut qualifier a priori de neutre mais qui peut avoir tout aussi bien une incidence positive ou négative par le choix des thématiques innovantes de recherche et de transferts de technologies soutenues.

Le PO précise qu'en lien avec les fiches thématiques visant à la « Lutte contre le réchauffement climatique » ou à « prévenir les risques naturels et technologiques » ces mesures pourront notamment « apporter un soutien aux démarches technologiques et de recherche pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre » et donc avoir une incidence positive sur ce thème.

Inversement, l'appui à des recherches ou des filières innovantes peut faire peser des risques technologiques (nucléaire, hydroélectricité, transports de matières dangereuses, produits chimiques, etc.). Les incidences peuvent être également potentiellement négatives si la mise en œuvre de programmes de recherche nécessite la construction d'équipements (laboratoires, ateliers, etc.).

##### Mesures consacrées au soutien au développement des entreprises

###### **Appréciation globale :**

Le développement des entreprises peut avoir des incidences positives ou négatives sur l'environnement, tout dépend de la manière dont elles prennent en compte les enjeux environnementaux.

Dans le cas du PO Rhône-Alpes, l'aide au développement des entreprises s'accompagne de l'idée de développement durable et d'une volonté d'innovation environnementale. Il est ainsi prévu d'accompagner les entreprises dans les domaines du « développement durable, des économies d'énergie et de la maîtrise des pollutions » mais également, comme l'évaluateur l'a préconisé, de soutenir le management environnemental et l'écotechnologie dans le cadre d'une mesure visant à « apporter aux PME/TPE les outils pour un développement durable » (« les outils pour une meilleure croissance » étaient initialement prévus). A ce titre, le soutien aux entreprises prévu dans le PO Rhône-Alpes peut donc avoir des incidences positives sur l'environnement à condition que le développement durable soit clairement défini comme viable, vivable et équitable.

En effet, le développement des entreprises peut avoir des incidences négatives sur le développement économe en espace car il y a risque d'apparition de nouvelles zones d'activités positionnées sans évaluation environnementale veillant en amont à la prise en compte de l'environnement (paysage, eau, biodiversité) dans le choix de site et d'aménagement (critères d'éco conditionnalités intégrant le paysage les ressources en eau et la biodiversité dans les choix d'implantation).

**Favoriser durablement le développement des territoires**

***Appréciation globale:***

L'objectif de « développement durable des territoires » se décline en trois objectifs spécifiques dont les incidences sont différentes.

**Soutenir le développement d'activités économiques :**

Des actions collectives favorisant l'environnement dans les PME/TPE pourront être financées dans le cadre de cette fiche thématique. Pour être durable, le développement économique des territoires doit bien intégrer l'environnement et le social. Un effort devra donc être porté sur le choix de sites d'implantation d'entreprises dans le cadre d'une démarche de planification des espaces d'accueil des entreprises intégrant l'environnement (via les démarches Agenda 21 ou projets de territoires durables).

**Elargir et renouveler l'offre de services :**

Le soutien aux services de proximité et au développement économique des TPE et PME (notamment de l'artisanat et du commerce) en milieu rural peut paraître fondamental dans une perspective de renchérissement important de l'énergie qui nécessitera de conserver ou de restaurer un maximum de services de proximité. Cela peut aussi s'appliquer en milieu urbain, dans la mesure où l'on a vu depuis quelques décennies, nombre de centres commerciaux migrer vers la périphérie des villes, voire situés à de telles distances qu'ils ne sont accessibles qu'en voiture individuelle. Toutefois, une politique de transports collectifs ne saurait suppléer à un aménagement du territoire équilibré sur l'ensemble de l'espace régional. On ne saurait trop, en outre, recommander d'assortir les aides de critères de conditionnalité environnementale afin de ne pas rester à l'effet d'annonce.

La promotion des démarches innovantes et adaptées dans le domaine des transports pour les zones mal desservies transport à la demande, multi transports sont susceptibles de compenser les incidences négatives de l'étalement urbain.

**Développer l'activité touristique en misant sur la valorisation des atouts sur l'innovation et le développement durable :**

Si l'objectif de développement d'expériences pilotes de « tourisme durable » doivent être positives pour l'environnement, le fait d'initier de nouvelles destinations touristiques, faute de critères d'éco-conditionnalité clairement précisés, peuvent avoir à la fois des effets positifs comme négatifs sur l'environnement. Des risques d'incidences non négligeables sur des enjeux mis en exergue dans le profil environnemental régional de type « développement économe en espace », « un équilibre à préserver entre attractivité touristique et atouts environnementaux » ou sur la question de la préservation de l'eau ou des milieux remarquables doivent être envisagés. En effet, les orientations du PER concernant le tourisme sont plus exigeantes que la simple évocation du concept de « tourisme durable ». Il s'agirait ainsi de préciser sa définition.

**Renforcer l'attractivité du cadre de vie et de l'environnement**

***Appréciation globale:***

L'objectif de « renforcement de l'attractivité du cadre de vie et de l'environnement » se décline en six objectifs spécifiques dont les incidences sont différentes.

**Vers des comportements et des actes éco-responsables : efficacité énergétique, recours aux énergies renouvelables :**

L'ensemble de ces propositions sont inspirées des orientations préconisées dans le profil environnemental et semblent donc devoir être plutôt positives pour l'environnement. Néanmoins, il faudra tenir compte, par

exemple, des nombreux problèmes posés par le développement anarchique des éoliennes et les enjeux en termes de banalisation des espaces et maintien de la biodiversité. Des pré-études visant à vérifier la fiabilité au plan économique et environnemental des filières d'énergies renouvelables envisagées devraient être un préalable au financement de leur mise en oeuvre.

#### **Soutenir la valorisation de la filière bois construction :**

Cet objectif reprend les orientations stratégiques du PER : « Soutien et valorisation de l'exploitation forestière selon ses divers intérêts : puits de carbone, matériaux de construction alternatifs, bois énergie » et semble donc devoir être plutôt positive sur l'environnement. Toutefois, il conviendrait de veiller à ce qu'une exploitation intensive, un enrésinement plus fort n'entraînent pas, notamment, une plus forte banalisation des paysages ou des risques accrus notamment concernant les risques naturels (incendies de forêt par exemple).

#### **Prévenir les risques naturels et technologiques :**

Les actions prévues dans le cadre de cette mesure seront potentiellement positives pour l'environnement si elle se font bien en articulation avec le PO interrégional Rhône sur la question du risque d'inondations.

#### **Gestion de l'espace, biodiversité et promotion de démarches de développement durable :**

L'ensemble des actions présentées dans le cadre de cette FT sont préconisées par le PER comme devant avoir des incidences positives sur l'environnement. L'objectif de « gestion de la biodiversité » a été ajoutée dans le PO définitif, renforçant encore davantage le caractère positif de la mesure pour l'environnement.

#### **Revitalisation des quartiers : rénovation urbaine et développement social :**

La revitalisation urbaine va dans le sens d'une amélioration globale de l'environnement, pourvu qu'elle comporte des actions spécifiques dédiées à ce thème. C'est bien le cas puisque cette fiche thématique prévoit des actions innovantes pour l'environnement : revalorisation du tissu urbain et de friches industrielles, transport urbain propre, agenda 21, démarches HQE, sensibilisation de la population, sont autant de pistes d'actions à mettre en relation avec les autres mesures (recherche, innovation, énergie, friches, transports, etc.). Pour s'assurer de réels effets positifs sur l'environnement sur le long terme, la mise en œuvre de critères de conditionnalité environnementale sera fortement souhaitable, avec un accompagnement en conseil, compte tenu de la complexité des problématiques urbaines. Il conviendra de prévoir la valorisation des déchets qui résulteront notamment des opérations de démolition et encourager les projets promouvant une moindre consommation d'espace.

#### **Réhabiliter les friches :**

Cette mesure ne peut qu'aller dans le sens d'une incidence positive sur l'environnement. Pour des effets cumulés en faveur d'une consommation d'espace économe, il s'agira d'encourager les articulations entre cette mesure et les mesures de soutien aux entreprises pour favoriser l'implantation des entreprises dans des friches réhabilitées plutôt que dans de nouvelles zones d'activité.

**Transports propres, multimodalité**

***Appréciation globale:***

L'étalement urbain entraîne la banalisation d'étendues importantes de plus en plus éloignées des villes, et génère des modes de vie incompatibles avec le développement durable (déplacements, coûts sociaux,...). Les actions prévues dans le PO peuvent contribuer à remédier à de telles incidences négatives sur l'environnement.

Les nouvelles infrastructures, même si elles sont à l'origine d'améliorations pour l'environnement (contournement, ferroutage, ...) risquent d'affecter des territoires sensibles. Il conviendra donc de prendre en compte également ces éléments pour qu'une action a priori positive n'ait pas parallèlement des incidences environnementales négatives.

Les risques d'incidences sur l'usage économe en espace et le maintien des espaces remarquables seront à gérer dans la méthode de conception des projets.

**Société de l'information et aménagement numérique des territoires**

***Appréciation globale:***

Les actions prévues dans le cadre de cette mesure n'ont pas de rapport direct avec la problématique environnementale et donc a, *a priori* une incidence neutre sur l'environnement, si ce n'est qu'elle peut, notamment :

-faciliter l'accès à l'information sur l'environnement. La connaissance des risques naturels est susceptible de s'améliorer avec la réalisation des atlas des zones inondables et des PPR (Plan de Prévention des Risques). L'élaboration du système d'information géographique des services de l'Etat en région permettra la mise en commun de données cohérentes et échangeables sur les risques, etc.

-faciliter la création de micro entreprises ainsi que le télétravail, resté souvent anecdotique. Certes, ce mode de travail à domicile peut présenter des inconvénients (isolement social) mais participe des changements à opérer face aux difficultés de déplacements liés au renchérissement de l'énergie.

-contribuer à une réduction des déplacements.

Cette mesure peut donc avoir une incidence positive en termes de pollution, d'économie d'énergie et de cadre de vie notamment. Toutefois, il est également nécessaire d'envisager des incidences négatives en raison de la nécessité de gestion des déchets des équipements électriques et électromagnétiques.

**Promouvoir la culture rhodanienne son patrimoine, son identité  
Et Assurer à partir du fleuve et des berges le développement d'un tourisme de qualité**

***Appréciation globale:***

Ces fiches prévoient des incidences positives pour l'environnement notamment par la « réappropriation du fleuve Rhône par ses habitants dans le respect des richesses sociales, culturelles et environnementales de ce territoire », et par la promotion d'un tourisme de qualité « organisé sur la base d'un schéma de cohérence globale et d'un cahier des charges rigoureux intégrant notamment des critères de développement durable et environnementaux » L'une des principales actions sera notamment le financement du vélo-route du Léman à la Méditerranée. Ces actions doivent être à la reconquête des milieux aquatiques.

Toutefois, afin de renforcer l'effet positif d'actions visant à la valorisation des paysages et du patrimoine naturel, au soutien à un tourisme respectueux du développement durable, il s'agira de préciser clairement les critères d'attribution des aides. Comme on l'a dit à propos de la mesure « tourisme » de l'axe II, le développement du tourisme peut en effet avoir des risques d'incidences négatives non négligeables. En effet, les orientations du PER concernant le tourisme sont plus exigeantes que la simple évocation du concept de « tourisme durable ». Il s'agirait ainsi de préciser sa définition.

**Qualité des eaux et partage de la ressource-biodiversité**

***Appréciation globale:***

Les actions prévues dans le cadre de cette mesure visent à garantir la qualité des eaux et le partage de la ressource dans le respect des préconisations du SDAGE et des objectifs de la DCE sur un fleuve aménagé et de statut international. Il s'agit par ailleurs de préserver la biodiversité remarquable du fleuve et des annexes aujourd'hui très fragilisées.

Cette fiche produit globalement des incidences positives sur l'environnement par la lutte contre la micropollution, la protection des espaces et des espèces remarquables du fleuve (notamment migrateurs) et la restauration fonctionnelle de tronçons actuellement court-circuités.

Il conviendra de s'assurer de la cohérence de la mise en œuvre des actions de restauration avec les objectifs de tourisme tourné vers le fleuve.

**Gérer la demande exponentielle de déplacements dans la vallée du Rhône**

***Appréciation globale:***

Les actions prévues dans le cadre de cette mesure visent à développer le transport fluvial « sans atteinte à l'environnement naturel et humain traversé ». Ces actions, en cohérence avec le programme européen NAIADES, ont pour objectif de constituer un type de transport alternatif à la route, permettant de limiter les gaz à effet de serre.

Les nouvelles infrastructures prévues en matière de développement du transport fluvial, même si elles sont à l'origine d'améliorations pour l'environnement, risquent d'affecter des territoires sensibles. Il conviendra donc de prendre en compte également ces éléments pour qu'une action a priori positive n'ait pas parallèlement des incidences environnementales négatives.



## 5.1.2 Synthèse des incidences par grand domaine de l'environnement

Nota méthode : il a été choisi, en accord avec l'autorité environnementale, de garder comme entrée de synthèse les grands domaines du PER plutôt que les entrées thématiques proposées dans le cahier des charges national. Ce choix s'explique par une réelle volonté d'articuler l'ESE avec le profil Environnemental véritable outil de référence en matière d'expression des enjeux environnementaux régionaux. Toutefois ces 5 grands domaines couvrent les thèmes proposés. Afin d'assurer une pleine compatibilité avec les attendus de l'évaluation le thème de la santé qui ne figure pas comme grand domaine du PER a été rajouté.

Les 5 catégories d'enjeux	Les incidences globales du PO sur ces dimensions
<b>Développement économique et pressions anthropiques sur l'environnement</b>	<p><b>Plusieurs mesures peuvent avoir des effets positifs sur :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-la réduction de la vulnérabilité aux risques</li> <li>-la diversification des modes de transports (transport fluvial, encouragement aux transports doux à la multimodalité)</li> <li>-un développement économe en espace (gestion de l'espace et promotion de démarches de développement durable)</li> <li>-réhabilitation de sites/sols pollués (réhabilitation de quartiers urbains dégradés et de friches industrielles)</li> </ul> <p><b>Mais d'autres mesures doivent être encadrées de mesures de réduction d'impact :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-le soutien aux entreprises et aux territoires notamment par le choix de l'implantation de nouvelles entreprises ou la nature des projets aidés</li> <li>-le tourisme et le captage de nouvelles clientèles ou le développement de nouvelles destinations touristiques pour la protection des espaces remarquables et atouts environnementaux</li> <li>-le développement de transports et d'énergies renouvelables notamment respectueux de la qualité paysagère</li> </ul>
<b>Espaces naturels</b>	<p><b>Des actions en faveur de la préservation et de la valorisation des espaces naturels peuvent être positives :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-à condition que le tourisme « durable » intègre bien la dimension environnementale</li> <li>-à condition que le développement de la filière-bois construction s'intègre prioritairement dans le cadre de chartes forestières</li> </ul>
<b>Eau et ressources aquatiques</b>	L'axe III Plan Rhône, particularité du PO Rhône-Alpes doit permettre de réduire les tensions des usages sur l'eau et de préserver et valoriser les ressources en eau à condition que les actions soient bien coordonnées et concertées (notamment avec le PO interrégional Rhône).
<b>Air, énergie, effet de serre</b>	<p>C'est l'une des priorités du PO Rhône-Alpes est c'est particulièrement sur ce thème que des impacts positifs sont très attendus.</p> <p>Toutefois, des actions d'ampleur en matière d'infrastructures de transport propres ne doivent pas être attendues. La mesure est essentiellement une mesure de sensibilisation et de promotion de démarches innovantes et expérimentales.</p>
<b>Mobilisation et sensibilisation à la culture environnementale</b>	Cette préoccupation est transversale aux mesures du PO. Pour plus de visibilité, il semblerait opportun de mieux afficher cette ambition dans la stratégie générale. L'innovation, point fort d'action du PO doit aussi être favorisée du point de vue environnemental.
<b>Santé</b>	Il n'y a pas de mesures particulières prévues pour agir en faveur de la santé (il ne s'agit pas des priorités du FEDER). Cependant, plusieurs mesures peuvent avoir un effet positif sur la santé : mesures de réduction des gaz à effet de serre, mesures de maîtrise des risques naturels. Toutefois, le soutien à l'innovation technologique peut comporter des risques pour la santé dont il conviendra de tenir compte (risques technologiques : nucléaire, hydroélectricité, transports de matières dangereuses, produits chimiques, etc.)

## 5.2 Analyse détaillée des incidences environnementales

### 5.2.1 Méthode d'élaboration de la grille d'incidence

L'exercice d'évaluation des incidences potentielles sur l'environnement du projet de PO Rhône-Alpes se veut une « démarche de synthèse à un stade où la localisation ou la nature des travaux ne sont pas encore connus avec précision ». La mesure des incidences sur l'environnement et les mesures à envisager pour les éviter sont adaptées au degré de précision du projet de PO mis à la disposition de l'évaluateur.

A ce stade, on mesure donc les « effets notables probables de la mise en œuvre du Programme Opérationnel. C'est ultérieurement et de manière plus précise que chacun des projets devront s'inscrire dans le cadre réglementaire des **études d'impact, incidence sur l'eau, étude de risques, documents d'urbanisme**, etc. selon les cas.

Cette analyse étant faite sur des incidences probables, cela renvoie donc à la nécessité de la mise en œuvre des critères de conditionnalité dans le DOMO et dans la mise en œuvre opérationnelle des projets.

Un tableau de synthèse a été réalisé (cf. pages suivantes). Il figure les axes et les fiches thématiques du Programme Opérationnel Rhône-Alpes évaluées selon leur incidence en relation avec les 17 enjeux environnementaux identifiés dans le profil environnemental Régional auxquels le thème santé a été rajouté.

Afin de permettre le lien avec le tableau précédent, les enjeux ont été regroupés en colonne dans l'ordre des grands domaines du PER qui sont rappelés en rouge au sommet des colonnes.

Les numéros des enjeux renvoient à ceux mentionnés dans le PER et sont explicités par le rappel de la liste ci-dessous.

- |  |
|--|
| <p><i>E1- Vers un développement économe en espace</i></p> <p><i>E2- Un équilibre à préserver entre l'attractivité touristique et les atouts environnementaux</i></p> <p><i>E3- Diversification des modes de transport et maîtrise des infrastructures</i></p> <p><i>E4 et 5 - Maîtrise de l'exposition aux risques naturels et technologiques</i></p><br><p><i>E6- surveillance et réhabilitation des sites/sols pollués</i></p> <p><i>E7- Prévention et innovation dans la gestion des déchets</i></p> <p><i>E8- Lutte contre la banalisation et le cloisonnement territoires ruraux</i></p> <p><i>E9- Maintien des espaces remarquables</i></p> <p><i>E10- Valorisation de la multifonctionnalité de la forêt</i></p> <p><i>E11- Reconquête des milieux aquatiques</i></p> <p><i>E12- Gestion des tensions sur usages de l'eau</i></p> <p><i>E13- Amélioration de la qualité de l'air</i></p> <p><i>E14- Maîtrise de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre</i></p> <p><i>E15- Promotion des énergies renouvelables</i></p> <p><i>E16- Mobilisation acteurs publics locaux et de leurs relais</i></p> <p><i>E17- sensibilisation de la population et des acteurs économiques</i></p> |
|--|

Une colonne a été rajoutée pour les incidences potentielles sur la santé qui ne figure pas directement comme un des enjeux du PER.

Une nomenclature de qualification des effets a été retenue. Elle est compatible avec celle proposée dans le cahier des charges régional et s'inspire de celle proposée dans le guide d'évaluation environnementale des fonds structurels d'août 1998 complété d'une catégorie :

- effets potentiellement très positifs ; se justifie notamment du fait de la prise en compte amont dans la stratégie et les mesures de l'environnement et du développement durable

	Effets potentiellement négatifs
+/-	Effets potentiellement positifs ou négatifs selon les mesures prises en matière de mise en oeuvre
	Effets potentiellement positifs
	Effets potentiellement très positifs

L'appréciation des effets de fiches thématiques sur les différents domaines environnementaux a été faite à dire d'expert par l'évaluateur et complétée à la suite d'une réaction de l'autorité environnementale attirant l'attention sur des compléments à effectuer.

La méthode s'est inspirée du cahier des charges national en sélectionnant les questions évaluatives qui ont semblé les plus adaptées au PO et au contexte de la région Rhône-Alpes (voire liste en annexe n°5). Les questions trop précises renvoyant à de l'évaluation de projet n'ont pas été retenues.

## 5.2.2 Eléments de lecture du tableau des incidences

### 5.2.2.1 L'absence d'effets potentiellement négatifs

Le PO de la région Rhône-Alpes a intégré la préoccupation environnementale dès son écriture et de façon transversale à l'ensemble des axes. L'évaluateur a donc considéré que les effets potentiellement négatifs ont été anticipés et que les mesures ont été ajustées de façon à les éviter.

### 5.2.2.2 Mais l'importance des incertitudes

Cependant, dans près d'une cinquantaine de cas, il a été considéré que les incidences sur l'environnement des mesures du PO pouvaient être soit négatives soit positives selon la nature de la mise en oeuvre et notamment l'importance accordée aux mesures de réduction d'impact proposées par l'évaluation.

Ce sont notamment les directions données aux appuis en matière de recherche-innovation et de développement des PME-TPE (AXE I) qui permettront de faire pencher les incidences de façon plus ou moins positives selon le degré d'intégration des problématiques environnementales dans le développement.

C'est pour les enjeux relevant des espaces naturels (notamment E8 et E9) que les incertitudes (sans mise en oeuvre de mesures de réduction d'impact) sont les plus importantes liées au développement touristique ou de services en milieu rural.

Les mesures du Programme Opérationnel Rhône-Alpes évaluées selon leur incidence sur les enjeux environnementaux identifiées dans le profil environnemental RA

		Pressions anthropiques							Espaces naturels			Eau		Air, énergie et de serre			Culture environnementale		Santé	Tendance cumulée
Axe	Fiches thématiques	E1	E2	E3	E4	E5	E6	E7	E8	E9	E10	E11	E12	E13	E14	E15	E16	E17		
	<b>Enjeux PER</b>																			
<b>AXE I</b>	1 Soutien à la recherche et à l'innovation technologique partenariale				+/-	+/-									+/-	+/-				+/-
	2 Transferts de technologie et incubation				+/-	+/-									+/-	+/-			+/-	+/-
	3 Accompagner les PME/TPE dans leur processus d'innovation				+/-	+/-									+/-	+/-				+/-
	4 Développer la culture de l'innovation et de l'entrepreneuriat														+/-	+/-				+/-
	5 Apporter aux PME/TPE les outils pour un développement durable	+/-			+/-	+/-			+/-	+/-			+/-		+/-	+/-				+/-
	6 Financement et développement des PME				+/-	+/-														
<b>AXE II</b>	7 Soutenir le développement d'activités économiques	+/-			+/-	+/-			+/-	+/-			+/-							+/-
	8 Elargir et renouveler l'offre de services																			
	9 Développer l'activité touristique en misant sur la valorisation des atouts, sur l'innovation et le développement durable	+/-	+/-	+/-					+/-	+/-			+/-							+/-
	10 Vers des comportements et des actes écoresponsables : efficacité énergétique, recours aux énergies renouvelables								+/-	+/-										
	11 Soutenir la valorisation de la filière bois construction								+/-	+/-				+/-						+/-
	12 Prévenir les risques naturels et technologiques																			
	13 Gestion de l'espace, biodiversité et promotion des démarches de développement durable												+/-							
	14 Revitalisation des quartiers, rénovation urbaine																			
	15 Réhabiliter les friches																			
<b>AXE III</b>	16 TIC : Société de l'information et aménagement numérique des territoires																			
	17 Transports propres et multimodalité								+/-	+/-										+/-
<b>AXE IV</b>	18 Promouvoir la culture rhodanienne, son patrimoine, son identité		+/-																	
	19 Qualité des eaux et partage de la ressource, biodiversité																			
	20 Gérer la demande exponentielle de déplacements dans la vallée du Rhône									+/-									+/-	+/-
	21 Assurer à partir du fleuve et des berges le développement d'un tourisme de qualité	+/-	+/-		+/-	+/-				+/-		+/-	+/-							+/-
	Tendance cumulée		+/-		+/-	+/-			+/-	+/-			+/-		+/-	+/-				

### 5.2.3 Les effets cumulatifs des mesures du PO sur l'environnement

Nous attirons l'attention du lecteur sur la difficulté d'évaluer des effets cumulatifs à partir d'incidences potentiellement positives ou négatives. En effet, certaines mesures auront des effets potentiellement négatifs sur un thème donné tandis que d'autres auront un effet potentiellement positif sur ce même thème: doit-on considérer que les effets positifs et négatifs s'annulent ? Une telle logique mathématique n'est pas tenable en ce sens, par exemple, que la pollution d'un cours d'eau par une activité donnée et l'amélioration de la qualité d'un autre cours d'eau par une mesure de reconquête des milieux aquatiques ne peuvent avoir des effets cumulés.

L'évaluation stratégique environnementale se situe au niveau du potentiel et non au niveau de l'étude d'impact d'un projet précis. Par conséquent, il est seulement possible d'estimer que différentes actions agissent « majoritairement » positivement ou à l'inverse négativement sur un domaine donné. Notons toutefois que cette appréciation, certes difficile, n'en constitue pas moins une des originalités (et légitimité) de l'évaluation environnementale des plans et programmes.

Par ailleurs, des effets cumulatifs sont possibles avec des mesures financées dans d'autres programmes portant sur des thèmes similaires (CPER par exemple). L'analyse d'effets cumulatifs externes est, à ce stade des méthodes, et en l'état des informations disponibles sur les autres programmes, encore plus aléatoire. Il sera sans doute possible de mener une partie de cette analyse après réalisation d'une ESE sur le CPER comme cela semble devoir être fait mais non disponible à ce jour.

Un essai a néanmoins été tenté à partir des informations qualitatives disponibles dans le tableau de la page précédente.

Il n'a pas de valeur particulière au-delà d'une lecture combinée de l'évaluation des incidences c'est pourquoi nous préférons parler de « tendance cumulée ».

**Les mêmes codes de couleurs ont été utilisés. Cependant dans certains cas l'appréciation d'une tendance potentiellement positive a été minorée en y ajoutant les signes (+/-) signalant une incertitude accentuée du fait de nombreuses cases d'incertitude dans la ligne ou la colonne.**

#### 5.2.3.1 Lecture par enjeux

En complément de l'analyse par axe proposée au point 512, il est possible de donner quelques éléments des tendances cumulées des incidences selon les enjeux du PER.

Le PO aurait des incidences cumulées plutôt positives sur 11 enjeux principalement dans les domaines de l'eau (E11 et E12), de l'air et de l'énergie (E13, E14, E15) et de la culture environnement (E16 et E17) de la santé et dans une moindre mesure dans le domaine des pressions anthropiques en matière d'économie d'espace urbanisé et de diversification des transports.

Les incidences sont incertaines sur 4 enjeux (E4, E5, E8 et E9) notamment dans le domaine des espaces naturels du fait notamment des mesures de développement touristique ou de transport ce qui renvoie à la nécessité d'appliquer de façon nette les mesures de réduction d'impact proposées mais aussi dans le domaine des pressions anthropiques sur les enjeux liés au risque naturels et technologiques du fait de non connaissance (à ce stade) des choix qui seront fait en termes de recherche et d'innovation.

Des incidences cumulées positives liées aux actions du PO pourraient être visées sur les enjeux suivants :

- le développement économe en espace, (E1),
- la préservation de l'équilibre entre attractivité touristique et atouts environnementaux (E2) ,

- la lutte contre la banalisation et le cloisonnement des territoires ruraux ou le maintien des espaces remarquables (E8 et E9).

Pour se faire il faudrait néanmoins mettre alors l'accent sur les mesures de réduction d'impact des mesures de développement économique en milieu rural ou péri-urbain et s'assurer que les mesures de développement de transports (même propre) se font dans le respect des espaces naturels.

Le tableau montre en outre des tendances cumulées de risques d'incidences environnementales :

- sur les enjeux de biodiversité (lutte contre la banalisation et le cloisonnement des espaces ruraux et maintien des espaces remarquables) et de maîtrise des risques (naturels et technologiques),
- portées par les axes 1 et certaines mesures des axes II et IV.

Ceci montre la priorité d'engagement sur des mesures correctives.

### 5.2.3.2 Lecture par axe

En complément de l'analyse par axe proposée au point 511 il est possible de donner quelques éléments des tendances cumulées des incidences.

L'axe 1 *Innovation et économie de la connaissance* a des incidences incertaines sur l'environnement qui pourraient être tant négatives ou positives selon les orientations données en matière de mise en œuvre effective.

L'axe 2 *Développement durable des territoires* cumule des incidences potentielles globalement positives voire très positives sur l'environnement avec toutefois des incertitudes sur les mesures 7 et 9 dédiées au développement des activités économiques et notamment touristiques. Deux mesures portant sur le requalification urbaines et la réhabilitation des friches ont été jugées globalement neutres en effets cumulatifs même si sur certains enjeux l'incidence est positive.

L'axe 3, *Accessibilité, transports et TIC* cumule des incidences potentielles globalement neutres en matière de TIC et très positives en matière de transports propres et d'intermodalité.

L'axe IV Plan Rhône cumule des incidences potentielles positives ou très positives avec toutefois des incertitudes liées au modèle de développement des transports fluviaux et de développement touristique le long des berges.

## 5.3 Analyse des incidences par mesure

### 5.3.1 Maquette générale de la fiche d'analyse

L'évaluation se fait au niveau le plus fin, c'est-à-dire par l'analyse du contenu des fiches thématiques.

Pour une compréhension globale des impacts, il est proposé de réaliser une analyse de ces fiches par regroupements :

- Regroupement par axes : 4 axes sont étudiés
- Sous-division de ces 4 axes par regroupement de fiches thématiques par grands thèmes

Pour chacun de ces regroupements, une fiche synthétique reprenant à la fois des éléments relevant des enjeux environnementaux pouvant être impactés par cette mesure ainsi que des éléments d'analyse de l'incidence probable est réalisée (voir ci-dessous).

<b>Axe I-</b>
<b>A- Regroupement de fiches thématiques au sein de l'axe I</b>
<b>Fiches thématiques concernés :</b> FT.... FT... FT...
<b>Enjeux thématiques environnementaux concernés :</b>
<b><u>Caractérisation</u></b> <b><u>Appréciation :</u></b> <b><u>Pistes d'amélioration :</u></b>
<b>Appréciation globale:</b>
<b>Amélioration ou mesures de réduction d'impact proposées par l'évaluateur</b>
<b>Possibilité d'ajustement du PO</b>

### 5.3.2 Axe 1 : innovation et économie de la connaissance

L'axe 1 est décliné en 6 fiches thématiques. Pour des raisons pratiques, nous avons fait un regroupement de fiches thématiques en deux sous-groupes :

- Soutenir l'innovation technologique au profit des entreprises
- Anticiper les mutations pour accompagner le développement des PME/TPE

#### Soutenir l'innovation technologique au profit des entreprises

Fiches thématiques :

- FT Soutien à la recherche et à l'innovation technologique partenariale
- FT Transferts de technologie et incubation
- FT Accompagner les PME/TPE dans leur processus d'innovation
- FT Développer la culture de l'innovation et de l'entrepreneuriat

#### **Enjeux thématiques environnementaux concernés :**

**Aucun enjeu spécifique n'est a priori concerné. Toutefois, tous les enjeux peuvent potentiellement être concernés et tout particulièrement les enjeux suivants :**

- Maîtrise de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre (E14)
- Promotion des énergies renouvelables (E15)
- Prévention et innovation dans le domaine des déchets (E7)
- Amélioration de la qualité de l'air (E13)

#### **Caractérisation et appréciation :**

**L'ensemble de ces 4 types d'actions a une incidence sur l'environnement que l'on peut globalement qualifier de neutre mais qui peut avoir tout aussi bien une incidence positive ou négative par le choix des thématiques innovantes de recherche et de transferts de technologies soutenues.**

Les partenariats de recherche avec les organismes de recherche fondamentale ou appliquée et les entreprises n'ont pas d'incidence environnementale en eux-mêmes. Mais ils peuvent renforcer l'impact des actions de recherche et, de ce fait, en amplifier les effets. Ainsi la collaboration université et entreprises doit permettre d'aller plus loin dans les transferts de la recherche vers l'application pratique au plan régional. Les transferts de technologies sont susceptibles de démultiplier les incidences sur l'environnement.

**Scénario 1, des incidences négatives :** l'appui à des recherches ou des filières innovantes peut faire peser des risques technologiques (nucléaire, hydroélectricité, transports de matières dangereuses, produits chimiques, etc.). Les incidences peuvent être également potentiellement négatives si la mise en œuvre de programmes de recherche nécessite la construction d'équipements (laboratoires, ateliers, etc.) sans incorporation de logiques HQE par exemple.

**Scénario 2, des incidences positives :** Le PO précise qu'en lien avec les actions visant à lutter contre le réchauffement climatique prévues dans l'axe II et III (vers des comportements et des actes éco-responsables ; transports et multimodalité, prévenir les risques naturels et technologiques), les mesures consacrées à l'innovation et l'économie de la connaissance pourront notamment « apporter leur soutien aux démarches technologiques et de recherche pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre » et donc avoir une incidence positive sur ce thème.

Le scénario 2 devra être recherché notamment par le choix de **pistes de recherche et d'innovation susceptibles d'améliorer l'environnement en Rhône-Alpes :**

#### **Pistes d'améliorations :**

→ **FT Soutien à la recherche et à l'innovation technologique partenariale**

Le profil environnemental suggère ainsi des **pistes de recherche et d'innovation susceptibles d'améliorer l'environnement en Rhône-Alpes :**



#### **-énergie :**

Les centres de recherche travaillant sur la préparation de l'émergence de systèmes performants en matière d'efficacité énergétique et de nouvelles technologies de l'énergie sont importants en région Rhône-Alpes. Il est à noter que la région Rhône-Alpes est la région qui dispose du plus fort potentiel régional hydroélectrique : des innovations ou plutôt des optimisations pourraient voir le jour en cohérence avec les 2 directives : énergie renouvelable et directive cadre sur l'eau. Il convient en outre de souligner la création en cours de l'Institut National de l'Energie Solaire (INES) qui pourra fédérer un pôle de compétences d'envergure nationale voire internationale (CEA, CETIAT, CSTB, INSA, ENTPE, INPG, Université de Savoie). Par ailleurs, le secteur de l'énergie en région Rhône-Alpes bénéficie d'un tissu d'acteurs régionaux particulièrement dynamiques : centres de recherche, industries, bureaux d'études, associations. Les recherches dans le domaine des déplacements non polluants et peu consommateurs d'énergie doivent permettre la mise sur le marché de produits et services innovants en matière d'environnement en relations avec les entreprises du secteur. On pourrait citer le pôle de compétitivité TENERDISS comme lieu susceptible de favoriser les recherches dans le domaine de l'éco-innovation.

#### **-pollution des sols, de l'air, de l'eau :**

Le profil environnemental régional recense des connaissances des pollutions encore insuffisantes et des dispositifs de surveillance qui gagneraient à être renforcés, notamment par la modélisation.

De manière générale, les connaissances gagneraient à être approfondies en matière d'épidémiologie et de transferts de polluants vers l'homme. Un travail en interministériel est engagé en la matière dans le cadre du Plan Régional Santé Environnement.

***Dans le domaine des pollutions de l'air***, les effets de certaines émissions sont encore mal connus (COV, métaux, dioxines, produits organiques persistants, pesticides) Les pollens sont encore insuffisamment surveillés. Plus particulièrement, les risques sanitaires liés aux pollens d'une plante invasive développée surtout en Rhône-Alpes mais pouvant toucher les régions limitrophes (l'ambroisie) sont encore peu analysés.

La DCE met en avant l'aspect biologique, mais les effets de certains polluants récemment pris en compte (micropolluants) restent mal connus.

***Dans le domaine des pollutions de l'eau***, on connaît encore mal les conséquences à long terme de la contamination des eaux souterraines par les sols. Les études sur les bassins versants gagneraient à être encouragées car la connaissance de l'état des nappes reste insuffisante. La Directive Cadre sur l'Eau met en avant le bon état écologique (basé sur la biologie et l'état physique) et chimique des eaux. Les effets de certains polluants récemment pris en compte (micropolluants) restent mal connus. Les outils permettant d'appréhender les incidences de la dégradation physique (géomorphologie, transport solide) des cours d'eau font défaut. Il semble nécessaire de viser plus particulièrement les deux types d'usages entraînant la présence de pollution des eaux : à savoir l'industrie et l'agriculture (avec l'utilisation des pesticides). A noter que la dégradation des milieux aquatiques en très bon état ou bon état constitue aussi un enjeu complémentaire.

***Dans le domaine de la pollution des sols***, le profil insiste sur le fait que l'inventaire historique des anciens sites industriels repose sur des critères encore trop restrictifs. La région Rhône-Alpes dispose d'un pôle scientifique et technique d'université et d'organismes publics travaillant sur les sols et notamment les sols pollués sur lequel s'appuyer.

#### **-valorisation des déchets :**

Selon le profil environnemental, les nouvelles filières de valorisation des déchets (compostage, recyclage des déchets inertes, déchets électriques et électroniques) se mettent en place lentement, faut de dispositifs incitatifs.

#### **-risques :**

Plusieurs départements manquent d'études de risque, notamment pour les mouvements de terrains, un déficit de connaissance concerna aussi le ruissellement torrentiel et la prise en compte du ruissellement pluvial en milieu urbain.

Le profil environnemental préconise de prendre en compte spécifiquement les situations où les risques industriels se cumulent avec des risques d'inondation ou de mouvements de terrain.

#### **→ FT Transferts de technologie et incubation**

**- FT Accompagner les PME/TPE dans leur processus d'innovation**

**- FT Développer la culture de l'innovation et de l'entrepreneuriat**

#### **Pistes d'amélioration :**

L'encouragement au **développement de plateaux techniques et aux recherches collaboratives**, peut porter sur les transferts de technologies suivantes :

- Les techniques de recyclage de déchets et de limitation des emballages ; les modalités de réduction de la consommation d'énergie ; moyens de production d'énergie nouvelles, les modes alternatifs de transports des personnes, les matériaux ou modes nouveaux de construction des bâtiments et des infrastructures sur un mode HQE, management environnemental des entreprises.

Les partenariats initiés définissent non seulement les rôles techniques des uns et des autres, mais aussi la fiabilité économique et environnementale des filières imaginées. Une étude de marché devrait accompagner la définition des filières (rentabilité économique à court et long terme) ainsi qu'une évaluation environnementale (le développement des biocarburants, par exemple, peut être très consommateur d'espace et d'intrants agricoles, aux dépens de l'environnement). Il convient de rappeler qu'actuellement l'ensemble des capacités de production des carburants de substitution contingenté par le gouvernement est arrêté à 7,5% en 2015. Le secteur du bâtiment, notamment, doit pouvoir encourager les dispositifs de haute performance énergétique (HPE) dans la construction.

A ce stade, il convient surtout d'attirer l'attention sur la nécessité d'évaluations économique et environnementale des projets qui découleront de cette mesure, afin de s'assurer de la fiabilité des filières imaginées. On pourrait ainsi demander à ce que soient aidés en priorité les projets de recherche et d'innovation qui intègrent des critères de développement durable (« label développement durable »).

On pourrait citer le pôle de compétitivité TENERDISS comme lieu susceptible de favoriser les recherches dans le domaine de l'éco-innovation.

#### **Appréciation globale:**

L'axe I (regroupement A des premières fiches thématiques) a une incidence sur l'environnement que l'on peut globalement qualifier de neutre mais qui peut avoir tout aussi bien une incidence positive ou négative par le choix des thématiques innovantes de recherche et de transferts de technologies soutenues. Le PO précise qu'en lien avec les fiches thématiques visant à la « Lutte contre le réchauffement climatique » ou à « prévenir les risques naturels et technologiques » IA pourra notamment « apporter son soutien aux démarches technologiques et de recherche pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre » et donc avoir une incidence positive sur ce thème. Inversement, l'appui à des recherches ou des filières innovantes peut faire peser des risques technologiques (nucléaire, hydroélectricité, transports de matières dangereuses, produits chimiques, etc). Les incidences peuvent être également potentiellement négatives si la mise en œuvre de programmes de recherche nécessite la construction d'équipements (laboratoires, ateliers, etc.).

#### **Amélioration ou mesures de réduction d'impact proposées par l'évaluateur**

A ce stade, il convient surtout d'attirer l'attention sur la nécessité d'évaluation économique et environnementale des projets qui découleront de cette mesure, afin de s'assurer de la fiabilité des filières imaginées.

Il s'agira d'aider **en priorité** :

- **les projets de recherche et d'innovation qui intègrent des critères de développement durable** (« label développement durable » » qu'il conviendra de construire et de définir de manière précise. Ce travail devra être effectué par les partenaires).
- ).

On pourrait citer le pôle de compétitivité TENERDISS comme lieu susceptible de favoriser les recherches dans le domaine de l'éco-innovation.

- Les documents de **promotion de l'innovation qui intègrent la dimension environnementale**

#### **Possibilité d'ajustement du PO**

Une insertion pourrait être faite page 5 du PO version du 06-10 avant « les principaux thèmes ... ») sous la forme :

« pour l'ensemble des mesures seront particulièrement soutenues les démarches de recherche ou d'innovation technologiques intégrant la dimension environnementale notamment dans les domaines de l'énergie, de la pollution des déchets et des risques »

Des éléments plus détaillés figurent dans les fiches par mesure et pourront être repris et précisés dans la rédaction du DOMO.

# Anticiper les mutations pour accompagner le développement des PME et des TPE

## Fiches thématiques concernées:

- FT Apporter aux PME/TPE les outils pour un développement durable
- FT Financement et développement des PME/TPE

## Enjeux thématiques environnementaux concernés :

- Vers un développement économe en espace (E1)
- Diversification des modes de transport et maîtrise des infrastructures (E3)
- Prévention et innovation dans le domaine des déchets (E7)
- Amélioration de la qualité de l'air (E13)
- Maîtrise de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre (E14)
- Promotion des énergies renouvelables (E15)
- Mobilisation des acteurs publics locaux et de leurs relais (E16)
- Sensibilisation de la population et des acteurs économiques (E17)

## Caractérisation et appréciation:

Le développement des entreprises peut avoir des incidences positives ou négatives sur l'environnement, tout dépend de la manière dont elles prennent en compte les enjeux environnementaux.

Dans le cas du PO Rhône-Alpes, l'aide au développement des entreprises s'accompagne de l'idée de développement durable (FT « apporter aux PME/TPE les outils pour un développement durable ») et d'une volonté d'innovation environnementale. La mesure prévoit ainsi notamment d'accompagner les entreprises dans les domaines du « développement durable, des économies d'énergie et de la maîtrise des pollutions » mais également, comme l'évaluateur l'a préconisé, de soutenir le management environnemental et l'écotechnologie.

A ce titre, le soutien aux entreprises prévu dans le PO Rhône-Alpes peut donc avoir des incidences positives sur l'environnement à condition que le développement durable soit clairement défini comme viable, vivable et équitable. En effet, le développement des entreprises peut avoir des incidences négatives sur le développement économe en espace, car il y a risque d'apparition de nouvelles zones d'activités positionnées sans évaluation environnementale veillant en amont à la prise en compte de l'environnement (paysage, eau, biodiversité) dans le choix de site et d'aménagement (critères d'éco conditionnalités intégrant le paysage les ressources en eau et la biodiversité dans les choix d'implantation).

## Pistes d'améliorations :

Afin de renforcer l'impact positif de cette FT sur l'environnement, il serait intéressant d'accompagner prioritairement les projets respectant des critères de conditionnalité environnementale : soutien au management environnemental dans le développement de l'entreprise comme critère d'innovation organisationnelle et environnementale, critères d'éco conditionnalité dans le choix de l'implantation des entreprises, etc. Il pourrait ainsi être privilégié la localisation des entreprises dans des friches réhabilitées, des zones déjà urbanisées ou proximité de pôles multimodaux. Une localisation de projet en zone inondable ou en milieux sensible serait à exclure. Les démarches fédératives ou actions collectives envisagées par filière, thématique ou territoire peuvent favoriser une meilleure gestion de l'énergie ou des déchets, par exemple, en optimisant les coûts pour une gestion collective.

Ainsi, cette précaution permettrait que le développement des entreprises, à vocation essentiellement économique, soit accompagné d'un « plus » environnemental.

Dans le domaine de l'aide aux **économies d'énergie des entreprises**, le profil environnemental recense plusieurs types d'aides aux entreprises visant à une meilleure prise en compte de l'environnement :

- Encourager les labels, les démarches et certifications concourant à réduire les consommations : haute qualité environnementale (HQE), opération programmée d'amélioration thermique et énergétique des bâtiments (OPATB)

Des efforts sont encore possibles, notamment grâce aux quotas de carbone, à l'ouverture du marché de l'énergie et à la mise en œuvre de nouvelles procédures : schéma de maîtrise des émissions (SME), plan de déplacements d'entreprises (PDE).

Dans le domaine des aides à la **réduction des pollutions et des déchets**, le profil environnemental suggère plusieurs pistes :

- Dans le cadre d'initiatives menées par les collectivités<sup>6</sup>, les entreprises s'engagent dans des démarches volontaristes : réduction de 10% des déchets non valorisés (« Opération 10% proposée par l'ADEME), développement de l'éco conception de produits, réflexion sur la réutilisation des emballages. Il serait opportun de s'appuyer sur les démarches déjà mises en œuvre en région.

- Le profil environnemental fait le constat d'une mise en place des nouvelles filières de valorisation des déchets (compostage, recyclage des déchets inertes, déchets électriques et électroniques) mais qui se fait de manière lente faute de dispositifs incitatifs. Ces filières gagneraient donc à voir leur développement encouragé.

#### **Appréciation globale :**

Le développement des entreprises peut avoir des incidences positives ou négatives sur l'environnement, tout dépend de la manière dont elles prennent en compte les enjeux environnementaux. Dans le cas du PO Rhône-Alpes, l'aide au développement des entreprises s'accompagne de l'idée de développement durable (FT « apporter aux PME/TPE les outils pour un développement durable ») et d'une volonté d'innovation environnementale. La mesure prévoit ainsi notamment d'accompagner les entreprises dans les domaines du « développement durable, des économies d'énergie et de la maîtrise des pollutions » mais également, comme l'évaluateur l'a préconisé, de soutenir le management environnemental et l'écotechnologie. A ce titre, le soutien aux entreprises prévu dans le PO Rhône-Alpes peut donc avoir des incidences positives sur l'environnement à condition que le développement durable soit clairement défini comme viable, vivable et équitable. En effet, le développement des entreprises peut avoir des incidences négatives sur le développement économe en espace, car il y a risque d'apparition de nouvelles zones d'activités positionnées sans évaluation environnementale veillant en amont à la prise en compte de l'environnement (paysage, eau, biodiversité) dans le choix de site et d'aménagement (critères d'éco conditionnalités intégrant le paysage les ressources en eau et la biodiversité dans les choix d'implantation).

#### **Amélioration ou mesures de réduction d'impact proposées par l'évaluateur**

Afin de renforcer l'impact positif de cette mesure sur l'environnement, il sera nécessaire d'accompagner **prioritairement les projets respectant des critères de conditionnalité environnementale suivants**:

- **soutien au management environnemental** dans le développement de l'entreprise comme critère d'innovation organisationnelle et environnementale (démarches de certification, formations...)
- **critères d'éco conditionnalité dans le choix de l'implantation des entreprises**, localisation des entreprises dans des friches réhabilitées, des zones déjà urbanisées ou à proximité de pôles multimodaux.
- **exclusion de localisations de projet d'implantation en zone inondable ou en milieu sensible**
- **démarches fédératives ou actions collectives envisagées par filière, thématique ou territoire favorisant une meilleure gestion de l'énergie ou des déchets**, par exemple, ou optimisant les coûts pour une gestion collective,
- les projets inscrits dans les **Plans de déplacement urbains (PDU)**.

#### **Possibilité d'ajustement du PO**

Une insertion est possible page 7 version du 06-10) sous la forme d'un ajout de texte :

« pour l'ensemble des mesures seront particulièrement soutenues les projets respectueux de critères de développement intégrant la dimension environnementale : management environnemental, gestion des pollutions et des déchets, gestion des déplacements, formation à l'environnement...)

Des éléments plus détaillés figurent dans les fiches par mesure et pourront être repris et précisés dans la rédaction du DOMO.

---

<sup>6</sup> La loi relative à la démocratie de proximité transfère au conseil régional la compétence pour l'élimination des déchets industriels spéciaux (Plan Régional d'Élimination des Déchets industriels en Rhône-Alpes, PREDIRA) et le Plan Régional d'élimination des déchets d'activités de soins, PREDAS)

### 5.3.3 Axe 2 : Développement durable des territoires

L'axe 2 est décliné en 8 fiches thématiques. Pour des raisons pratiques, nous avons fait un regroupement de fiches thématiques en deux sous-groupes :

- Favoriser durablement le développement économique des territoires (regroupant les 3 premières mesures consacrées globalement au développement économique des territoires)
- Renforcer l'attractivité du cadre de vie et de l'environnement (regroupant les 5 dernières mesures consacrées au développement des territoires)

#### Favoriser durablement le développement des territoires

##### Fiches thématiques concernées:

- FT Soutenir le développement d'activités économiques
- FT Elargir et renouveler l'offre de services
- FT Développer l'activité touristique en misant sur la valorisation des atouts, sur l'innovation et le développement durable

##### Enjeux thématiques environnementaux concernés :

- Maîtrise de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre (E14)
- Un équilibre à préserver entre l'attractivité touristique et les atouts environnementaux (E2)
- Diversification des modes de transport et maîtrise des infrastructures (E3)
- Maintien des espaces remarquables (E9)
- Vers un développement économe en espace (E1)

##### Caractérisation et appréciation :

**Plusieurs types d'actions envisagées sont susceptibles d'avoir des incidences positives sur l'environnement** (plusieurs mesures sont d'ailleurs reprises des orientations préconisées dans le profil environnemental).

##### **-FT Soutenir le développement d'activités économiques**

##### *Appréciation :*

Les actions prévues dans le cadre de cette fiche thématique sont *a priori* neutres pour l'environnement. Toutefois, des actions collectives favorisant l'environnement dans les TPE (promotion collective de territoire) pourront être financées dans le cadre de cette fiche thématique. Le développement durable des territoires doit bien intégrer l'environnement et le social. Un effort doit être porté sur le choix de sites intégrant l'environnement et une démarche de planification des espaces d'accueil des entreprises (via les démarches Agenda 21 ou projets de territoires durables).

##### **-FT Elargir et renouveler l'offre de services**

##### *Appréciation et pistes d'amélioration :*

Le soutien aux services de proximité et au développement économique des TPE et PME (notamment de l'artisanat et du commerce) en milieu rural peut paraître fondamental dans une perspective de renchérissement important de l'énergie qui nécessitera de conserver ou de restaurer un maximum de services de proximité. Cela peut aussi s'appliquer en milieu urbain, dans la mesure où l'on a vu depuis quelques décennies, nombre de centres commerciaux migrer vers la périphérie des villes, voire situés à de telles distances qu'ils ne sont accessibles qu'en voiture individuelle. Toutefois, une politique de transports collectifs ne saurait suppléer à un aménagement du territoire équilibré sur l'ensemble de l'espace régional. On ne saurait trop,

en outre, recommander d'assortir les aides de critères de conditionnalité environnementale afin de ne pas rester à l'effet d'annonce.

La promotion des démarches innovantes et adaptées dans le domaine des transports pour les zones mal desservies transport à la demande, multi transports sont susceptibles de compenser les incidences négatives de l'étalement urbain.

#### **-FT Développer l'activité touristique en misant sur la valorisation des atouts sur l'innovation et le développement durable**

##### *Appréciation et pistes d'amélioration :*

Les actions prévues dans le cadre de cette fiche thématique sont susceptibles d'avoir une incidence positive sur l'environnement. En effet, le profil environnemental, dont s'inspire cette mesure du PO, précise qu'il s'agit de développer auprès des touristes et des Rhônalpins une sensibilité/culture écologique pour un moindre impact individuel sur les milieux et de maîtriser le développement des équipements sportifs et la fréquentation des milieux naturels fragiles (haute montagne, cours d'eau).

Toutefois, si l'objectif de développement d'expériences pilotes de « tourisme durable » doivent être positives pour l'environnement, le fait d'initier de nouvelles destinations touristiques, faute de critères d'éco-conditionnalité clairement précisés, peuvent avoir à la fois des effets positifs comme négatifs sur l'environnement.

Des risques d'incidences non négligeables sur les enjeux de type E1 (développement économe en espace) et E2 (un équilibre à préserver entre attractivité touristique et atouts environnementaux) ou sur la question de la préservation de l'eau ou des milieux remarquables doivent être envisagés. En effet, les orientations du PER concernant le tourisme sont plus exigeantes que la simple évocation du concept de « tourisme durable ». Il s'agirait ainsi de préciser sa définition.

Afin de renforcer l'effet positif d'une mesure pour le tourisme respectueuse du développement durable, on pourra trouver dans le profil environnemental plusieurs pistes d'intervention:

- *Renforcer les programmes visant la maîtrise de la consommation d'énergie dans le résidentiel/tertiaire et dans les entreprises touristiques*
- *Reconnaître et valoriser la vocation « d'intérêt public » de la forêt (loisirs, nature, protection de la qualité de l'eau et contre les risques naturels) et dégager les moyens correspondants pour sa gestion multifonctionnelle*
- *Développer une gestion économe de la ressource en eau notamment pour ce qui est de la neige artificielle*
- *Développer le tourisme vert « accompagnée » en lien avec des démarches concertées type contrat de rivière, CDRA,...*

Initier de nouvelles destinations touristiques ne devra se faire que dans le respect de garanties environnementales fortes. A ce titre, il ne pourra être qu'encouragé d'assortir les aides à des mesures de réduction d'incidences des projets soutenus

-l'accélération du programme vélo-route et voies vertes est un projet qui ne peut avoir que des impacts positifs sur l'environnement.

##### **Appréciation :**

**La grande diversité des mesures de cet axe ne permet pas d'appréciation globale des incidences sur l'environnement. On se reportera donc à l'appréciation de chacune des mesures :**

**-FT Soutenir le développement d'activités économiques : a priori neutre pour l'environnement et potentiellement positif via le soutien** à des actions de promotion collective de territoire respectueuses de l'environnement sous réserves que la dynamisation du tissu économique local (et notamment en zones rurales et périurbaines) se fasse dans le respect des milieux naturels notamment protégés et des paysages.

**-FT Elargir et renouveler l'offre de services : potentiellement positif sur l'environnement via le développement de transports propres et alternatifs**

**-FT Développer l'activité touristique en misant sur la valorisation des atouts sur l'innovation et le développement durable : potentiellement positif sur l'environnement mais le développement de nouvelles destinations touristiques**

**peut aussi avoir des impacts négatifs si des critères clairs d'éco conditionnalité ne sont pas précisés.**

#### ***Amélioration ou mesures de réduction d'impact proposées par l'évaluateur***

1-Le développement durable des territoires doit bien intégrer l'environnement et le social. Un effort doit être porté au choix de sites intégrant l'environnement et une démarche de planification des espaces d'accueil des entreprises.

2- Si l'objectif de développement d'expériences pilotes de « tourisme durable » peuvent être positives pour l'environnement, le fait d'initier de nouvelles destinations touristiques, faute de critères d'éco conditionnalité clairement précisés, peuvent avoir à la fois des effets positifs comme négatifs sur l'environnement.

Il conviendra de :

- **s'assurer que le développement économique en zones rurales se fait dans le respect des milieux naturels et des paysages**
- **privilégier les projets s'inscrivant dans des démarches d'Agenda 21 ou de projet de territoires**
- **préciser la définition du tourisme durable**
- **recommander des études prospectives permettant de mesurer les impacts du développement d'une nouvelle destination touristique (accroissement du trafic de véhicules, accroissement de la pression des déchets, etc.) comme préalables au financement des projets.**

#### ***Possibilité d'ajustement du PO***

Une insertion est possible page 10 PO version du 06-10) sous la forme d'un ajout de texte :

« pour l'ensemble des mesures seront particulièrement soutenues les projets s'inscrivant dans des démarches d'Agenda 21 ou de projet de territoires et privilégiant des démarches de développement durable »

Des éléments plus détaillés figurent dans les fiches par mesure et pourront être repris et précisés dans la rédaction du DOMO.



## Renforcer l'attractivité du cadre de vie et de l'environnement

### Fiches thématiques concernées:

- FT Vers des comportements et des actes éco-responsables : efficacité énergétique, recours aux énergies renouvelables
- FT Soutenir la valorisation de la filière bois construction
- FT Prévenir les risques naturels et technologiques
- FT Gestion de l'espace, biodiversité et promotion de démarches de développement durable
- FT Revitalisation des quartiers, rénovation urbaine et développement social
- FT Réhabiliter les friches

### Enjeux thématiques environnementaux concernés :

- Vers un développement économe en espace (E1)
- Un équilibre à préserver entre l'attractivité touristique et les atouts environnementaux (E2)
- Risques technologiques et naturels (E4 et E5)
- Surveillance, réhabilitation des sites/sols pollués (E6)
- Prévention et innovation dans la gestion des déchets (E7)
- Lutte contre la banalisation et le cloisonnement des territoires ruraux (E8)
- Maintien des espaces remarquables (E9)
- Valorisation de la multifonctionnalité de la forêt (E10)
- Reconquête des milieux aquatiques (E11)
- Amélioration de la qualité de l'air (E13)
- Maîtrise de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre (E14)
- Promotion des énergies renouvelables (E15)
- Mobilisation des acteurs publics locaux et de leurs relais (E16)
- Sensibilisation de la population et des acteurs économiques (E17)

### Caractérisation et appréciation :

Plusieurs types d'actions envisagées sont susceptibles d'avoir des incidences positives sur l'environnement (plusieurs mesures sont d'ailleurs reprises des orientations préconisées dans le profil environnemental).

#### **-FT Vers des comportements et des actes éco-responsables : efficacité énergétique, recours aux énergies renouvelables**

##### *Caractérisation :*

Les actions prévues visent à :

- Favoriser les démarches globales de prise en compte de l'environnement et du développement durable (agendas 21 locaux, plans climat territoriaux, démarches de planification exemplaire),
- Accompagner le développement de la petite hydroélectricité (éviter l'éparpillement) pour éviter d'impacter le milieu aquatique et optimiser l'usage des ouvrages existants.
- Inciter les entreprises et les collectivités à la mise en œuvre de démarches globales de mobilité
- Maîtrise de la consommation d'énergie dans la construction (HQE, technologies propres)
- Inciter les collectivités, industriels et usagers à la réduction de l'impact des déchets
- Favoriser le développement des énergies renouvelables,
- Sensibiliser la population et les acteurs économiques à des comportements éco-responsables notamment dans les choix de construction

##### *Appréciation :*

L'ensemble de ces propositions sont inspirées des orientations préconisées dans le profil environnemental (E1, E3, E7, E13, E14, E15, E16, E17) et semblent donc devoir être plutôt positives pour l'environnement. Les effets favorables des énergies renouvelables sont démontrées, et des études de faisabilité sont généralement proposées pour estimer leur rentabilité. Par ailleurs les schémas départementaux et les Zones de développement de l'éolien (ZDE) devraient contribuer à contraindre le développement anarchique actuel des éoliennes.

#### **-FT Soutenir la valorisation de la filière bois construction**



#### *Caractérisation :*

Cette FT reprend les orientations stratégiques du PER : « Soutien et valorisation de l'exploitation forestière selon ses divers intérêts : puits de carbone, matériaux de construction alternatifs, bois énergie » (E10) semble donc devoir être plutôt positive sur l'environnement. Toutefois, il conviendrait de veiller à ce qu'une exploitation intensive, un enrésinement plus fort n'entraîne pas, notamment, une plus forte banalisation des paysages ou des risques accrus notamment concernant les risques naturels (incendies de forêt par exemple)

#### *Appréciation et pistes d'amélioration :*

Cette FT peut être positive pour l'environnement si les forestiers (professionnels et propriétaires) sont bien sensibilisés aux modes de gestion forestières favorables à l'environnement. La possibilité de labels de qualité pour le bois, l'appellation d'origine contrôlée (AOC) devrait contribuer à redynamiser les filières locales. L'inscription des projets dans le cadre des chartes forestières pourrait être un critère de sélection prioritaire des projets aidés.

Il s'agira, en outre, de bien valoriser les usages multifonctionnels de la forêt (loisirs, nature, protection de la qualité de l'eau, et contre les risques naturels) et de dégager les moyens d'une gestion multifonctionnelle visant à gérer les conflits d'usage.

**Il conviendra également de tenir compte du fait que le développement de la filière bois énergie peut également avoir à moyen terme des incidences négatives sur l'environnement en terme de contribution à la production de gaz à effet de serre.**

#### **-FT Prévenir les risques naturels et technologiques**

##### *Caractérisation :*

Cette FT vise à améliorer la connaissances des risques, mettre en place un observatoire, d'outils (notamment via les TIC) pour développer la culture du risque dans la prise en compte des actions de planification et d'aménagement.

Cette action reprend la première proposition du PER de développer « la culture du risque auprès des élus et de la population ainsi que de travailler avec les élus locaux et les aménageurs (sensibilisation, assistance) pour réduire la vulnérabilité des territoires et organiser la solidarité entre territoires ».

##### *Appréciation et pistes d'amélioration :*

**Cette action ne peut donc être que positive pour l'environnement si elle se fait bien en articulation avec l'axe 3 et le PO interrégional Rhône sur la question du risque d'inondations.**

La mise en œuvre des PLU et SCOT devrait être l'occasion d'y intégrer la prise en compte des risques.

De nombreux acteurs et réseaux d'experts sont présents en Rhône-Alpes sur lesquels il serait possible de s'appuyer pour faciliter la prise de conscience collective du risque : Etat, centres de recherche, missions interservices des risques naturels (MIRNAT).

#### **- FT Gestion de l'espace, biodiversité et promotion de démarches de développement durable**

##### *Caractérisation :*

**-s'orienter vers un développement économe en espaces**, (ingénierie foncière, financement d'études sur la gestion foncière innovante ; démarches intégrées PLU, SCOT, Agendas 21 pour le diagnostic, l'animation, la concertation ; études/animation pour favoriser la conduite de programmes concertés entre collectivités ou EPF pour la restructuration foncière agricole ; définition et diffusion de bonnes pratiques en matière d'intégration environnementale dans les projets d'aménagement, démarches de planification territoriale exemplaires pour l'intégration de l'environnement). Intégrer les problématiques de la préservation du milieu aquatique et de la gestion des risques inondation, du maintien de la biodiversité, de l'intégration paysagère dans les documents d'urbanisme : sur les territoires couverts à la fois par SAGE ou contrat de rivière et SCOT, lien à faire entre les démarches pour privilégier des orientations communes.

**-lutter contre la banalisation et le cloisonnement des territoires ruraux**, (identification des corridors biologiques, actions d'entretien des corridors, campagnes d'information)

**-maintenir les espaces remarquables** (réalisation d'inventaires, réhabilitation de sites Natura 2000 dégradés, actions ciblées de reconquête des milieux aquatiques, information)

**-mobiliser les acteurs publics et leurs relais et sensibiliser la population et les acteurs économiques** (actions de

formation des opérateurs et de sensibilisation des élus)

*Appréciation :*

**L'ensemble des actions présentées ci-dessous sont préconisées par le PER comme devant avoir des incidences positives sur l'environnement.**

#### **FT Revitalisation des quartiers : rénovation urbaine et développement social**

*Caractérisation :*

La FT prévoit :

- Etudes de faisabilité et pré-opérationnelles,
- Opérations de réhabilitation et de recomposition des espaces urbains dégradés
- Démolition de bâtiments, de friches pour accueillir et maintenir des activités économiques
- Communication avec les habitants

*Appréciation et pistes d'amélioration :*

*Voir fiche 10 (vers des comportements et des actes éco-responsables)*

**La revitalisation urbaine va dans le sens d'une amélioration globale de l'environnement, pourvu qu'elle comporte des actions spécifiques dédiées à ce thème. C'est bien le cas puisque cette mesure prévoit des actions innovantes pour l'environnement** : revalorisation du tissu urbain et de friches industrielles, transport urbain propre, agenda 21, démarches HQE, sensibilisation de la population, sont autant de pistes d'actions à mettre en relation avec les autres mesures (recherche, innovation, énergie, friches, transports, etc.).

Toutefois, au-delà d'une opposition de présentation entre villes et campagnes, il serait intéressant de poursuivre plus avant l'innovation qui vise à redéfinir des complémentarités urbain-rural, tant en matière de transports des personnes que de rapprochement production-consommation, avec le développement d'une agriculture péri-urbaine par exemple.

Cette FT peut avoir des incidences positives sur l'environnement. Pour s'en assurer sur le long terme, la mise en œuvre de critères de conditionnalité environnementale sera fortement souhaitable, avec un accompagnement en conseil, compte tenu de la complexité des problématiques urbaines. Il pourra être conseillé de prévoir la valorisation des déchets qui résulteront notamment des opérations de démolition et encourager les projets promouvant une moindre consommation d'espace.

#### **FT Réhabiliter les friches**

*Caractérisation :*

La FT prévoit la réhabilitation de friches (études préalables, démolition, remise à zéro, traitement de sites pollués)

*Appréciation :*

**Cette sous-mesure ne peut qu'aller dans le sens d'une incidence positive sur l'environnement. Pour des effets cumulés en faveur d'une consommation d'espace économe, il s'agira d'encourager les articulations entre cette mesure et les mesures de soutien aux entreprises pour favoriser leur implantation dans des friches réhabilitées plutôt que dans de nouvelles zones d'activité.**

La région Rhône-Alpes bénéficie sur son sol de la présence de l'Etablissement public foncier de l'ouest Rhône-alpes (EPORA), créé en 1998, dont l'objectif est le rachat de terrains en vue de leur requalification. La région peut s'appuyer sur l'EPORA pour réhabiliter les sites et sols pollués en allant au-delà du minimum réglementaire pour permettre de requalifier certains territoires pour des activités sensibles sur le plan sanitaire (logements, écoles, activités tertiaires)

### **Appréciation :**

**La grande diversité des mesures de cette mesure IIC ne permet pas d'appréciation globale des incidences sur l'environnement. On se reportera donc à l'appréciation de chacune des mesures :**

**-FT Vers des comportements et des actes éco-responsables :** efficacité énergétique, recours aux énergies renouvelables : l'ensemble de ces propositions sont inspirées des orientations préconisées dans le profil environnemental (E1, E3, E7, E13, E14, E15, E16, E17) et semblent donc devoir être plutôt positives pour l'environnement. L'ensemble de ces propositions sont inspirées des orientations préconisées dans le profil environnemental (E1, E3, E7, E13, E14, E15, E16, E17) et semblent donc devoir être plutôt positives pour l'environnement. Les effets favorables des énergies renouvelables sont démontrées, et des études de faisabilité sont généralement proposées pour estimer leur rentabilité. Par ailleurs les schémas départementaux et les Zones de développement de l'éolien (ZDE) devraient contribuer à contraindre le développement anarchique actuel des éoliennes.

**-FT Soutenir la valorisation de la filière bois construction :** reprend les orientations stratégiques du PER : « Soutien et valorisation de l'exploitation forestière selon ses divers intérêts : puits de carbone, matériaux de construction alternatifs, bois énergie » (E10) et semble donc devoir être plutôt positive sur l'environnement. Toutefois, il conviendrait de veiller à ce qu'une exploitation intensive, un enrésinement plus fort n'entraîne pas, notamment, une plus forte banalisation des paysages ou des risques accrus notamment concernant les risques naturels (incendies de forêt par exemple)

**-FT Prévenir les risques naturels et technologiques :** actions potentiellement positives pour l'environnement si elle se fait bien en articulation avec le PO interrégional Rhône sur la question du risque d'inondations.

**-FT Gestion de l'espace, biodiversité et promotion de démarches de développement durable :** L'ensemble des actions présentées dans le cadre de cette FT sont préconisées par le PER comme devant avoir des incidences positives sur l'environnement.

**-FT Revitalisation des quartiers : rénovation urbaine et développement social:** La revitalisation urbaine va dans le sens d'une amélioration globale de l'environnement, pourvu qu'elle comporte des actions spécifiques dédiées à ce thème. C'est bien le cas puisque cette fiche thématique prévoit des actions innovantes pour l'environnement : revalorisation du tissu urbain et de friches industrielles, transport urbain propre, agenda 21, démarches HQE, sensibilisation de la population, sont autant de pistes d'actions à mettre en relation avec les autres mesures (recherche, innovation, énergie, friches, transports, etc.). Cette FT peut avoir des incidences positives sur l'environnement. Pour s'en assurer sur le long terme, la mise en œuvre de critères de conditionnalité environnementale sera fortement souhaitable, avec un accompagnement en conseil, compte tenu de la complexité des problématiques urbaines. Il pourra être conseillé de prévoir la valorisation des déchets qui résulteront notamment des opérations de démolition et encourager les projets promouvant une moindre consommation d'espace.

**- FT Réhabiliter les friches :** Cette FT ne peut qu'aller dans le sens d'une incidence positive sur l'environnement. . Pour des effets cumulés en faveur d'une consommation d'espace économe, il s'agira d'encourager les articulations entre cette mesure et les mesures de soutien aux entreprises pour favoriser leur implantation dans des friches réhabilitées plutôt que dans de nouvelles zones d'activité.

### **Amélioration ou mesures de réduction d'impact proposées par l'évaluateur**

#### **1- Vers des comportements et des actes éco-responsables**

Il faudra tenir compte, par exemple, des nombreux problèmes posés par le développement anarchique des éoliennes et les enjeux en termes de banalisation des espaces et maintien de la biodiversité.

Les effets favorables des énergies renouvelables sont démontrées, et des études de faisabilité sont généralement proposées pour estimer leur rentabilité. Par ailleurs les schémas départementaux et les Zones de développement de l'éolien (ZDE) devraient contribuer à contraindre le développement anarchique actuel des éoliennes.

#### **2- Soutenir la valorisation de la filière bois construction**

Il conviendra de veiller à ce qu'une exploitation forestière intensive, un enrésinement plus fort n'entraîne pas, notamment, une plus forte banalisation des paysages ou des risques accrus notamment concernant les risques naturels (incendies de forêt par exemple)

#### ***Recommandations :***

- **soutenir prioritairement les projets s'inscrivant dans le cadre de chartes forestières**

#### **3- Prévenir les risques naturels et technologiques**

La prise en compte des risques naturels et technologiques est a priori positive pour l'environnement sous réserves d'une

prise en compte globale incluant la dimension de prévention et de réduction de la vulnérabilité et non uniquement de protection.

L'impact environnemental sera d'autant plus assuré dans le long terme que l'on **s'assurera d'une mise en œuvre intégrant la dimension de la culture du risque auprès des populations.**

#### **4- Revitalisation des quartiers : rénovation urbaine, développement social**

La revitalisation urbaine peut avoir des incidences positives sur l'environnement. Pour s'en assurer sur le long terme, la mise en œuvre de critères de conditionnalité environnementale sera fortement souhaitable :

- **soutenir l'accompagnement en conseil, compte tenu de la complexité des problématiques urbaines.**
- **prévoir la valorisation des déchets qui résulteront notamment des opérations de démolition**
- **encourager les projets promouvant une moindre consommation d'espace.**

**5-La réhabilitation de friches** ne peut qu'aller dans le sens d'une incidence positive sur l'environnement. . Pour des effets cumulés en faveur d'une consommation d'espace économe, il s'agira :

- **d'encourager les articulations entre cette mesure et les mesures de soutien aux entreprises pour favoriser leur implantation dans des friches réhabilitées plutôt que dans de nouvelles zones d'activité.**

#### ***Possibilité d'ajustement du PO***

Une insertion est possible page 12 du PO (version du 06-10) sous la forme d'un ajout de texte :

« pour l'ensemble des mesures seront particulièrement soutenues les projets s'inscrivant dans des filières économiquement viables et par ailleurs dans des démarches de documents cadres aux différentes échelles territoriales pertinentes »

Des éléments plus détaillés figurent dans les fiches par mesure et pourront être repris et précisés dans la rédaction du DOMO.

### 5.3.4 Axe III : Accessibilité : transports et TIC

#### TIC

##### Fiche thématique :

-FT Société de l'information et aménagement numérique des territoires

##### **Enjeux thématiques environnementaux concernés :**

- Vers un développement économe en espace (E1)
- Diversification des modes de transport et maîtrise des infrastructures (E3)
- Maîtrise de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre (E14)
- Sensibilisation de la population et des acteurs publics (E16 et E17)

##### **Caractérisation et pistes d'amélioration :**

Les actions prévues dans le cadre de cette fiche thématique n'a pas de rapport direct avec la problématique environnementale et donc a, *a priori* une incidence neutre sur l'environnement, si ce n'est qu'elle peut, notamment :

-faciliter l'accès à l'information sur l'environnement. La connaissance des risques naturels est susceptible de s'améliorer avec la réalisation des atlas des zones inondables et des PPR (Plan de Prévention des Risques). L'élaboration du système d'information géographique des services de l'Etat en région permettra la mise en commun de données cohérentes et échangeables sur les risques. Les TIC peuvent également être utilisés comme moyen de gestion des risques.

-faciliter la création de micro entreprises ainsi que le télétravail, resté souvent anecdotique. Certes, ce mode de travail à domicile peut présenter des inconvénients (isolement social) mais participe des changements à opérer face aux difficultés de déplacements liés au renchérissement de l'énergie

La promotion de la société de l'information peut contribuer à une réduction des déplacements.

Cette mesure peut avoir une incidence positive en termes de pollution, d'économie d'énergie et de cadre de vie notamment. Toutefois, il est également nécessaire d'envisager des incidences négatives en raison de la nécessité de gestion des déchets des équipements électriques et électromagnétiques.

Les démarches fédératives et collectives envisagées par filière, thématique ou territoire peuvent favoriser une meilleure gestion de l'énergie ou des déchets par exemple, en optimisant les coûts par une gestion collective. Là encore, les aides peuvent être conditionnées à certains engagements des porteurs de projets vis-à-vis de l'environnement.

##### **Appréciation :**

**Les incidences environnementales sont a priori limitées et circonscrites à l'amélioration de l'accès à l'information notamment sur l'environnement et le développement possible du télétravail. Elles sont donc a priori neutres et potentiellement positives.** Toutefois, il est également nécessaire d'envisager des incidences négatives en raison de la nécessité de gestion des déchets des équipements électriques et électromagnétiques.

##### **Amélioration ou mesures de réduction d'impact proposées par l'évaluateur**

Afin de renforcer l'impact positif de cette mesure sur l'environnement, les aides peuvent être conditionnées **prioritairement** à certains engagements des porteurs de projets vis-à-vis de l'environnement :

- **démarches fédératives et collectives envisagées par filière, thématique ou territoire peuvent favoriser une meilleure gestion de l'énergie ou des déchets** (notamment les déchets électriques et électroménagers issus de l'activité des TIC)

## Transports propres et multimodalité

Fiche thématique :

- FT Transports propres et multimodalité

### **Enjeux thématiques environnementaux concernés :**

- Diversification des modes de transport et maîtrise des infrastructures (E3)
- Vers un développement économe en espace (E1)
- Lutte contre la banalisation et le cloisonnement des territoires ruraux (E8)
- Maintien des espaces remarquables (E9)
- Amélioration de la qualité de l'air (E13)
- Maîtrise de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre (E14)
- Mobilisation des acteurs publics locaux et de leurs relais (E16)
- Sensibilisation de la population et des acteurs économiques (E17)

### **Caractérisation :**

Cette sous-mesure vise à :

- renforcer la multimodalité pour le transport de marchandises et de voyageurs,
- réduire les consommations de la route (véhicules propres, co-voiturage, organisation logistique),
- mobiliser les acteurs sur ce thème

Elle reprend la proposition du PER de « favoriser les expérimentations et initiatives régionales pour la multimodalité, notamment pour les transports de marchandises. »

### **Appréciation :**

L'étalement urbain entraîne la banalisation d'étendues importantes de plus en plus éloignées des villes, et génère des modes de vie incompatibles avec le développement durable (déplacements, coûts sociaux,...). Les actions prévues dans le PO peuvent contribuer à remédier à de telles incidences négatives sur l'environnement.

**Toutefois, les nouvelles infrastructures, même si elles sont à l'origine d'améliorations pour l'environnement (contournement, ferroutage, ...) risquent d'affecter des territoires sensibles. Il conviendra donc de prendre en compte également ces éléments pour qu'une action a priori positive n'ait pas parallèlement des incidences environnementales.**

### **Appréciation globale:**

Les nouvelles infrastructures, même si elles sont à l'origine d'améliorations pour l'environnement (contournement, ferroutage, ...) risquent d'affecter des territoires sensibles. Il conviendra donc de prendre en compte également ces éléments pour qu'une action a priori positive n'ait pas parallèlement des incidences environnementales (les risques d'incidences sur E1, E8, E9 seront à gérer dans la méthode de conception des projets)

### **Amélioration ou mesures de réduction d'impact proposées par l'évaluateur**

Les nouvelles infrastructures, même si elles sont à l'origine d'améliorations pour l'environnement (contournement, ferroutage, ...) risquent d'affecter des territoires sensibles.

### **Recommandations :**

- **prendre en compte dans la méthode de conception des projets les risques énoncés ci-dessus**  
**privilégier les projets s'inscrivant dans les PDU, les schémas régionaux des transports**

### 5.3.5 Axe prioritaire 4 : Plan Rhône

#### Fiche thématique :

- FT Promouvoir la culture rhodanienne son patrimoine, son identité
- FT Qualité des eaux et partage de la ressource, biodiversité
- FT gérer la demande exponentielle de déplacements dans la vallée du Rhône
- FT Assurer à partir du fleuve et des berges le développement d'un tourisme de qualité

#### Enjeux thématiques environnementaux concernés :

- Reconquête des milieux aquatiques (E 11)
- (A noter que la dégradation des milieux aquatiques en très bon état ou bon état constitue aussi un enjeu complémentaire)
- Gestion des tensions sur les usages de l'eau (E12)
- Vers un développement économe en espace (E1)
- Diversification des modes de transport et maîtrise des infrastructures (E3)
- Maîtrise de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre (E14)
- Sensibilisation de la population et des acteurs publics (E16 et E17)

#### -FT Promouvoir la culture rhodanienne son patrimoine, son identité

#### -FT Assurer à partir du fleuve et des berges le développement d'un tourisme de qualité

##### Caractérisation :

Cette fiche thématique prévoit des actions en faveur de la promotion du patrimoine naturel et culturel et notamment des paysages (travail sur le bâti et le paysage, valorisation du patrimoine fluvial) mais aussi, en relation avec la fiche thématique « Assurer à partir du fleuve et des berges le développement d'un tourisme de qualité », le développement d'activités de loisirs, la mise en réseau d'acteurs (parcs naturels, pays, contrats de développement).

##### Appréciation :

Ces fiches prévoient des incidences positives pour l'environnement notamment par la « réappropriation du fleuve Rhône par ses habitants dans le respect des richesses sociales, culturelles et environnementales de ce territoire », et par la promotion d'un tourisme organisé sur la base d'un schéma de cohérence globale et d'un cahier des charges rigoureux intégrant notamment des critères de développement durable et environnementaux » L'une des principales actions sera notamment le financement du vélo-route du Léman à la Méditerranée. Ces actions doivent être favorables aux enjeux E11, E 12 concernant la reconquête des milieux aquatiques.

Toutefois, afin de renforcer l'effet positif d'actions visant à la valorisation des paysages et du patrimoine naturel, au soutien à un tourisme respectueux du développement durable il s'agira de préciser clairement les critères d'attribution des aides. Le développement du tourisme peut en effet avoir des risques d'incidences non négligeables sur les enjeux de type E1 (développement économe en espace) et E2 (un équilibre à préserver entre attractivité touristique et atouts environnementaux) ou sur la question de la préservation de l'eau ou des milieux remarquables. En effet, les orientations du PER concernant le tourisme sont plus exigeantes que la simple évocation du concept de « tourisme durable ». Il s'agirait ainsi de préciser sa définition.

On pourra trouver dans le profil environnemental plusieurs pistes d'intervention et notamment, par exemple :

- Développer le tourisme vert « accompagnée » en lien avec des démarches concertées type contrat de rivière, CDRA,...

Initier de nouvelles destinations touristiques ne devra se faire que dans le respect de garanties environnementales fortes. A ce titre, il ne pourra être qu'encouragé d'assortir les aides à des mesures de réduction d'incidences des projets soutenus.

#### -FT Qualité des eaux et partage de la ressource, biodiversité

##### Caractérisation :

Cette fiche thématique vise à garantir la qualité des eaux et le partage de la ressource dans le respect des préconisations du SDAGE et de la DCE. Elle a aussi pour objectif la préservation de la biodiversité remarquable du fleuve et des ses annexes fragilisées.



*Appréciation :*

Ces fiches sont caractérisées par des incidences très positives pour l'environnement. Les actions en cours de définition ouvrent des programmes de lutte contre la micro-pollution, la restauration fonctionnelle des tronçons court-circuités du Rhône, le rétablissement des poissons migrateurs. Le lien fait dans le diagnostic entre restauration des écosystèmes et attractivité territoriale à vocation notamment touristique nécessite pourtant de s'assurer des compatibilités d'usages et du respect des zones protégées.

**-FT gérer la demande exponentielle de déplacements dans la vallée du Rhône**

*Caractérisation et appréciation:*

Les actions prévues dans le cadre de cette fiche visent à développer le transport fluvial « sans atteinte à l'environnement naturel et humain traversé ». Ces actions, en cohérence avec le programme européen NAIADES, ont pour objectif de constituer un type de transport alternatif à la route, permettant de limiter les gaz à effet de serre.

Les nouvelles infrastructures prévues en matière de développement du transport fluvial, même si elles sont à l'origine d'améliorations pour l'environnement, risquent d'affecter des territoires sensibles. Il conviendra donc de prendre en compte également ces éléments pour qu'une action a priori positive n'ait pas parallèlement des incidences environnementales négatives (les risques d'incidences sur E1, E8, E9 seront à gérer dans la méthode de conception des projets)

**Appréciation :**

Les actions prévues dans le cadre de l'axe plan Rhône doivent a priori avoir des incidences positives sur l'environnement notamment pour ce qui est des enjeux « Reconquête des milieux aquatiques » (E 11) et « Gestion des tensions sur les usages de l'eau » (E12).

On veillera à ce qu'ils n'aient pas parallèlement des incidences environnementales négatives (les risques d'incidences sur E1, E8, E9 seront à gérer dans la méthode de conception des projets)

**Amélioration ou mesures de réduction d'impact proposées par l'évaluateur**

Le développement du transport fluvial a des incidences a priori positives sur l'environnement notamment du fait de la réduction d'émissions polluantes et des effets induits liés à la décongestion de l'axe autoroutier du sillon rhodanien. Il convient toutefois de noter que le PO prévoit aussi, logiquement, le développement des infrastructures de navigation d'une part mais aussi de déchargement.

Afin d'optimiser les incidences positives sur l'environnement il convient cependant de :

- **s'assurer que les travaux liés aux infrastructures fluviales et maritimes intègrent la dimension environnementale : respects des milieux naturels, gestions des déchets notamment**

La création d'activités par le développement d'un tourisme de qualité doit s'intégrer dans des critères de qualité notamment environnementale clairement affichée.

Le développement d'activités structurantes le long du fleuve doit se faire dans le respect des équilibres des milieux terrestres et fluviaux (notamment des espaces protégés).

On devra notamment :

- **s'assurer que le développement des infrastructures visant à accroître l'attractivité du territoire se fera dans des cadres structurés de gestion de la fréquentation et de réduction de ses effets éventuellement négatifs sur les milieux concernés.**



## 5.4 Les mesures de réduction d'impact, meilleure garantie de prise en compte effective de l'environnement

La mise en œuvre de mesures de réduction d'impact sera la meilleure garantie d'atteindre les objectifs fixés dans le respect de l'environnement, que ce soit en matière de biodiversité, de maîtrise des pollutions ou des ressources naturelles aussi bien que la mise en œuvre d'énergies nouvelles, de transports alternatifs, etc. **Ainsi les engagements des porteurs de projets quant à la réduction de la consommation d'énergies fossiles, la gestion des déchets, l'éco-conception des produits, le management environnemental, ou la formation des personnels et acteurs concernés devraient constituer des critères d'attribution des aides.**

**Ces critères devront se traduire dans le DOMO (Document de Mise en Œuvre) et surtout être mis en application au moment de l'instruction des dossiers.**

En s'attachant à la prise en compte du retour d'expérience des précédents programmes, il convient toutefois **d'adapter le niveau d'exigence à la taille des porteurs de projets** afin que ceux-ci soient en possibilité d'y faire face. Une mutualisation de certains procédés (accès aux énergies renouvelables, collecte des déchets par exemple) peut grandement aider à faire avancer les petites entreprises vers les pratiques du développement durable.

**Tableau des mesures de réduction d'impact proposées par l'évaluateur**

Regroupement de fiches thématiques	Amélioration ou mesures de réduction d'impact proposées par l'évaluateur
<b>Axe 1 : Innovation et économie de la connaissance</b>	
<b>Soutenir l'innovation technologique au profit des entreprises rhônalpines</b>	<p>A ce stade, il convient surtout d'attirer l'attention sur la nécessité d'évaluation économique et environnementale des projets qui découleront de cette mesure, afin de s'assurer de la fiabilité des filières imaginées.</p> <p>Il s'agira d'aider <b>en priorité</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>les projets de recherche et d'innovation qui intègrent des critères de développement durable</b> (« label développement durable » » qu'il conviendra de construire et de définir de manière précise. Ce travail devra être effectué par les partenaires).</li> <li>• ).</li> <li>• ).</li> <li>• Les documents de <b>promotion de l'innovation qui intègrent la dimension environnementale</b></li> </ul>
<b>Anticiper les mutations pour accompagner le développement des PME/TPE</b>	<p>Afin de renforcer l'impact positif de ces mesures sur l'environnement, il sera nécessaire d'accompagner <b>prioritairement les projets respectant des critères de conditionnalité environnementale suivants</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>soutien au management environnemental</b> dans le développement de l'entreprise comme critère d'innovation organisationnelle et environnementale (démarches de certification, formations...)</li> <li>• <b>critères d'éco conditionnalité dans le choix de l'implantation des entreprises</b>, localisation des entreprises dans des friches réhabilitées, des zones déjà urbanisées ou à proximité de pôles multimodaux.</li> <li>• <b>exclusion de localisations de projet d'implantation en zone inondable ou en milieu sensible</b></li> <li>• <b>démarches fédératives ou actions collectives envisagées par filière, thématique ou territoire favorisant une meilleure gestion de l'énergie ou des déchets</b>, par exemple, ou optimisant les coûts pour une gestion collective,</li> <li>• les projets inscrits dans les <b>Plans de déplacement urbains (PDU)</b>.</li> </ul>

## Axe 2 : Développement durable des territoires

<p><b>Favoriser durablement le développement des territoires</b></p>	<p>1-Le développement durable des territoires doit bien intégrer l'environnement et le social. Un effort doit être porté au choix de sites intégrant l'environnement et une démarche de planification des espaces d'accueil des entreprises.</p> <p>2- Si l'objectif de développement d'expériences pilotes de « <u>tourisme durable</u> » peuvent être positives pour l'environnement, le fait d'initier de nouvelles destinations touristiques, faute de critères d'éco conditionnalité clairement précisés, peuvent avoir à la fois des effets positifs comme négatifs sur l'environnement.</p> <p>Il conviendra de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>s'assurer que le développement économique en zones rurales se fait dans le respect des milieux naturels et des paysages</b></li> <li>• <b>privilégier les projets s'inscrivant dans des démarches d'Agenda 21 ou de projet de territoires</b></li> <li>• <b>préciser la définition du tourisme durable</b></li> <li>• <b>recommander des études prospectives permettant de mesurer les impacts du développement d'une nouvelle destination touristique (accroissement du trafic de véhicules, accroissement de la pression des déchets, etc.) comme préalables au financement des projets.</b></li> </ul>
<p><b>Renforcer l'attractivité du cadre de vie et de l'environnement</b></p>	<p><b><u>1- Vers des comportements et des actes éco-responsables</u></b></p> <p>Les effets favorables des énergies renouvelables sont démontrées, et des études de faisabilité sont généralement proposées pour estimer leur rentabilité. Par ailleurs les schémas départementaux et les Zones de développement de l'éolien (ZDE) devraient contribuer à contraindre le développement anarchique actuel des éoliennes.</p> <p><b><u>2- Soutenir la valorisation de la filière bois construction</u></b></p> <p>Il conviendra :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>de veiller à ce qu'une exploitation forestière intensive, un enrésinement plus fort n'entraîne pas, notamment, une plus forte banalisation des paysages ou des risques accrus notamment concernant les risques naturels (incendies de forêt par exemple).</b></li> <li>• <b>de soutenir prioritairement les projets s'inscrivant dans le cadre de chartes forestières</b></li> </ul> <p><b><u>3- Prévenir les risques naturels et technologiques</u></b></p> <p>La prise en compte des risques naturels et technologiques est a priori positive pour l'environnement sous réserves d'une prise en compte globale incluant la dimension de prévention et de réduction de la vulnérabilité et non uniquement de protection.</p> <p>L'impact environnemental sera d'autant plus assuré dans le long terme que l'on <b>s'assurera d'une mise en œuvre intégrant la dimension de la culture du risque auprès des populations.</b></p> <p><b><u>4- Revitalisation des quartiers : rénovation urbaine et développement social</u></b></p> <p>La revitalisation urbaine peut avoir des incidences positives sur l'environnement. Pour s'en assurer sur le long terme, la mise en œuvre de critères de conditionnalité environnementale sera fortement souhaitable :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>soutenir l'accompagnement en conseil, compte tenu de la complexité des problématiques urbaines.</b></li> <li>• <b>prévoir la valorisation des déchets qui résulteront notamment des opérations de démolition</b></li> <li>• <b>encourager les projets promouvant une moindre consommation d'espace.</b></li> </ul> <p><b><u>5-La réhabilitation de friches</u></b> ne peut qu'aller dans le sens d'une incidence positive sur l'environnement. . Pour des effets cumulés en faveur d'une consommation d'espace économe, il s'agira :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>d'encourager les articulations entre cette mesure et les mesures de soutien aux entreprises pour favoriser leur implantation dans des friches réhabilitées plutôt que dans de nouvelles zones d'activité.</b></li> </ul>

### Axe 3 : Accessibilité : transports et TIC

TIC	<p>Afin de renforcer l'impact positif de cette mesure sur l'environnement, les aides peuvent être conditionnées prioritairement à certains engagements des porteurs de projets vis-à-vis de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>démarches fédératives et collectives envisagées par filière, thématique ou territoire peuvent favoriser une meilleure gestion de l'énergie ou des déchets</b> (notamment les déchets électriques et électroménagers issus de l'activité des TIC)</li> </ul>
Transports	<p>Les nouvelles infrastructures, même si elles sont à l'origine d'améliorations pour l'environnement (contournement, ferroutage, ...) risquent d'affecter des territoires sensibles.</p> <p>Il convient de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>prendre en compte dans la méthode de conception des projets les risques énoncés ci-dessus</b></li> <li>• <b>privilégier les projets s'inscrivant dans les PDU, les schémas régionaux des transports</b></li> </ul>

### Axe 4 : Plan Rhône

Promouvoir la culture rhodanienne, son patrimoine, son identité	<p>A ce stade incidences potentielles plutôt positives sur l'environnement.</p> <p>Cependant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>il convient de s'assurer que la réappropriation du fleuve notamment par le biais des activités de loisirs se fasse dans le respect des milieux naturels et des paysages.</b></li> </ul>
Qualité des eaux et partage de la ressource, biodiversité	<p>A ce stade incidences potentielles plutôt positives sur l'environnement.</p>
Gérer la demande exponentielle de déplacements de la vallée du Rhône	<p>Le développement du transport fluvial a des incidences a priori positives sur l'environnement notamment du fait de la réduction d'émissions polluantes et des effets induits liés à la décongestion de l'axe autoroutier du sillon rhodanien.</p> <p>Il convient toutefois de noter que le PO prévoit aussi, logiquement, le développement des infrastructures de navigation d'une part mais aussi de déchargement.</p> <p>Afin d'optimiser les incidences positives sur l'environnement il convient cependant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>s'assurer que les travaux liés aux infrastructures fluviales et maritimes intègrent la dimension environnementale : respects des milieux naturels, gestions des déchets notamment</b></li> </ul>
Assurer à partir du fleuve et de ses berges le développement d'un tourisme de qualité	<p>La création d'activités par le développement d'un tourisme de qualité doit s'intégrer dans des critères de qualité notamment environnementale clairement affichée.</p> <p>Le développement d'activités structurantes le long du fleuve doit se faire dans le respect des équilibres des milieux terrestres et fluviaux (notamment des espaces protégés).</p> <p>On devra notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>s'assurer que le développement des infrastructures visant à accroître l'attractivité du territoire se fera dans des cadres structurés de gestion de la fréquentation et de réduction de ses effets éventuellement négatifs sur les milieux concernés.</b></li> </ul>

## 6 Description des mesures de suivi envisagées

**Nota : la définition des mesures de suivi intervient dans un contexte de dialogue autour du PO encore actif. Ainsi la liste des indicateurs proposés peut être amené à évoluer en fonction des étapes de validation à venir.**

**Par ailleurs le dispositif de suivi (outils de suivi, modalités de collecte etc.) est en cours de réflexion et sera notamment décliné dans le DOMO.**

Les informations contenues dans ce chapitre se basent sur une proposition de sélection d'indicateurs provisoire (version du 04/12/2006)

### 6.1 Cadrage

Pour la période 2007-2013, la Commission européenne recommande la mise en place d'une démarche d'évaluation en continu. Le but ultime est de rapprocher l'évaluation de l'action, d'en faire un outil plus stratégique. Dans un tel contexte, la mise au point du dispositif de suivi-évaluation est essentielle, tout particulièrement le choix et le suivi des indicateurs. L'évaluateur doit vérifier les impacts qualitatifs et quantitatifs attendus (à travers notamment le choix d'indicateurs de suivi du programme).

L'évaluateur est intervenu à différents stades dans le processus de sélection des indicateurs :

- En amont, par son appui méthodologique (animation de deux réunions méthodologiques, production d'un guide méthodologique)
- In fine par la production d'une analyse de la sélection des indicateurs et de la quantification des impacts attendus

**Le détail des analyses est contenu dans le rapport ex ante.**

**Nous n'avons retranscrit ici que les analyses portant spécifiquement sur les indicateurs environnementaux.**

### 6.2 Analyse de la pertinence des indicateurs environnementaux sélectionnés

#### 6.2.1 Le choix d'un nombre restreint d'indicateurs de contexte et d'impact stratégiques conformes aux recommandations de la Commission européenne

D'ores et déjà, l'évaluateur souligne la bonne prise en compte des recommandations méthodologiques qu'il a résumées dans un guide (voir le rapport ex ante pour plus de détail) et développées devant les membres du partenariat présents lors d'une réunion de travail consacrée aux indicateurs.

Conformément aux préconisations de la Commission européenne et sur le conseil de l'évaluateur, la région Rhône-Alpes a fait le choix de ne pas faire figurer dans le Programme Opérationnel des volumes importants d'indicateurs mais au contraire **un nombre restreint d'indicateurs qui illustrent la stratégie et les impacts majeurs qui sont attendus du programme opérationnel FEDER régional.**

Dans cet esprit, le PO Rhône-Alpes comporte un nombre restreint mais pertinent d'indicateurs:

- **indicateurs de contexte (11 dont 2 indicateurs environnementaux)**
- **indicateurs stratégiques d'impact (26 dont 8 indicateurs stratégiques environnementaux)**

C'est dans le DOMO que figureront les indicateurs de suivi du programme :

- Indicateurs de réalisation,
- Indicateurs de résultat.

Les indicateurs clés proposés par la Commission européenne ont été retenus dans le PO lorsque :

- Ils sont adaptés (certains indicateurs proposés par la Commission européenne ne concernent pas le programme opérationnel « compétitivité régionale et emploi » FEDER Rhône-Alpes, ex : indicateur CE 14 « nombre de routes nouvelles »),
- Ils sont faciles à « renseigner » au regard des sources disponibles au niveau régional (lorsque ce n'est pas le cas, les indicateurs proposés par la Commission européenne ont été ajustés régionalement)
- Ils sont d'ordre stratégique pour le programme et doivent donc figurer dans le PO (les indicateurs de suivi proposés comme indicateurs clés par la Commission européenne ne figurent pas dans le PO mais seront dans la mesure du possible, repris dans le DOMO)

**La prise en compte des indicateurs clés recommandés par la Commission européenne en matière d'environnement**

Les 41 indicateurs clés de la Commission	Nature de l'indicateur	Prise en compte dans le PO, dans le DOMO	Commentaire
<b>Energie renouvelable</b>			
(23) Nombre de projets	Indicateur de réalisation	DOMO (?)	
(24) Capacité supplémentaire de production d'énergie	Indicateur d'impact	PO	Cet indicateur est présent dans le PO mais de manière ajustée. Un indicateur de contexte proche a été retenu : -« efficacité énergétique » qui se calcule en rapportant la consommation d'énergie/PIB en kwh
<b>Environnement et changements climatiques</b>			
(25) Population supplémentaire concernée par un dispositif dans le secteur de la distribution des eaux		Non concerné	
(26) Population supplémentaire concernées par un dispositif de traitement des eaux usées		Non concerné	
(27) Nombre de projets de traitement des déchets		Non concerné	
(28) Nombre de projets visant à l'amélioration de la qualité de l'air	Indicateur de réalisation	DOMO (?)	
(29) Surfaces réhabilitées (km²)	Indicateur d'impact	PO	Cet indicateur est présent dans le PO mais de manière ajustée. Un indicateur visant à mesurer le « taux de reconversion de friches industrielles et urbaines » par la mesure des emplois créés après réhabilitation de friches est en cours d'élaboration. Cet indicateur devra être fourni par l'EPORA.
(30) Réduction des gaz à effet de serre (Co² en équivalent, kt)	Indicateur d'impact	PO	Cet indicateur est présent dans le PO mais de manière ajustée. Un indicateur de contexte proche de l'indicateur CE a été retenu : « réduction des gaz à effet de serre (CO2) : volume de carburants consommés pour les transports »
<b>D'autres indicateurs « environnement » ont été retenus pour tenir compte des objectifs stratégiques spécifiques à la région Rhône-Alpes :</b> -Un indicateur de contexte : « évolution de la fragmentation des territoires » -Un indicateur stratégique : « nombre de démarches SME dans les entreprises (certifiées ou non) » -« tonnes de CO2 économisées par rapport à la variation de trafic réalisé par camion » (pour l'axe fleuve Rhône) -qualité de l'eau (pour l'axe fleuve Rhône) -« nombre de m3 de bois exploités » pour la mesure de soutien à la filière bois-construction			
<b>Prévention des risques</b>			
(31) Nombre de projets	Indicateur de réalisation	DOMO (?)	
(32) Nombre de personnes profitant des mesures de protection contre les inondations	Indicateur d'impact	PO	Cet indicateur est présent dans le PO mais de manière ajustée La dimension « risques » est abordée via l'indicateur « nombre de DCS et DICRIM réalisés ».
(33) Nombre de personnes profitant des mesures de protection contre les incendies et autres mesures de protection	Indicateur d'impact		

## 6.2.2 Quelle pertinence des indicateurs retenus au regard des impacts attendus ?

On constate globalement une bonne couverture du programme par la sélection d'un groupe d'indicateurs reflétant les priorités stratégiques du programme.

Les indicateurs ont été retenus en prenant bien en compte la méthodologie préconisée dans le guide produit par l'évaluateur en s'appuyant sur :

- L'importance relative du poids financier des axes et mesures pour lesquels des indicateurs doivent être retenus (l'importance du poids financier pour l'axe innovation, recherche et entreprises justifie le fait que plusieurs indicateurs stratégiques ont été retenus pour suivre ces questions)
- L'identification des objectifs stratégiques, des résultats et impacts attendus auprès de telles ou telles cibles à partir de la réalisation d'un diagramme logique d'impacts réalisé par l'évaluateur

**L'axe 3 « environnement et prévention des risques »** (représentant 26% des montants prévus du programme-hors assistance technique) est un axe centré sur l'environnement dont l'impact est bien couvert via un panel d'indicateurs spécifiques (4 indicateurs stratégiques).

Mais on compte aussi, en conformité avec la stratégie du programme, des **indicateurs « développement durable » au caractère transversal** au programme (indicateurs « développement durable » pour suivre l'axe « transports » ou l'axe « développement durable du fleuve Rhône »), soit un total de 8 indicateurs stratégiques « environnement » et de 2 indicateurs de contexte.

Le tableau de la page suivante recense 8 indicateurs stratégiques d'impact et 2 indicateurs de contexte :

- **Indicateurs identifiés pour l'axe III** : nombre de m3 de bois exploités, taux de conversion des friches industrielles et urbaines, nombre de démarches SME dans les entreprises (certifiées ou non). Notons que ce dernier indicateur peut être utilisé de manière transversale au programme en suivant notamment les effets de la mesure « apporter aux PME/TPE les outils pour un développement durable » de l'axe 1.
- **Indicateurs « développement durable » identifiés pour l'axe III « accessibilité »** : réduction des gaz à effet de serre, évolution de la fréquentation des réseaux de transports collectifs régionaux (TER et autocars)
- **Indicateurs « développement durable » identifiés pour l'axe IV « axe de développement et de protection de l'environnement »** : tonnes de CO2 économisées par rapport à la variation de trafic réalisé par camion, qualité de l'eau.

Nous suggérons, afin de mettre en valeur les indicateurs « développement durable » du programme de les faire précéder d'un petit **pictogramme « développement durable »**.

Les remarques et questions posées par l'évaluateur pendant le travail de sélection des indicateurs (recommandations de l'évaluateur sur la sélection d'indicateurs proposées au 21/11/2006) ont généralement bien été prises en compte dans la proposition d'indicateurs mis à disposition le 5/12/2006. Voir les schémas des pages suivantes.

Toutefois quelques ajustements sont encore à préciser.

Indicateurs proposés par le partenariat au 04/12/2006 : les indicateurs ajoutés ou modifiés par rapport à la version du 21/11/2006 sont en rouge

Axe III- Environnement et prévention des risques			26 %
Indicateurs de contexte	Fiches thématiques	Indicateurs stratégiques d'impact	
<ul style="list-style-type: none"> <li>•Évolution de la fragmentation des territoires</li> <li>•Efficacité énergétique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>4-Vers des comportements et des actes éco responsables: efficacité énergétique, recours aux énergies renouvelables</li> <li>5-Soutenir la filière bois-construction</li> <li>6-Prévenir les risques naturels et technologiques</li> <li>7-Gestion de l'espace, biodiversité et promotion de démarches de développement durable</li> <li>9-Réhabiliter les friches</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Nombre de m3 de bois exploités</li> <li>•Taux de conversion de friches industrielles ou urbaines</li> <li>•Nombre de démarche SME dans les entreprises (certifiées ou non)</li> <li>•Nombre de DCS et DICRIM réalisés</li> <li>•Réduction des gaz à effet de serre (CO2) :Volume des carburants consommés pour les transports</li> <li>•Évolution de la fréquentation des réseaux de transports collectifs régionaux (TER et autocars)</li> <li>•Tonnes de CO2 économisées par rapport à la variation de trafic réalisé par camion</li> <li>•Qualité de l'eau</li> </ul>	

Rappel des Indicateurs proposés au 21/11/2006

Axe III- Environnement et prévention des risques			MT %
Indicateurs de contexte	Fiches thématiques	Indicateurs stratégiques d'impact	
<ul style="list-style-type: none"> <li>•Surface occupée par la forêt en Rhône-Alpes</li> <li>•Nombre de m3 de bois exploités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>4-Vers des comportements et des actes éco responsables: efficacité énergétique, recours aux énergies renouvelables <b>MT %</b></li> <li>5-Soutenir la filière bois-construction <b>MT %</b></li> <li>6-Prévenir les risques naturels et technologiques <b>MT %</b></li> <li>7-Gestion de l'espace, biodiversité et promotion de démarches de développement durable <b>MT %</b></li> <li>9-Réhabiliter les friches <b>MT %</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Capacité supplémentaire de production d'énergie renouvelable (<b>CE 24</b>)</li> <li>•Part des énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie</li> <li>•Nombre de DCS et DICRIM réalisés</li> <li>•Nombre de collectivités engagées dans des démarches labellisées d'environnement ou de développement durable</li> <li>•Évolution de la fragmentation du territoire</li> </ul>	



Le schéma suivant retranscrit :

- **A gauche** : les analyses et recommandations de l'évaluateur sur la version des indicateurs proposées le 21/11/2006 en préparation de la réunion de travail des partenaires sur les indicateurs
- **A droite** : l'analyse de la prise en compte des recommandations de l'évaluateur (recommandations du 21/11/2006) dans la nouvelle proposition d'indicateurs fournie le 04/12/2006.

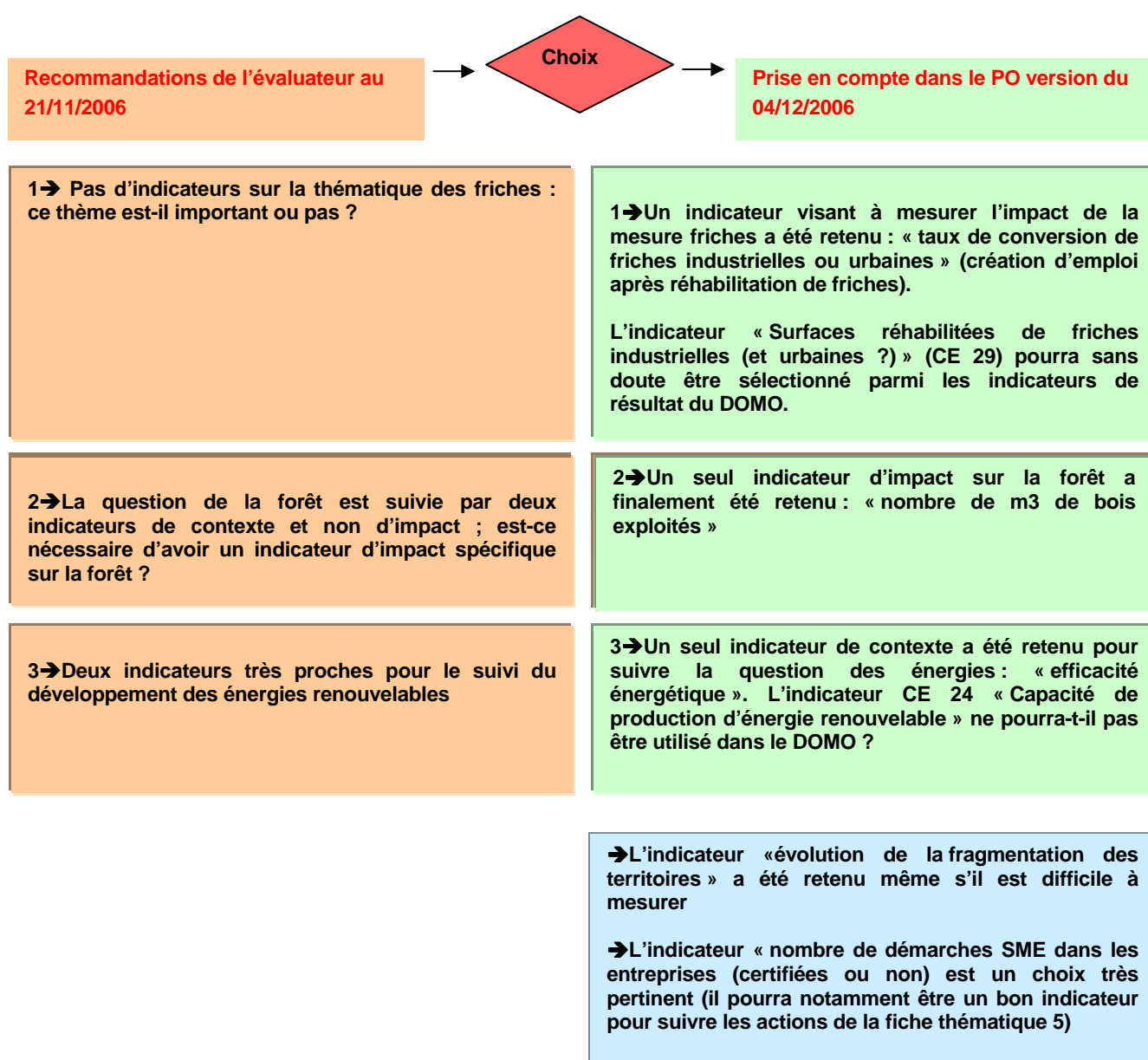
**Légende :**

-en **vert**, les **recommandations** de l'évaluateur parfaitement **prises en compte**,

-en **saumon**, les **recommandations** de l'évaluateur **non** prises en compte,

-en **saumon et vert** (bicolore), les **recommandations** **partiellement** prises en compte,

-en **bleu**, des remarques complémentaires de l'évaluateur sur les nouveaux indicateurs fournis au 04/12/2006.



## 6.3 La quantification des impacts attendus

La quantification des objectifs à atteindre est un exercice délicat.

La méthodologie suivante a été proposée :

- L'appel à l'expérience des programmes précédents (évaluations intermédiaires et finales des DOCUP 2000-2006, mobilisation des résultats obtenus dans PRESAGE)
- La mobilisation de référentiels nationaux,

Exemple pour le calcul de l'effet emploi a été utilisé le "rapport de synthèse des résultats de l'évaluation finale des DOCUP 2000-2006 », page 14 à 40 notamment.

- Les dires d'experts des différents services,

Exemple : pour le choix des indicateurs environnementaux, la DIREN, la DRAF, l'ADEME, la DRIRE ont apporté leur expertise,

- Les discussions des groupes de travail

Au 04/12/2006, l'exercice de quantification des impacts attendus n'est pas terminé.

Notons d'ores et déjà que cet exercice s'est fait en Rhône-Alpes selon une méthodologie partenariale. Les différents services compétents (DIREN, DRAF, ADEME, DRIRE) ont proposés des estimations quantifiées d'objectifs à atteindre à partir des valeurs de départ existant et selon l'expérience des précédents programmes.

Nous n'avons toutefois pas encore d'informations précises sur le mode de calcul utilisé tant pour fixer la valeur de départ que pour évaluer les objectifs à atteindre.

Nous attirons l'attention des partenaires sur la nécessité de :

- bien indiquer la source et de s'assurer de sa fiabilité, de sa pérennité,
- ainsi que d'indiquer les modes de calcul ou la méthode utilisée pour renseigner les valeurs de base et fixer les objectifs à atteindre.
- de préciser les modes de renseignement qui seront requis en particulier pour le renseignement des indicateurs stratégiques d'impact (PRESAGE, autre, enquête, etc.)

## 6.4 L'organisation du suivi et de l'évaluation environnementale du programme

A ce stade du travail partenarial, les modalités précises du suivi n'ont pas (à l'exception d'un premier choix d'indicateurs) été fixées.

L'évaluation ex ante environnementale comme la première étape de sélection des indicateurs est en cours d'achèvement. A l'issue de ce premier travail, il convient de s'interroger sur l'organisation à adopter pour s'assurer de la bonne mise en œuvre du suivi et de l'évaluation environnementale du programme *a posteriori* et en continu.

L'un des garants de la qualité du processus d'évaluation est de s'assurer au fur et à mesure du bon renseignement des indicateurs. Il s'agit non seulement de s'assurer que les indicateurs prévus sont renseignés mais que les

modalités d'interprétation pour saisir la bonne donnée sont bien comprises et utilisées de la même manière par tous.

Il nous paraît donc important que soit clairement prévu une **piste d'audit indicateur** permettant de garantir la qualité de cette information au même titre que l'information financière.

Il conviendra donc de **définir les moyens et les logiques d'organisation du suivi afin de s'assurer de sa pérennité mais surtout de son utilité du point de vue du pilotage du programme**. L'avis environnemental insiste en effet sur l'importance du suivi de la mise en œuvre, notamment des critères d'éco-conditionnalité.

Il conviendra ainsi, dans le cadre du suivi de la question environnementale, de :

- Bien identifier les personnes et les services chargées de ce suivi,
- Veiller à bien articuler le dispositif de suivi environnemental avec le dispositif de suivi global,

Rappelons en effet la nécessité d'intégrer la dimension environnementale au sein du dispositif de suivi global du PO et de ne pas en faire un suivi à part qui resterait uniquement dans la sphère des spécialistes de l'environnement mais bien plutôt de viser une appropriation plus large dans la dynamique de l'ESE.

**Un plan prévisionnel d'évaluation** doit donc être établi en intégrant notamment un volet environnemental, le suivi du bilan carbone, etc.

On pourrait ainsi proposer que soit prévu :

- Une évaluation intermédiaire au programme de dimension globale,
- Des évaluations ciblées portant sur les mesures « environnementales » stratégiques du programme (évaluation des actions relatives au développement durable du fleuve Rhône, par exemple)

## 7 Synthèse de la consultation du public

---

### 7.1 Cadrage de l'exercice

Par lettre conjointe du 2 février 2006, les deux directions générales « Politique régionale » et « Environnement » de la Commission européenne s'accordent sur la nécessité d'application de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, aux programmes opérationnels préparés par les Etats membres au titre des Fonds structurels et de cohésion.

Le but de celle-ci est « d'assurer un niveau élevé de protection de l'environnement, et de contribuer à l'intégration de considérations environnementales dans l'élaboration et l'adoption de ces programmes en vue de promouvoir un développement durable ».

Dans le cadre de la transposition de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001, il a été organisé une consultation du public sur le programme opérationnel du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) 2007-2013 pour la région Rhône-Alpes.

Le parti pris de Rhône-Alpes a été de l'engager dès la conception du programme traduisant ainsi sa volonté de concevoir un programme « durable » où cohabitent environnement, économie et équité sociale. Une démarche qui fait appel à une consultation du public.

Conformément à la directive, cette consultation a été annoncée par voix de presse, à raison de deux journaux par département. Les documents consultables étaient mis à disposition du public avec un registre pour la formulation des observations, dans chacune des préfectures de département. En outre, afin de donner une plus forte audition à la consultation, la région Rhône-Alpes a choisi d'utiliser Internet pour diffuser les documents et de proposer un questionnaire élaboré lors d'une réunion de travail réunissant l'autorité environnementale, l'autorité de gestion et l'évaluateur.

Cette consultation a été organisée selon l'arrêté du Préfet de la région Rhône-Alpes, en mettant à disposition du public, 30 octobre au 30 novembre 2006, les documents suivants :

- Le projet de programme opérationnel FEDER 2007-2013
- L'évaluation stratégique environnementale du projet de programme opérationnel,
- Un questionnaire a été élaboré conjointement par l'évaluateur et les partenaires afin de favoriser un recueil des avis plus ciblé,
- L'avis de l'Autorité environnementale (DIREN Rhône-Alpes).

### 7.2 Les résultats de la consultation

Sur les huit départements concernés, seul un questionnaire papier a été recueilli dans le département de l'Ain.

Notons que la page d'Actualités du site Internet de la DIREN contenant l'annonce de la consultation du public a été visitée 871 fois dans la période du 30 octobre au 30 novembre. 153 questionnaires ont été ouverts et 18 questionnaires renseignés.

**Compte tenu du peu de réponses, celles-ci ne sont pas exploitables. Ce n'est donc qu'à titre indicatif et anecdotique que les réponses des 18 personnes ayant répondu au questionnaire sont ici retranscrites.**

Parmi les 17 personnes ayant apporté une réponse, 12 sont des particuliers, 3 représentants d'une association et 2 représentants d'une collectivité territoriale. Les réponses viennent de 5 départements (l'Ain, l'Ardèche, l'Isère, la Loire et le Rhône).

La qualité de l'eau et la qualité de l'air figurent parmi les premiers domaines (les deux thèmes ont été cités 10 fois), exigeant, selon les 18 personnes ayant répondu au questionnaire, une surveillance particulière en région Rhône-Alpes.

Lorsque l'on interroge les personnes sur la prise en compte de l'environnement dans le programme opérationnel, 11 déclarent qu'ils la jugent « insuffisante ». Cette affirmation ne doit pas nous étonner : la règle qui veut que ce sont majoritairement les insatisfaits qui se manifestent se confirme ici. En outre, cette affirmation est en contradiction avec les réponses obtenues aux questions suivantes. « Au final, pensez-vous que le futur programme opérationnel FEDER aura des impacts ou des effets sur l'environnement plutôt positifs, négatifs ou neutres ? ». Aucune réponse négative n'est apportée à cette question: les effets du programme sont jugés soit « neutres » (7 réponses) soit « positifs » (7 réponses). En outre, à la question « l'évaluation environnementale apporte-elle des éléments d'information suffisamment clairs et précis sur l'intégration des préoccupations environnementales », 11 personnes répondent « oui, plutôt ». L'évaluation environnementale est jugée par 12 des 18 personnes ayant répondu au questionnaire « comme un outil qui permettra d'améliorer la qualité des interventions ».

Quelques remarques et suggestions d'amélioration du programme ont été retranscrites ici :

1) mieux écouter les Associations, 2) avoir plus de documentations, 3) faire participer très activement les enfants et les jeunes de toutes écoles françaises et des DOM-TOM!!!!!!
Définition d'indicateurs cibles plus pertinents, connus à l'avance ; engagements sur la conditionnalité des aides en fonction de l'impact environnemental.
En ce qui concerne la restauration des milieux aquatiques : globalement, soutien pour toute démarche répondant aux objectifs de la DCE. Plus spécifiquement : - soutien au fonctionnement des collectivités en charge de la mise en place de la gestion
Favoriser les démarches de gestion équilibrée des milieux, à l'échelle de territoires cohérents (bassins versants, unités géologiques ou paysagères)
Mettre la préservation de l'environnement au premier plan, en adaptant les projets sociaux et économiques, non pas l'inverse.
Transversalité des démarches et des projets pour un développement durable
Une information en amont de tout public peut-être par le biais des journaux des communes (ou communautés) qui sont élaborés par ces mêmes instances, que ce soit concis et facile à lire

Quelques remarques et suggestions des personnes ayant répondu au questionnaire « afin de faire de l'évaluation environnementale un outil permettant d'améliorer la qualité des interventions » :

Attention : cette évaluation ne doit demander aux bénéficiaires des aides plus de travail que le bénéfice des aides octroyées...
correction des erreurs / actions peu efficaces
difficile à appliquer
En se fixant des objectifs de résultats environnementaux
L'évaluation environnementale permettrait d'assurer la qualité des interventions avec une meilleure définition préalable des modalités d'engagements des aides.
1) faire beaucoup plus de pédagogie 2) faire des émissions spéciales à la télévision 3) promouvoir des S.E.F. = sorties environnementales françaises

## 7.3 Les enseignements de la consultation

Compte tenu du faible nombre de retours de la consultation, de leur caractère parfois anecdotique ou du fait que les suggestions apportées par les répondants au questionnaire ont déjà été appréhendées soit dans le PO, le rapport environnemental ou l'avis environnemental, des modifications au PO ne semblent donc pas requises.

Les enseignements à tirer de cette consultation sont donc très limités :

- **Le PO mobilise peu les citoyens** malgré l'information faite sur la consultation (et toute la démarche préparatoire mise en œuvre par le partenariat : mise à disposition d'un questionnaire sur site Internet). Toutefois, les 871 consultations de la page Internet consacrée à la consultation ainsi que l'ouverture du questionnaire par près de 153 personnes semblent démontrer un intérêt, même si elles ne sont suivies d'aucune observation.
- Les quelques personnes qui se sont exprimées ont évoqué leur intérêt pour l'information et la consultation du public. Toutefois, les réponses apportées, au caractère souvent général, montrent le **caractère inadapté du type de consultation retenu. Si l'écoute du public et plus particulièrement des associations est une demande des citoyens, elle semble devoir passer par davantage de « simplicité », « de pédagogie » et de « lisibilité tout public »**. En outre, les réponses aux questions indiquent un intérêt plus poussé pour les questions de la mise en œuvre du programme (quelle application ? quels effets de l'évaluation environnementale pour les bénéficiaires du programme ? etc.) La mise en consultation de documents conséquents au caractère technique assez poussé (un programme opérationnel, un rapport d'évaluation environnemental de plus de 100 pages au caractère très technique) doit sans doute être interrogée sur sa pertinence. Force est de constater que cela risque de ne pas améliorer l'image d'une Europe jugée, à tort ou à raison, trop technocratique.
- **Les prochaines consultations devraient tenir compte de cette « difficulté de communication »** pour rendre les programmes plus attractifs pour les citoyens et les futurs porteurs de projets, en ayant recours à une présentation et un langage davantage « grand public ». La consultation du public doit relever d'une véritable démarche élaborée de communication.

# 1 Annexes

## 1.1 Annexe 1 : Les exigences réglementaires relatives au contenu du rapport environnemental

*Extraits de la circulaire de la Direction des études économiques de l'évaluation environnementale du MEDD du 12 avril 2006.*

**Le contenu du rapport environnemental :**

« **Le rapport environnemental n'est pas la description des incidences sur l'environnement de chacun des projets** encadrés par le plan ou le document. **Il relève d'une démarche de synthèse à un stade où la localisation ou la nature des travaux ne sont pas forcément connus avec précision.** Les informations contenues dans le rapport environnemental (et en particulier l'évaluation des incidences sur l'environnement et la présentation des mesures pour les éviter, les réduire ou les compenser) doivent être adaptés au contenu et au degré de précision du plan ou du document. (p.9) »

**Les informations à fournir en vertu de l'article 5, paragraphe 1, 1 de la Directive 2001/42 sous réserve des paragraphes 2 et 3 dudit article sont les suivantes:**

- a) un **résumé du contenu, les objectifs principaux du plan ou du programme** et les liens avec d'autres plans et programmes pertinents;
- b) les **aspects pertinents de la situation environnementale** ainsi que son évolution probable si le plan ou programme n'est pas mis en oeuvre;
- c) les caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière notable;
- d) les problèmes environnementaux liés au plan ou au programme, en particulier ceux qui concernent les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux directives 79/409/CEE et 92/43/CEE;
- e) les objectifs de la protection de l'environnement, établis au niveau international, communautaire ou à celui des États membres, qui sont pertinents pour le plan ou le programme et la manière dont ces objectifs et les considérations environnementales ont été pris en considération au cours de leur élaboration;
- f) **les effets notables probables sur l'environnement**, y compris sur des thèmes comme la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs.
- g) **les mesures envisagées pour éviter, réduire et, dans la mesure du possible, compenser toute incidence négative notable** de la mise en oeuvre du plan ou du programme sur l'environnement;
- h) une déclaration résumant les raisons pour lesquelles les autres solutions envisagées ont été sélectionnées, et une **description de la manière dont l'évaluation a été effectuée**, y compris toute difficulté rencontrée (les déficiences techniques ou le manque de savoir-faire) lors de la collecte des informations requises;
- i) une description des **mesures de suivi envisagées** conformément à l'article 10;
- j) un **résumé non technique** des informations visées aux points ci-dessus

## 1.2 Annexe 2 : Le processus de décision

## 1.2.1 Note de l'autorité environnementale du 01/08/2006



PREFECTURE DE LA REGION RHONE-ALPES

### **Direction Régionale de l'Environnement**

RHONE-ALPES

Service des Données, de l'Evaluation,  
de la Promotion de l'environnement  
et des Affaires Générales  
Mission Evaluation

Politiques Contractuelles

Affaire suivie par :

Nicolas ROUGIER

tél : 04 37 48 37 15 – fax : 04 37 48 37 21

[nicolas.rougier@rhone-alpes.ecologie.gouv.fr](mailto:nicolas.rougier@rhone-alpes.ecologie.gouv.fr)

n/réf : NR/nom du fichier\_date frappe/n° chrono

Lyon, le 1<sup>er</sup> août 2006

**Remarques sur la note  
EDATER ESE n°3**

**PO 2007-2013**

La note ESE n°3 d'EDATER portant appréciation de la prise en compte de l'environnement dans la stratégie du PO 2007-2013 de Rhône-Alpes – version de juillet 2006 – appelle de notre part les observations suivantes :

### **1.1.2.3 : Le tableau des enjeux du profil .... (page 4) :**

revoir pagination : le tableau de synthèse se trouve page 8 et non page 9 comme annoncé

corriger 2<sup>e</sup> phrase : ce ne sont pas les orientations stratégiques qui ont été classées de 1 à 17 mais les enjeux. La phrase devrait être « Les orientations sont réparties suivant les 17 enjeux eux-mêmes regroupés en 5 catégories ».



premier tiret : il est plus exact de dire que ce sont les enjeux qui ont été reclassés en fonction du degré de prise en compte des orientations stratégiques associées.

## **2.2 : La prise en compte des enjeux du Profil... :**

commentaire n°4 (page 6) - concernant le fait que la question de l'usage « économe de l'espace » est essentiellement présentée en termes de sensibilisation du public et de financement d'études - : ceci s'explique par le fait que le PO présentée concerne l'intervention du FEDER et qu'il n'est pas prévu que le FEDER finance hors de l'objectif « convergence » les infrastructures de transport, la construction de logements/bureaux, les acquisitions foncières ni la gestion de l'espace (agricole ou naturel) pris en charge par le FEADER <sup>7</sup>.

Le PO Rhône-Alpes prévoit donc que cette problématique d'une nécessaire gestion économe de l'espace, essentielle en Rhône-Alpes, soit prise en compte en amont par des actions de sensibilisation des acteurs et par un soutien à des études de type diagnostics territoriaux/schémas d'aménagement durable/démarches de planification exemplaires.

concernant le fait que le PO ne reprenne pas clairement en termes d'actions concrètes l'enjeu du PER « diversifier les modes de transport et maîtriser les infrastructures » : la remarque est pertinente. Ce flou est à relier aux faibles disponibilités en FEDER qui ne permettent pas l'expression d'objectifs ambitieux comme la mise en place de nouveaux réseaux de transport collectifs performants et donc susceptibles de modifier significativement les habitudes individuelles pour les trajets domicile-travail. D'un autre côté, on peut considérer que cet apparemment manque d'ambition traduit un souci de cohérence pour le PO (bonne adéquation ressources/objectifs).

concernant le fait que l'enjeu de mobilisation des acteurs et de sensibilisation de la population se retrouve pris en compte de façon dispersé dans différents objectifs du PO : c'est le propre d'un enjeu transversal d'être traduit de manière opérationnelle dans les différentes composantes d'un programme. Toutefois, une présentation explicite, dans un paragraphe distinct, de cet enjeu et de la façon dont il a été « ventilé » dans le programme serait effectivement de nature à rendre plus visible sa prise en compte dans le PO.

commentaire n°5 : le début est un copier-coller du 1.1.2.3 de la page 4. Voir les remarques formulées précédemment.

---

<sup>7</sup> Cf articles 4 et 5 de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au Fonds européen de développement régional (FEDER)

### 1.2.2 Note de l'autorité environnementale du 23/10/2006

#### **Programme opérationnel objectif « compétitivité régionale et emploi »**

**2007-2013**

**Région Rhône-Alpes**

**Note sur les indicateurs**

Dans sa note sur les impacts attendus et les indicateurs, EDATER définit 3 types d'indicateurs :

- les indicateurs de contexte : ils sont en nombre limité (une vingtaine d'indicateurs), ne sont pas forcément connectés aux axes et actions du PO et doivent être disponibles. Ils rendent compte de l'évolution du contexte régional caractérisé par le diagnostic territorial.
- les indicateurs financiers et physiques de réalisation : ils rendent compte de l'avancement de la programmation (nombre de dossiers et montant FEDER programmés par axe, par mesure voire par type de projets si une typologie est définie le cas échéant).
- les indicateurs stratégiques (d'impact) : ce sont les indicateurs qui doivent permettre de mesurer le niveau d'atteinte des objectifs visés par les mesures ou sous-mesures du programme.

EDATER précise « qu'il convient de rester réaliste au regard des possibilités offertes par les indicateurs. Comme son nom le souligne, un indicateur indique. Il n'épuise pas la compréhension d'un problème. »

#### **Proposition de la DIREN :**

Indicateurs de contexte : Les enjeux du profil environnemental régional (PER) caractérisent de manière synthétique et très intégrée le contexte environnemental régional.

Aussi, pour ce qui concerne l'environnement, nous proposons de prendre comme indicateurs de contexte les indicateurs permettant d'apprécier l'évolution des enjeux environnementaux du PER.

Dans la note de cadrage de l'évaluation environnementale figurait la sélection d'indicateurs suivante (un seul indicateur avait été proposé par enjeu).

Catégories d'enjeux	Enjeux du PER	Eléments à caractériser	Indicateurs de contexte
dynamisme économique et pressions anthropiques	1- Vers un développement économique en espace	utilisation des sols et consommation d'espace	surfaces des espaces artificialisés, des espaces naturels, des espaces agricoles (enquête Teruti)
	2- Un équilibre à préserver entre l'attractivité touristique et les atouts environnementaux	attractivité touristique et fréquentation	nuitées selon types d'hébergements marchands (hôtels, campings, auberges, centres de vacances, gîtes)
	3- Diversification des modes de transport et maîtrise des infrastructures	utilisation des transports collectifs	fréquentation de l'ensemble des réseaux de transports urbains de la région
	4 et 5 - Maîtrise de l'exposition aux risques naturels et technologiques	information de la population	nombre de DCS (Dossiers Communaux Synthétiques des risques majeurs) et de DICRIM (Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs) réalisés
	6- surveillance et réhabilitation des sites/sols pollués	connaissance des sites pollués ou potentiellement pollués	nombre de sites recensés dans l'inventaire des anciens sites industriels (inventaire BASIAS)
	7- Prévention et innovation dans la gestion des déchets	Modes de valorisation/élimination des déchets ménagers	répartition du gisement de déchets ménagers selon les différents modes d'élimination ou de valorisation
espaces naturels	8- Lutte contre la banalisation et le cloisonnement territoires ruraux	fragmentation des territoires	répartition par classe de taille des unités territoriales non fragmentées par les réseaux de transport et les zones urbaines
	9- Maintien des espaces remarquables		
	10- Valorisation de la multifonctionnalité de la forêt	gestion forestière	surfaces de forêts publiques et de forêts privées bénéficiant d'une gestion régulière
eau et milieux aquatiques	11- Reconquête des milieux aquatiques	qualité des cours d'eau	répartition par classes de qualité des indices biologiques
	12- Gestion des tensions sur usages de l'eau	usages de l'eau	volumes des prélèvements par usage (alimentation en eau potable, industrie, agriculture, neige de culture)

qualité de l'air, énergie et effet de serre	13- Amélioration de la qualité de l'air	qualité de l'air	nombre de jour de dépassement des objectifs de qualité et seuils d'alerte pour les principaux polluants
	14- Maîtrise de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre	consommation d'énergie	répartition de l'énergie finale consommée (TEP) par secteur d'activité (industrie, transports, résidentiel-tertiaire) et par type d'énergie (charbon, gaz, électricité, produits pétroliers, bois)
	15- Promotion des énergies renouvelables	part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie	part des énergies renouvelables dans la consommation totale d'énergie
Culture environnementale et action locale	16- Mobilisation acteurs publics locaux et de leurs relais	intégration de l'environnement dans les politiques des collectivités	nombre de collectivités engagées dans des démarches labellisées d'environnement ou de développement durable
	17- sensibilisation de la population et des acteurs économiques	intégration des préoccupations environnementales dans les entreprises	nombre d'entreprises labellisées dans le cadre de la semaine du développement durable

Une partie de ces indicateurs a déjà été collectée et est présentée dans le fichier Excel ci-joint. Les quelques indicateurs de contexte environnemental à retenir pourraient être choisis parmi cette sélection.

Indicateurs stratégiques (d'impact) :

EDATER propose de ne retenir que quelques indicateurs stratégiques d'impacts environnementaux (4 ou 5) à répartir dans les différentes priorités du PO puisque l'environnement est pris en compte de manière transversale.

Il convient de rappeler pour certaines fiches thématiques du PO, les actions envisagées sont en fait exactement des orientations stratégiques du PER.

On peut ainsi facilement rattacher à ces fiches thématiques les enjeux du PER associés à ces orientations stratégiques (voir figure ci-après).

L'indicateur d'impact de la fiche thématique peut alors être choisi parmi les indicateurs proposés dans le PER pour cet enjeu. Bien évidemment, il conviendra de s'assurer que l'indicateur retenu est en lien avec les actions prévues dans la fiche thématique (ce n'est pas forcément le cas). La possibilité pourra se présenter que l'indicateur d'impact retenu soit par ailleurs un indicateur de contexte.

### 1.3 Annexe 3 : Tableau détaillé des enjeux du Profil Environnemental Régional

Catégories d'enjeux	Enjeux du PER	Explicitation de l'enjeu	Orientations stratégiques du Profil Environnemental Régional
Dynamisme économique et pressions anthropiques	1- Vers un développement économe en espace	<p>La pression urbaine, qu'il s'agisse du développement de l'habitat ou des zones d'activités, induit une consommation d'espaces à la périphérie des zones urbaines et des grandes infrastructures. La demande croissante de la population pour un environnement de qualité, ainsi que le prix du foncier et la facilité des transports, contribuent à cet éloignement des centres-villes. Ce phénomène fragilise l'agriculture périurbaine. Il entraîne une banalisation et un morcellement des paysages et des milieux dans des espaces d'autant plus menacés qu'ils ne sont pas spécifiquement protégés. Il implique également une augmentation des déplacements individuels, contribuant à la pollution de l'air et à l'effet de serre.</p> <p>Ce type de développement n'est pas durable, en ce sens qu'il met en jeu le patrimoine des générations futures.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• inciter à la bonne élaboration des documents d'urbanisme rénovés (PLU, SCOT) pour une réelle maîtrise des conséquences des choix de développement sur l'environnement et la santé</li> <li>• favoriser des démarches globales de prise en compte de l'environnement et de développement durable (ex. agendas 21 locaux)</li> <li>• appuyer les intercommunalités pour la prise en compte de l'environnement dans les projets de territoires (pays, agglomérations...)</li> </ul>
	2- Un équilibre à préserver entre l'attractivité touristique et les atouts environnementaux	<p>La région Rhône-Alpes est l'une des toutes premières destinations touristiques françaises. Offrant une large variété d'activités touristiques et de loisirs, elle conjugue tourisme de masse et tourisme diffus et sa fréquentation s'étale sur toute l'année. C'est en grande partie sur la qualité de ses espaces naturels que repose son attractivité.</p> <p>Or, leur fréquentation induit des pressions sur les milieux, les paysages et les ressources qui, si elles ne sont pas maîtrisées, peuvent produire des contre-effets (perte d'attractivité). Ceci justifie dans l'intérêt de tous, le maintien de ce réseau d'espaces voire le renforcement de leur protection. C'est le maintien de l'identité et de la qualité des espaces régionaux comme un atout touristique et de cadre de vie qui est ici en jeu.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• développer auprès des touristes et des Rhônalpins une sensibilité/culture écologique pour un moindre impact individuel sur les milieux</li> <li>• maîtriser le développement des équipements sportifs et la fréquentation des milieux naturels fragiles (haute montagne, cours d'eau)</li> <li>• promouvoir les opérations pilotes de « tourisme durable » et se servir de ces expériences pour d'autres projets touristiques</li> <li>• affiner la connaissance des différents types de tourisme en Rhône-Alpes (poids économiques, impacts environnementaux, territoires concernés)</li> </ul>

Catégories d'enjeux	Enjeux du PER	Explicitation de l'enjeu	Orientations stratégiques du Profil Environnemental Régional
	3- Diversification des modes de transport et maîtrise des infrastructures	Rhône-Alpes est un carrefour de voies de communication de premier plan. Le trafic de transit est conjugué à un trafic de proximité intense dans les zones à forte densité urbaine. Le trafic de proximité est accentué par le phénomène d'étalement urbain cité précédemment, l'étalement urbain étant lui-même favorisé par la qualité de la desserte. Cette intensité des trafics et la densité des infrastructures liées génèrent de nombreuses atteintes à l'environnement et la santé : pollution de l'air, consommation énergétique et contribution à l'effet de serre, risques liés aux transports de matières dangereuses (en particulier en zone urbaine), nuisances dues au bruit, cloisonnement des espaces (effet de coupure) par les infrastructures linéaires.	<ul style="list-style-type: none"> <li>inciter les entreprises et les collectivités à la mise en oeuvre de démarches globales de mobilité</li> <li>favoriser les expérimentations et initiatives régionales pour la multimodalité, y compris pour le transport de marchandises</li> </ul>
	4 et 5 - Maîtrise de l'exposition aux risques naturels et technologiques	<p>Risques technologiques : De nombreuses activités industrielles et grandes infrastructures implantées en Rhône-Alpes sont génératrices de risques pour l'environnement et pour la population : accidents liés aux ICPE, installations nucléaires, anciennes mines, transport de matières dangereuses par les infrastructures ou canalisations, ruptures de barrages.... La population est d'autant plus exposée à ces risques que les installations sont proches voire insérées dans des zones urbaines denses. Pour cela, les dispositifs de prévention et de gestion des risques industriels sont non seulement appliqués mais renforcés dans la région.</p> <p>Risques naturels : Le territoire régional est concerné par tous les types de risques naturels : avalanches, mouvements de terrain, incendies, séismes, inondations. Néanmoins le risque inondation, concernant tout le territoire régional, est la préoccupation dominante. Dans un certain nombre de situations, le risque concerne directement les vies humaines et, plus généralement, les dommages aux biens. Il est accentué par l'urbanisation existante et parfois insuffisamment maîtrisée dans les zones exposées. Il est également aggravé par les politiques d'aménagement (imperméabilisation des zones urbanisées, artificialisation des cours d'eau et des pelouses alpines). On assiste à une prise de conscience et à une prise en compte croissantes de ces problématiques.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>développer la culture du risque auprès des élus et de la population</li> <li>travailler avec les élus locaux et les aménageurs (sensibilisation, assistance) pour réduire la vulnérabilité des territoires et organiser la solidarité entre les territoires</li> <li>prendre en compte spécifiquement les situations où les risques industriels se cumulent avec des risques d'inondation ou de mouvements de terrain</li> <li>agir en amont pour prévenir les risques : conserver ou recréer des zones d'expansion des crues</li> </ul>

Catégories d'enjeux	Enjeux du PER	Explicitation de l'enjeu	Orientations stratégiques du Profil Environnemental Régional
	6- Surveillance et réhabilitation des sites/sols pollués	<p>La région Rhône-Alpes est marquée par une longue histoire industrielle. Les sites ayant accueilli ou accueillant des activités industrielles peuvent présenter une pollution du sol et parfois des eaux souterraines.</p> <p>Ces pollutions affectent le milieu et peuvent avoir des conséquences pour la santé des populations avoisinantes. Ces sites font par ailleurs l'objet d'importants enjeux fonciers, plus particulièrement en zone urbaine.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>compléter l'inventaire historique régional, largement incomplet en Rhône-Alpes, en donnant la priorité aux zones urbanisées</li> <li>réhabiliter les sites et sols pollués allant au-delà du minimum réglementaire pour permettre de requalifier certains territoires pour des activités sensibles sur le plan sanitaire (logements, écoles, activités tertiaires)</li> </ul>
	7- Prévention et innovation dans la gestion des déchets	Malgré les actions de mise à niveau (collectes sélectives, équipements) et de prévention (information, sensibilisation...) engagées, la gestion des déchets est encore insuffisamment maîtrisée, au regard des enjeux environnementaux, sanitaires ou d'économies de ressources ou matières premières. Les gisements sont toujours en croissance, la part de déchets valorisés peut être améliorée, les équipements de traitement sont insuffisants, les déchets dangereux ou toxiques produits par les particuliers ou les petites entreprises sont insuffisamment pris en compte.	<ul style="list-style-type: none"> <li>inciter et accompagner collectivités, entreprises et usagers à la réduction à la source de la production de déchets et à la réduction de la toxicité des déchets produits</li> <li>poursuivre les actions en vue de la valorisation des déchets des ménages et des entreprises et sensibiliser la population et les acteurs économiques</li> <li>conforter voire développer les filières de collecte, de valorisation ou de traitement</li> </ul>
<b>Espaces naturels</b>	8- Lutte contre la banalisation et le cloisonnement territoires ruraux	Les paysages et espaces naturels ou ruraux non spécifiquement protégés risquent une perte d'identité (patrimoniale, paysagère), une dégradation de leur qualité écologique et un morcellement, du fait de la pression urbaine et du développement des infrastructures linéaires. De plus en plus de démarches locales témoignent d'une reconnaissance croissante de ces espaces, mais le maintien de leur continuité (nécessaire à la fonctionnalité des écosystèmes) reste une question essentielle.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Identifier et préserver les continuités écologiques essentielles à la fonctionnalité des écosystèmes et des espèces migratrices (infrastructures vertes et bleues = corridors biologiques)</li> </ul>
	9- Maintien des espaces remarquables	Les nombreux espaces remarquables (montagnes, zones humides, ...) de Rhône-Alpes constituent des atouts incontestables pour la région. Ils sont à reconnaître, protéger et valoriser à ce titre. Or, un certain nombre d'atteintes peuvent mettre en jeu leur qualité écologique et paysagère : fréquentation de masse, équipements et aménagements touristiques, loisirs de proximité, pratiques agricoles....	<ul style="list-style-type: none"> <li>compléter la connaissance fine des milieux remarquables et évaluer les dégradations</li> <li>sensibiliser les publics aux risques et impacts de la fréquentation des milieux remarquables</li> <li>inciter les collectivités à développer si nécessaire des outils de gestion (moyens financiers et humains) complémentaires aux outils réglementaires de protection (classement de sites, réserves naturelles...)</li> </ul>

Catégories d'enjeux	Enjeux du PER	Explicitation de l'enjeu	Orientations stratégiques du Profil Environnemental Régional
	10- Valorisation de la multifonctionnalité de la forêt	Le patrimoine forestier régional est riche et diversifié, mais l'équilibre entre les différentes fonctions de la forêt (production bois, protection face aux risques naturels, biodiversité, accueil du public, contribution au paysage, chasse...) reste à trouver.	<ul style="list-style-type: none"> <li>reconnaître et valoriser la vocation « d'intérêt public » de la forêt (loisirs, nature, protection de la qualité de l'eau et contre les risques naturels) et dégager les moyens correspondants pour sa gestion multifonctionnelle</li> <li>sensibiliser le monde forestier (professionnels et propriétaires) aux enjeux d'environnement et aux modes de gestion forestières favorables à l'environnement</li> <li>soutenir et valoriser l'exploitation forestière selon ses divers intérêts : puits de carbone, matériaux de construction alternatifs, bois-énergie</li> </ul>
Eau et milieux aquatiques	11- Reconquête des milieux aquatiques	Les milieux humides et aquatiques, particulièrement variés en Rhône-Alpes, sont reconnus globalement riches voire localement remarquables. Mais leur artificialisation (aménagements) remet en cause leurs potentialités écologiques. Elle peut aussi avoir des conséquences sur la qualité et la disponibilité de la ressource (notamment eau potable). Les têtes de bassin sont particulièrement concernées.	<ul style="list-style-type: none"> <li>poursuivre la reconquête physique et écologique des cours d'eau et zones humides et assurer leur entretien, notamment dans le cadre de démarches globales et conformément aux dispositions de la DCE et des SDAGE</li> <li>soutenir la mobilisation de tous les types d'acteurs, faciliter la constitution d'instances de concertation sur la question de l'eau par bassin et inciter au développement de SAGE et de contrats de rivière</li> </ul>
	12- Gestion des tensions sur usages de l'eau	Les tensions sur les usages (prélèvements pour l'agriculture, l'industrie et la production d'énergie, les activités de loisirs notamment la production de neige artificielle) sont susceptibles de remettre en cause les usages prioritaires comme l'alimentation en eau potable ou de porter fortement atteinte à l'état des milieux et de la ressource. La qualité de l'eau ainsi que ses usages (alimentation en eau potable mais aussi pêche, loisirs nautiques, prélèvements industriels à forte contrainte de qualité) sont également affectés par les pollutions diffuses d'origine agricole, et ponctuellement par les rejets industriels et urbains.	<ul style="list-style-type: none"> <li>développer une gestion économe de la ressource en eau : AEP, irrigation, industrie, neige artificielle</li> </ul>
Qualité de l'air, énergie et effet de serre	13- Amélioration de la qualité de l'air	La qualité globalement médiocre de l'air régional sur certains paramètres, notamment dans les zones urbanisées, provient principalement de la pollution par les transports et plus ponctuellement des émissions industrielles. Elle porte directement atteinte à la santé publique.	<ul style="list-style-type: none"> <li>participer à l'amélioration de la connaissance de la qualité de l'air et de son impact sur la santé dans le cadre du plan santé-environnement</li> <li>poursuivre les actions de lutte contre l'ambroisie</li> </ul>
	14- Maîtrise de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre	On constate une consommation croissante en énergie dans tous les secteurs (transports, résidentiels et tertiaires y compris la climatisation, industrie). Celle-ci contribue, lorsqu'il s'agit d'énergies fossiles, à la dégradation de la qualité de l'air et aux émissions de gaz à effet de serre.	<ul style="list-style-type: none"> <li>sensibiliser les industriels, les professionnels de la construction et la population à des choix et comportements écoresponsables réduisant les consommations d'énergie et les émissions de CO2</li> <li>renforcer les programmes visant la maîtrise de la consommation d'énergie dans le résidentiel/tertiaire et dans les entreprises</li> </ul>



Catégories d'enjeux	Enjeux du PER	Explicitation de l'enjeu	Orientations stratégiques du Profil Environnemental Régional
	15- Promotion des énergies renouvelables	La région dispose d'un potentiel important, se positionne de manière volontariste et obtient des résultats significatifs concernant les énergies renouvelables (hydroélectricité, bois énergie, solaire, éolien). Cependant, les impacts environnementaux de ces techniques ne sont pas négligeables et leur acceptabilité sociale n'est pas acquise. Leur impact économique (création d'activités et d'emplois) est par ailleurs encore sous-estimé.	<ul style="list-style-type: none"> <li>organiser le développement de l'éolien pour intégrer les contraintes environnementales et permettre l'accessibilité sociale des projets (études préalables et sensibilisation)</li> <li>développer les potentialités régionales en matière d'énergies renouvelables en renforçant les programmes régionaux en place</li> <li>soutenir et organiser le développement de la filière « bois-énergie », contribuant à la gestion durable des milieux forestiers</li> </ul>
Culture environnementale et action locale	16- Mobilisation acteurs publics locaux et de leurs relais	L'environnement doit trouver sa traduction opérationnelle dans les politiques développées par les acteurs de maîtrise d'ouvrage publique sur leur territoire. Sensibilisation, assistance, formation, échanges d'expérience... concourent à mobiliser ces décideurs et leur réseau de relais (parfois associatif) pour intégrer la démarche globale de l'environnement et donner sens au développement durable.	<ul style="list-style-type: none"> <li>faciliter les échanges d'expériences relatives aux actions éco-responsables (mises en place dans le cadre de la SNDD)</li> <li>professionnaliser la chaîne de décision des politiques publiques (sensibilisation et formation des élus, assistance à maître d'ouvrage, formation de la fonction publique territoriale, etc.) sur l'environnement</li> <li>inciter à l'intégration de la dimension « environnement » dans les démarches et actions locales</li> </ul>
	17- Sensibilisation de la population et des acteurs économiques	La population et les acteurs économiques régionaux apparaissent globalement sensibilisés aux enjeux d'environnement. Mais les comportements des particuliers à cet égard relèvent encore souvent du NIMBY et l'écocitoyenneté reste encore à concrétiser bien que de plus en plus d'expériences locales se développent, notamment à l'initiative de collectivités. L'implication des particuliers et des acteurs économiques passe non seulement par la prise de conscience de leur responsabilité environnementale, mais aussi par l'intérêt qu'ils en retireront (rentabilité, reconnaissance, qualité de vie, de service, de produit, ...).	<ul style="list-style-type: none"> <li>encourager les actions d'éducation à l'environnement des jeunes en partenariat avec tous les acteurs régionaux de l'éducation</li> <li>développer la sensibilisation du grand public</li> <li>soutenir la professionnalisation et l'expertise des associations</li> </ul>

## 1.4 Annexe 4 : Méthode d'analyse de la pertinence du PO au regard des enjeux du PER

La DIREN a réalisé un tableau de synthèse reprenant l'ensemble des orientations stratégiques telles que présentées dans la note de synthèse du Profil environnemental. Les orientations sont réparties suivant les 17 enjeux eux-mêmes regroupés en 5 catégories.

Nous y avons surligné en couleur les éléments qui, selon nous, ont été repris dans le PO. Afin de figurer leur degré de prise en compte, nous avons reclassé les enjeux en fonction du degré de prise en compte des orientations stratégiques associées dans le projet de stratégie du PO en distinguant plusieurs niveaux de prise en compte :

- surligné en **rouge et en gras** les enjeux et **orientations qui ont été repris de manière très forte au niveau d'un axe ou de manière transversale dans l'ensemble du programme,**
- **surligné en rose et en gras** les enjeux et **orientations repris de manière forte mais seulement au niveau de s fiches thématiques**
- surligné en **maigre et en rose** : **les enjeux évoqués mais au niveau des types d'actions prévues ou de manière secondaire.**
- les orientations non prises en compte sont en **noir**.

Cet exercice a été effectué une première fois en juillet 2006 sur l'avant projet de PO (grille n°1) puis une deuxième fois sur l'avant projet de PO daté de septembre 2006 (grille n°2).

On voit les priorités s'ajuster au cours d'élaboration du PO et un nombre plus important d'enjeux du PER être repris dans le PO.

Grille n°1 Le degré de prise en compte des enjeux du PER dans l'avant projet de PO FEDER (juillet 2006)

Catégories d'enjeux	Enjeux du PER	orientations stratégiques
dynamisme économique et pressions anthropiques	1- Vers un développement économique en espace	<ul style="list-style-type: none"> <li>- inciter à la bonne élaboration des documents d'urbanisme rénovés (PLU, SCOT) pour une réelle maîtrise des conséquences des choix de développement sur l'environnement et la santé</li> <li>- favoriser des démarches globales de prise en compte de l'environnement et de développement durable (ex. agendas 21 locaux)</li> <li>- appuyer les intercommunalités pour la prise en compte de l'environnement dans les projets de territoires (pays, agglomérations...)</li> </ul>
	3- Diversification des modes de transport et maîtrise des infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> <li>- inciter les entreprises et les collectivités à la mise en oeuvre de démarches globales de mobilité</li> <li>- favoriser les expérimentations et initiatives régionales pour la multimodalité, y compris pour le transport de marchandises</li> </ul>
	2- Un équilibre à préserver entre l'attractivité touristique et les atouts environnementaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- développer auprès des touristes et des Rhônalpins une sensibilité/culture écologique pour un moindre impact individuel sur les milieux</li> <li>- maîtriser le développement des équipements sportifs et la fréquentation des milieux naturels fragiles (haute montagne, cours d'eau)</li> <li>- promouvoir les opérations pilotes de « tourisme durable » et se servir de ces expériences pour d'autres projets touristiques</li> <li>- affiner la connaissance des différents types de tourisme en Rhône-Alpes (poids économiques, impacts environnementaux, territoires concernés)</li> </ul>
	4 et 5 – Maîtrise de l'exposition aux risques naturels et technologiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- développer la culture du risque auprès des élus et de la population</li> <li>- travailler avec les élus locaux et les aménageurs (sensibilisation, assistance) pour réduire la vulnérabilité des territoires et organiser la solidarité entre les territoires</li> <li>- prendre en compte spécifiquement les situations où les risques industriels se cumulent avec des risques d'inondation ou de mouvements de terrain</li> <li>- agir en amont pour prévenir les risques : conserver ou recréer des zones d'expansion des crues</li> </ul>
	6- surveillance et réhabilitation des sites/sols pollués	<ul style="list-style-type: none"> <li>- compléter l'inventaire historique régional, largement incomplet en Rhône-Alpes, en donnant la priorité aux zones urbanisées</li> <li>- réhabiliter les sites et sols pollués allant au-delà du minimum réglementaire pour permettre de requalifier certains territoires pour des activités sensibles sur le plan sanitaire (logements, écoles, activités tertiaires)</li> </ul>
	7- Prévention et innovation dans la gestion des déchets	<ul style="list-style-type: none"> <li>- inciter et accompagner collectivités, entreprises et usagers à la réduction à la source de la production de déchets et à la réduction de la toxicité des déchets produits</li> <li>- poursuivre les actions en vue de la valorisation des déchets des ménages et des entreprises et sensibiliser la population et les acteurs économiques</li> <li>- conforter voire développer les filières de collecte, de valorisation ou de traitement</li> </ul>
Culture environnementale et action locale	16- Mobilisation acteurs publics locaux et de leurs relais	<ul style="list-style-type: none"> <li>- faciliter les échanges d'expériences relatives aux actions éco-responsables (mises en place dans le cadre de la SNDD)</li> <li>- professionnaliser la chaîne de décision des politiques publiques (sensibilisation et formation des élus, assistance à maître d'ouvrage, formation de la fonction publique territoriale, etc.) sur l'environnement</li> <li>- inciter à l'intégration de la dimension « environnement » dans les démarches et actions locales</li> </ul>
	17- sensibilisation de la population et des acteurs économiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- encourager les actions d'éducation à l'environnement des jeunes en partenariat avec tous les acteurs régionaux de l'éducation</li> <li>- développer la sensibilisation du grand public</li> <li>- soutenir la professionnalisation et l'expertise des associations</li> </ul>
qualité de l'air, énergie et effet de serre	13- Amélioration de la qualité de l'air	<ul style="list-style-type: none"> <li>- participer à l'amélioration de la connaissance de la qualité de l'air et de son impact sur la santé dans le cadre du plan santé-environnement</li> <li>- poursuivre les actions de lutte contre l'ambroisie</li> </ul>
	14- Maîtrise de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre	<ul style="list-style-type: none"> <li>- sensibiliser les industriels, les professionnels de la construction et la population à des choix et comportements écoresponsables réduisant les consommations d'énergie et les émissions de CO2</li> <li>- renforcer les programmes visant la maîtrise de la consommation d'énergie dans le résidentiel/tertiaire et dans les entreprises</li> </ul>
	15- Promotion des énergies renouvelables	<ul style="list-style-type: none"> <li>- organiser le développement de l'éolien pour intégrer les contraintes environnementales et permettre l'accessibilité sociale des projets (études préalables et sensibilisation)</li> <li>- développer les potentialités régionales en matière d'énergies renouvelables en renforçant les programmes régionaux en place</li> <li>- soutenir et organiser le développement de la filière « bois-énergie », contribuant à la gestion durable des milieux forestiers</li> </ul>
Espaces naturels	8- Lutte contre la banalisation et le cloisonnement territoires ruraux	Identifier et préserver les continuités écologiques essentielles à la fonctionnalité des écosystèmes et des espèces migratrices (infrastructures vertes et bleues = corridors biologiques)
	9- Maintien des espaces remarquables	<ul style="list-style-type: none"> <li>- compléter la connaissance fine des milieux remarquables et évaluer les dégradations</li> <li>- sensibiliser les publics aux risques et impacts de la fréquentation des milieux remarquables</li> <li>- inciter les collectivités à développer si nécessaire des outils de gestion (moyens financiers et humains) complémentaires aux outils réglementaires de protection (classement de sites, réserves naturelles...)</li> </ul>
eau et milieux aquatiques	11- Reconquête des milieux aquatiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- poursuivre la reconquête physique et écologique des cours d'eau et zones humides et assurer leur entretien, notamment dans le cadre de démarches globales et conformément aux dispositions de la</li> </ul>

	12- Gestion des tensions sur usages de l'eau	<p>DCE et des SDAGE</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soutenir la mobilisation de tous les types d'acteurs, faciliter la constitution d'instances de concertation sur la question de l'eau par bassin et inciter au développement de SAGE et de contrats de rivière</li> <li>- développer une gestion économe de la ressource en eau : AEP, irrigation, industrie, neige artificielle</li> </ul>
	10- Valorisation de la multifonctionnalité de la forêt	<ul style="list-style-type: none"> <li>- reconnaître et valoriser la vocation « d'intérêt public » de la forêt (loisirs, nature, protection de la qualité de l'eau et contre les risques naturels) et dégager les moyens correspondants pour sa gestion multifonctionnelle</li> <li>- sensibiliser le monde forestier (professionnels et propriétaires) aux enjeux d'environnement et aux modes de gestion forestières favorables à l'environnement</li> <li>- soutenir et valoriser l'exploitation forestière selon ses divers intérêts : puits de carbone, matériaux de construction alternatifs, bois-énergie</li> </ul>

Grille n°2 Le degré de prise en compte des enjeux du PER dans l'avant projet de PO FEDER (septembre 2006)

Catégories d'enjeux	Enjeux du PER	Orientations stratégiques du PER	Prise en compte dans le PO
Culture environnementale et action locale	<b>16- Mobilisation acteurs publics locaux et de leurs relais</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- faciliter les échanges d'expériences relatives aux actions éco-responsables (mises en place dans le cadre de la SNDD)</li> <li>- professionnaliser la chaîne de décision des politiques publiques (sensibilisation et formation des élus, assistance à maître d'ouvrage, formation de la fonction publique territoriale, etc.) sur l'environnement</li> <li>- inciter à l'intégration de la dimension « environnement » dans les démarches et actions locales</li> </ul>	- Cette priorité est prise en compte de manière <b>transversale</b> dans l'ensemble des axes du programme.
	<b>17- sensibilisation de la population et des acteurs économiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- encourager les actions d'éducation à l'environnement des jeunes en partenariat avec tous les acteurs régionaux de l'éducation</li> <li>- développer la sensibilisation du grand public</li> <li>- soutenir la professionnalisation et l'expertise des associations</li> </ul>	-
Qualité de l'air, énergie et effet de serre	<b>13- Amélioration de la qualité de l'air</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- participer à l'amélioration de la connaissance de la qualité de l'air et de son impact sur la santé dans le cadre du plan santé-environnement (a)</li> <li>- poursuivre les actions de lutte contre l'ambroisie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Prise en compte au niveau des fiches thématiques</b> visant à <b>Lutter contre le réchauffement climatique</b></li> <li>- <b>Axe 1 :</b></li> <li>- FT soutien à la recherche et l'innovation technologique : apport au soutien des démarches technologiques et de recherche pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre (a)</li> <li>- FT : soutien aux entreprises dans le domaine des économies d'énergie et maîtrise des pollutions</li> <li>- <b>Axe II :</b></li> <li>- FT vers des comportements éco-responsables</li> <li>- <b>Axe III :</b> accessibilité transports</li> <li>- <b>Axe IV :</b> Plan Rhône</li> </ul>
	<b>14- Maîtrise de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- sensibiliser les industriels, les professionnels de la construction et la population à des choix et comportements écoresponsables réduisant les consommations d'énergie et les émissions de CO2</li> <li>- renforcer les programmes visant la maîtrise de la consommation d'énergie dans le résidentiel/tertiaire et dans les entreprises</li> </ul>	

Catégories d'enjeux	Enjeux du PER	Orientations stratégiques du PER	Prise en compte dans le PO
	<b>15- Promotion des énergies renouvelables</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- organiser le développement de l'éolien pour intégrer les contraintes environnementales et permettre l'accessibilité sociale des projets (études préalables et sensibilisation)</li> <li>- développer les potentialités régionales en matière d'énergies renouvelables en renforçant les programmes régionaux en place</li> <li>- <b>soutenir et organiser le développement de la filière « bois-énergie », contribuant à la gestion durable des milieux forestiers</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Axe II :</b></li> <li>- FT : vers des comportements éco-responsables</li> <li>- FT Soutenir la valorisation de la filière-bois construction</li> </ul>
Dynamisme économique et pressions anthropiques	<b>4 et 5 - Maîtrise de l'exposition aux risques naturels et technologiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>développer la culture du risque auprès des élus et de la population</b></li> <li>- <b>travailler avec les élus locaux et les aménageurs (sensibilisation, assistance) pour réduire la vulnérabilité des territoires et organiser la solidarité entre les territoires</b></li> <li>- prendre en compte spécifiquement les situations où les risques industriels se cumulent avec des risques d'inondation ou de mouvements de terrain</li> <li>- <b>agir en amont pour prévenir les risques : conserver ou recréer des zones d'expansion des crues</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Prise en compte au niveau de la fiche thématique :</b></li> <li>- « Prévenir les risques naturels et technologiques » et lien avec le PO interrégional Plan Rhône pour le volet inondations.</li> </ul>
	<b>1- Vers un développement économe en espace</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- inciter à la bonne élaboration des documents d'urbanisme rénovés (PLU, SCOT) pour une réelle maîtrise des conséquences des choix de développement sur l'environnement et la santé</li> <li>- favoriser des démarches globales de prise en compte de l'environnement et de développement durable (ex. agendas 21 locaux)</li> <li>- appuyer les intercommunalités pour la prise en compte de l'environnement dans les projets de territoires (pays, agglomérations...)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Cet enjeu est pris en compte de manière transversale</b> au PO et plus particulièrement dans les <b>fiches thématiques</b></li> <li>• <b>FT Gestion de l'espace</b></li> <li>• FT : vers des comportements éco-responsables</li> </ul>
	<b>3- Diversification des modes de transport et maîtrise des infrastructures</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- inciter les entreprises et les collectivités à la mise en oeuvre de démarches globales de mobilité</li> <li>- <b>favoriser les expérimentations et initiatives régionales pour la multimodalité, y compris pour le transport de marchandises</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Prise en compte au niveau de l'axe III transports:</b></li> <li>- FT Transports propres-multimodalité et FT Vers des comportements et des actes éco-responsables</li> </ul>
	<b>2- Un équilibre à préserver entre l'attractivité touristique et les atouts environnementaux</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- développer auprès des touristes et des Rhônalpins une sensibilité/culture écologique pour un moindre impact individuel sur les milieux (a)</li> <li>- maîtriser le développement des équipements sportifs et la fréquentation des milieux naturels fragiles (haute montagne, cours d'eau) (b)</li> <li>- <b>promouvoir les opérations pilotes de « tourisme durable » et se servir de ces expériences pour d'autres projets touristiques (c)</b></li> <li>- affiner la connaissance des différents types de tourisme en Rhône-Alpes (poids économiques, impacts environnementaux, territoires concernés) (d)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Prise en compte au niveau de la</b></li> <li>Axe II : FT tourisme</li> <li>Axe IV : FT tourisme plan Rhône</li> <li><i>Toutefois, l'évaluation des incidences environnementales souligne que les objectifs de « captage de nouvelles clientèles » ou de « développement de nouvelles destinations » peut ne pas aller dans le sens d'un équilibre à préserver entre attractivité touristique et atouts environnementaux.</i></li> </ul>
	<b>6- Surveillance et réhabilitation des sites/sols pollués</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- compléter l'inventaire historique régional, largement incomplet en Rhône-Alpes, en donnant la priorité aux zones urbanisées</li> <li>- <b>réhabiliter les sites et sols pollués</b> allant au-delà du minimum réglementaire pour permettre de requalifier certains territoires pour des activités sensibles sur le plan sanitaire (logements, écoles, activités tertiaires)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Prise en compte au niveau de la FT</b> « Réhabiliter les friches »</li> </ul>
	<b>7- Prévention et innovation dans la gestion des déchets</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- inciter et accompagner collectivités, entreprises et usagers à la réduction à la source de la production de déchets et à la réduction de la toxicité des déchets produits</li> <li>- poursuivre les actions en vue de la valorisation des déchets des ménages et des entreprises et sensibiliser la population et les acteurs économiques</li> <li>- conforter voire développer les filières de collecte, de valorisation ou de traitement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Prise en compte au niveau de la</b></li> <li>- <b>FT</b> Vers des comportements et des actes éco-responsables</li> </ul>
<b>Eau et milieux aquatiques</b>	<b>11- Reconquête des milieux aquatiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>poursuivre la reconquête physique et écologique des cours d'eau et zones humides et assurer leur entretien, notamment dans le cadre de démarches globales et conformément aux dispositions de la DCE et des SDAGE</b></li> <li>- <b>soutenir la mobilisation de tous les types d'acteurs, faciliter</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Pris en compte au niveau de l'axe IV Plan Rhône</b> et en particulier au niveau de la FT : Qualité des eaux et partage de la ressource, préserver la</li> </ul>

		<p>la constitution d'instances de concertation sur la question de l'eau par bassin et inciter au développement de SAGE et de contrats de rivière</p> <p>- développer une gestion économe de la ressource en eau : AEP, irrigation, industrie, neige artificielle</p>	<p>biodiversité remarquable du fleuve</p> <p>-</p>
	12- Gestion des tensions sur usages de l'eau	-	
espaces naturels	8- Lutte contre la banalisation et le cloisonnement territoires ruraux	<p>Identifier et préserver les continuités écologiques essentielles à la fonctionnalité des écosystèmes et des espèces migratrices (infrastructures vertes et bleues = corridors biologiques)</p>	<p><b>Prise en compte au niveau des actions de la FT</b> « Gestion de l'espace et promotion des démarches de développement durable »</p>
	9- Maintien des espaces remarquables	<p>- compléter la connaissance fine des milieux remarquables et évaluer les dégradations</p> <p>- sensibiliser les publics aux risques et impacts de la fréquentation des milieux remarquables</p> <p>- inciter les collectivités à développer si nécessaire des outils de gestion (moyens financiers et humains) complémentaires aux outils réglementaires de protection (classement de sites, réserves naturelles...)</p>	
	10- Valorisation de la multifonctionnalité de la forêt	<p>- reconnaître et valoriser la vocation « d'intérêt public » de la forêt (loisirs, nature, protection de la qualité de l'eau et contre les risques naturels) et dégager les moyens correspondants pour sa gestion multifonctionnelle</p> <p>- sensibiliser le monde forestier (professionnels et propriétaires) aux enjeux d'environnement et aux modes de gestion forestières favorables à l'environnement</p> <p>- soutenir et valoriser l'exploitation forestière selon ses divers intérêts : puits de carbone, matériaux de construction alternatifs, bois-énergie</p>	<p>- Prise en compte au niveau de la</p> <p>- FT Filière bois</p>

## 1.5 Annexe 5 : Liste des questions utilisées pour l'appréciation des incidences du PO Rhône-Alpes

Dimensions et thèmes du profil environnemental	Enjeux	Questions
<b>Dynamisme économique et pressions anthropiques</b>	1- Vers un développement économe en espace	L'axe a-t-il une incidence sur la gestion de l'espace et notamment sur les formes d'urbanisation ?
	2- Un équilibre à préserver entre l'attractivité touristique et les atouts environnementaux	L'axe a-t-il une incidence sur la préservation des atouts environnementaux au regard des stratégies d'attractivité touristique ?
	3- Diversification des modes de transport et maîtrise des infrastructures	L'axe a-t-il une incidence en terme de contribution à la diversification et de maîtrise des infrastructures ?
	4 et 5 - Maîtrise de l'exposition aux risques naturels et technologiques	L'axe a-t-il une incidence sur la maîtrise des risques naturels et technologiques ?
	6- Surveillance et réhabilitation des sites/sols pollués	L'axe contribue-t-il à la surveillance et à la réhabilitation des sites/sols pollués ?
	7- Prévention et innovation dans la gestion des déchets	L'axe contribue-t-il à la prévention dans la gestion des déchets et/ou est-il innovant dans ce domaine ?
<b>Espaces naturels</b>	8- Lutte contre la banalisation et le cloisonnement des territoires ruraux	L'axe contribue-t-il à lutter contre la banalisation des espaces naturels dans les territoires ruraux et leur cloisonnement néfaste notamment au déplacement de la faune ?
	9- Maintien des espaces remarquables	L'axe a-t-il une incidence sur le maintien des espaces remarquables ?
	10- Valorisation de la multifonctionnalité de la forêt	L'axe contribue-t-il à la valorisation de la multifonctionnalité de la forêt ?
<b>Eau et milieux aquatiques</b>	11- Reconquête des milieux aquatiques	L'axe a-t-il une incidence sur la reconquête des milieux aquatiques ?
	12- Gestion des tensions sur les usages de l'eau	L'axe contribue-t-il à la gestion des tensions sur les usages de l'eau ?
<b>Qualité de l'air, énergie et effet de serre</b>	13- Amélioration de la qualité de l'air	L'axe a-t-il une incidence sur l'amélioration de la qualité de l'air ?
	14- Maîtrise de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre	L'axe a-t-il une incidence sur la maîtrise de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre ?
	15- Promotion des énergies renouvelables	L'axe participe-t-il à la promotion des énergies renouvelables ?
<b>Culture environnementale et action locale</b>	16- Mobilisation acteurs publics locaux et de leurs relais	L'axe participe-t-il à la mobilisation des acteurs publics locaux et de leurs relais ?
	17- sensibilisation de la population et des acteurs économiques	L'axe participe-t-il à la sensibilisation de la population et des acteurs économiques ?



